

UNIVERSITÉ DE PARIS - FACULTÉ DE DROIT

LES
CONSEQUENCES ÉCONOMIQUES
DE L'ANSCHLUSS

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 Décembre 1939, à 14 h. 30

PAR

René DE LA TAILLE

Jury :

Président : M. William OUALID, Professeur.

Suffragants { M. NOGARO, Professeur.
M. NOYELLES, Professeur.

PARIS — 1939

**LES CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE L'ANSCHLUSS**



Digitized by the Internet Archive
in 2026

https://archive.org/details/IA41547920_0067

**LES
CONSÉQUENCES ÉCONOMIQUES
DE L'ANSCHLUSS**

THÈSE POUR LE DOCTORAT EN DROIT

Présentée et soutenue le 12 Décembre 1939, à 14 h. 30

PAR

René DE LA TAILLE

Jury :

Président : M. William OUALID, Professeur.

Suffragants { M. NOGARO, Professeur.
M. NOYELLES, Professeur.

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



AVANT-PROPOS

Quelques mois à peine s'étaient écoulés depuis l'Anschluss, quand nous fûmes nommé Attaché au Consulat Général de France à Vienne. Là, nous assistâmes à l'écroulement d'un monde, à la liquidation de tout un passé, à une reconstruction du pays sur des bases inconnues jusqu'alors. Cette période de transition présentait un intérêt poignant, et, de ce poste d'observation, l'on pouvait étudier l'évolution morale, politique, sociale, économique de ce qui restait de l'antique Autriche des Habsbourg. Par suite de nos études passées et de nos occupations d'alors, les multiples problèmes d'ordre économique qui ne cessaient de se poser présentaient un intérêt tout particulier. De là à faire de cette matière le thème d'une thèse de doctorat, il n'y avait qu'un pas ; et c'est ainsi que nous fûmes amené à traiter ce sujet : « Les conséquences économiques de l'Anschluss ».

Durant huit mois, tous les problèmes économiques qui se présentaient furent étudiés sur place. Rappelé au début de l'été par de nouvelles fonctions à Paris, il fallut réunir tous les renseignements recueillis et nous pûmes alors nous mettre à l'œuvre.

Peu de temps après hélas, le sinistre tocsin de la guerre se faisait entendre. Dès lors, que faire ? Ce travail allait-il être anéanti ? Fallait-il attendre des jours meilleurs pour creuser plus profondément la terre fertile ? Ou bien nos

impressions et nos renseignements devaient-ils être présentés ainsi.

Sur le conseil de notre Directeur de thèse, nous choisîmes la deuxième alternative, car, au bout de combien de mois, peut-être même de combien d'années cette tâche pourrait-elle être reprise ? Dès lors, ce sujet qui répondait à une actualité aurait perdu tout son intérêt ; c'est pourquoi, malgré les préoccupations de l'heure, il fallut se hâter de mettre un point final à l'œuvre ébauchée.

Aussi demanderons-nous à nos examinateurs et à nos lecteurs une grande indulgence pour toutes les imprécisions et toutes les omissions. Pour les côtés parfois superficiels de cette étude, nous réclamerons une extrême bienveillance en raison des difficultés et des préoccupations de l'heure présente.

INTRODUCTION

Le 11 mars 1938 l'Allemagne proclamait l'annexion de l'Autriche. Aussitôt les revues, les périodiques, les journaux furent remplis d'articles proclamant la force germanique, le danger allemand, la menace vers l'Est... etc... Bien peu cherchèrent à tirer les conséquences de ce nouvel ordre de choses au point de vue économique, si bien que pour la grosse majorité du peuple français en particulier l'annexion de l'Autriche demeura une opération uniquement politique. Il serait outrecuidant de vouloir démontrer que l'Allemagne a réalisé le coup du 11 mars uniquement par suite de raisons économiques. On peut dire seulement que l'Anschluss a eu des causes politiques et des mobiles économiques. Il serait facile de discuter indéfiniment sur la part respective plus ou moins grande de l'un ou de l'autre, aussi nous a-t-il paru plus intéressant de rechercher les conséquences économiques de l'Anschluss. Ainsi pouvons-nous dans une certaine mesure nous rendre compte des mobiles d'ordre économique qui ont pu jouer dans l'élaboration du plan d'annexion de l'Autriche.

Avant d'examiner en détail toutes les conséquences de l'Anschluss, dressons brièvement dans cette introduction un tableau d'ensemble de l'économie autrichienne, en essayant de voir quels pouvaient être les mobiles qui du côté autrichien auraient pu pousser à l'Anschluss. Examinons tout d'abord les ressources naturelles de

l'Autriche, puis le commerce extérieur, enfin nous envisagerons l'essor escompté de l'économie autrichienne.

L'Autriche avait une superficie de 83.868 km² et une population de 6.700.000 habitants, soit 80 habitants au km². Les forêts occupent 37,4 % de la superficie totale de l'Autriche, soit 30 % des ressources forestières du Reich. La superficie couverte de bois est de 3.137.110 hectares : dans l'exportation européenne, l'Autriche figurait au 3^e rang (plus de 3 millions de m³), derrière la Finlande et la Suède. Grâce à l'abondance du bois, la production de la pâte de cellulose s'était développée considérablement en Autriche, où les usines disposaient d'une capacité de 420.000 tonnes soit 1/5 de la production allemande, et elle était fortement poussée pour permettre la fabrication de la laine cellulosique.

Quant au sol cultivable, plus de la moitié se compose de prés ou de pâturages. L'élevage était florissant, aussi l'Autriche avait en abondance le lait, le beurre, les œufs et les fromages ; mais il n'en était pas de même pour les céréales, l'Autriche ayant dû en importer en 1937 : 850.000 tonnes. L'Autriche ne couvrait en moyenne que 65 % de ses besoins, tandis que le Reich, avant l'échec de la nouvelle politique agricole, en couvrait 90 %. L'Autriche était obligée d'importer 67 % de maïs, 43 % de blé, 28 % de seigle, 15 % d'orge, 90 % d'avoine !

Parmi les matières premières l'Autriche était surtout riche en minerais de fer, dont la quantité était évaluée à 200 millions de tonnes d'une teneur moyenne de 40 % de fer ; en 1937 on en a extrait 1.872.000 tonnes dont 20 % furent exportés. Cette exploitation peut être doublée à l'aide d'installations assez minimes, étant donné que les gisements autrichiens sont situés très favorablement. L'Autriche était la plus grande productrice de magnésie

avec 300.000 tonnes par an, c'est-à-dire presque la moitié de la production mondiale. Elle avait quelques mines de plomb en Carinthie ; également dans la même région quelques mines de zinc dont la production fut en 1937 de 113.000 tonnes. On trouve du cuivre dans la région de Salzbourg, mais jusqu'alors les capitaux ont manqué pour l'exploitation. L'Autriche produit encore du graphite, sur les 25.000 tonnes qui furent extraites en 1937, on en exporta 56 % ; quant au pétrole sa production annuelle était de 50.000 tonnes. Enfin il faut mentionner l'exploitation des chutes d'eau autrichiennes qui représentent trois milliards de kwh, quantité de beaucoup supérieure à celle que l'Allemagne possède en fait de houille blanche.

Si nous examinons la situation du commerce extérieur de l'Autriche, nous constatons que la balance commerciale était nettement défavorable puisqu'elle accusait un passif de 237 millions de schillings. Ce déficit va accroître celui du commerce extérieur allemand, bien que l'Autriche importât d'Allemagne son charbon, ses machines et ses couleurs, soit 17 % de ses achats totaux effectués à l'étranger. Cependant il est nécessaire d'ajouter que l'économie autrichienne trouvait une appréciable contre-partie dans les revenus tirés de différents services, parmi lesquels les recettes de transit et de tourisme sont les plus importants. L'Autriche dépendait de l'étranger pour un grand nombre de produits : en 1937 : 30 % de ses importations portait sur les produits de l'élevage et du sol, 30 % pour les produits manufacturés et le restant en matières premières dont le charbon principalement. Quant aux exportations elles comprenaient les produits finis, le bois, le minerai de fer, les peaux et cuirs ainsi que les produits de la ferme.

A l'exportation les principaux clients de l'Autriche ont été les suivants en 1936 :

Allemagne.	16 %	des exportations totales de l'Autriche	
Italie	13,6 %	—	—
Hongrie	10 %	—	—
Tchécoslovaquie .	7,5 %	—	—
Roumanie.	7 %	—	—
Grande-Bretagne .	5,3 %	—	—
Suisse	5 %	—	—
France	4,5 %	—	—
Etats-Unis.	2,5 %	—	—
Belgique	1,5 %	—	—

Ce qui ressort de ce tableau statistique, c'est que l'Allemagne était de beaucoup le plus gros acheteur des produits autrichiens. De cette constatation un certain nombre d'Autrichiens ont tiré des conséquences politiques et alors ont prôné le rattachement au Reich.

Avant de terminer cette introduction, il nous paraît en effet intéressant d'examiner les mobiles économiques qui, indépendamment des raisons d'ordre politique et « racial » prédominantes, ont incité les Autrichiens à désirer l'union complète des deux pays. Beaucoup ont vu dans l'Anschluss, et la propagande nazi n'a pas manqué faire jouer cette corde sensible, un moyen pour l'Autriche de retrouver la prospérité d'antan, que son exiguité nouvelle lui avait fait perdre. L'Allemagne manque de bois et de minerais de fer, l'Autriche les lui apporte. L'Allemagne n'a guère de houille blanche à utiliser, l'Autriche possède d'abondantes réserves d'énergie hydraulique. L'Allemagne sera heureuse d'acheter à l'Autriche tout le lait, le beurre et le fromage qu'elle a en excédent. De plus, grâce à ses capitaux et à son génie de l'organisation, l'Allemagne pourra rénover complètement l'industrie métallurgique autrichienne déficiente, et par

le fait sinon supprimer, tout au moins réduire notablement le problème du chômage.

Par la suppression des barrières douanières et des difficultés d'ordre monétaire, les Autrichiens pourront acheter tous les produits manufacturés, que l'Allemagne lui laissera à bas prix. Enfin le tourisme autrichien va pouvoir bénéficier de la liberté d'action des Allemands du Reich, qui désormais seront autorisés, cela va sans dire, à excursionner dans le Tyrol. Telles étaient dans leurs grandes lignes, les espérances, plutôt simplistes il est vrai, d'un certain nombre d'Autrichiens.

Après ce bref tableau d'ensemble, nous pouvons aborder l'étude proprement dite des conséquences de l'Anschluss.

PREMIÈRE PARTIE

LA POPULATION

SECTION I.

LES SALAIRES ET LE TRAVAIL

La réglementation allemande sur la durée du travail du 30 avril 1938 a été appliquée en Autriche à dater du 1^{er} mars 1939. La réglementation indique que la journée de travail ne doit pas, à moins de circonstances exceptionnelles, dépasser 8 heures. Cependant, il est permis aux employeurs, durant un maximum de 30 jours par an, de porter à 10 heures la durée de la journée de travail. De plus, les « tarifs de travail » qui ont remplacé les conventions collectives, et qui règlent les conditions du travail dans les diverses industries, peuvent porter au-delà de huit heures la durée de la journée de travail.

Une des plus importantes conséquences de l'Anschluss, sur le plan économique, est sans contredit la résorption du chômage. Il est certain que dans les administrations un grand nombre de postes ont été confiés, comme partout ailleurs à des Allemands venus de Prusse, et qu'ainsi un grand nombre de fonctionnaires plus ou moins importants sont maintenant sans ressources. Mais dans l'ensemble le chômage a considérablement diminué en Autriche, comme nous allons pouvoir en juger. L'absorption

du chômage en Autriche se fait assez vite ; 1/3 des chômeurs est constitué par les seuls ouvriers du bâtiment, 6 % par les ouvriers de l'industrie du bois et 14 % par les ouvriers de l'industrie métallurgique. Or ces trois branches sont les premiers profiteurs du programme d'extension du plan quadriennal à l'Autriche : construction d'autostrades, augmentation de la production de la houille blanche.

A la fin du mois de juillet 1938, le nombre des chômeurs en Autriche n'était plus que de 151.000, en août de 114.000, en septembre 99.865, contre 400.000 environ au moment du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Déjà le manque d'ouvriers qualifiés se fait sentir dans certaines industries telles que les industries mécaniques, et les usines demandent que la main-d'œuvre envoyée dans le reste de l'Allemagne revienne le plus tôt possible en Autriche. En octobre 1938 le Gouvernement de la région de Graz a envoyé des instructions aux Bureaux du Travail leur enjoignant de supprimer désormais tous secours de chômage aux chômeurs qui auraient refusé, sans raisons valables, un travail qui leur est proposé. De même, les chômeurs en question ne pourront obtenir aucun secours de leur commune.

En novembre 1938, le nombre des chômeurs en Autriche n'atteint plus que 100.000 environ, dont 75.000, soit à peu près 78 % à Vienne. Les mesures les plus énergiques contre le chômage doivent donc être prises dans la région viennoise. Alors qu'au moment de l'Anschluss on trouvait parmi les chômeurs 73 % d'hommes et 27 % de femmes, la proportion est aujourd'hui de 43 % pour les hommes et de 57 % pour les femmes (sur le total des chômeurs inscrits on compte 44.873 hommes et 61.670 femmes).

D'après les statistiques des assurances maladies, le nombre des ouvriers occupés en Autriche le 2 novembre atteignait 961.923, en augmentation de 348.386, soit 55 % depuis le 12 mars.

Pendant le mois de janvier 1939, le nombre des chômeurs en Autriche a légèrement augmenté, passant de 150.058 à 146.174. Les journaux font remarquer que l'année dernière, à la fin de janvier, le nombre officiellement reconnu des chômeurs dépassait 400.000, et que ce nombre avait augmenté de 32.000 en janvier 1938. Ils soulignent également que cette année, même pendant le mois de janvier, le nombre des chômeurs de l'agglomération viennoise a diminué, ce qui montre de façon probante que le relèvement de l'activité industrielle s'étend à Vienne.

Avant d'en terminer avec le chômage, donnons quelques tableaux d'ensemble afin de pouvoir mesurer plus aisément le chemin parcouru.

*Etat du chômage
dans différentes provinces autrichiennes*

	31 Janvier 1938		31 Janvier 1939	
	Chômeurs en général	Chômeurs secourus	Chômeurs en général	Chômeurs secourus
Vienne	183.271	115.974	84.027	58.216
Niederösterreich.	73.255	64.929	23.964	17.271
Oberösterreich. .	37.120	33.763	11.143	8.721
Steiermark	45.118	32.887	17.647	12.913
Salzburg.	13.104	10.735	2.522	1.601
Kärnten.	15.986	15.534	8.067	4.477
Tirol.	17.011	15.516	1.493	1.351
Voralberg	6.535	6.195	329	100
Burgenland	9.601	8.530	6.530	4.157
<i>Total</i>	<i>401.001</i>	<i>302.263</i>	<i>156.174</i>	<i>108.407</i>

*Etat du chômage
à travers les différentes professions*

	Catégories	Au 31-1-38	Au 31-1-39
Travailleurs	des champs et des forêts ..	7.092	4.707
—	des montagnes	2.733	4.555
—	dans l'industrie de la faïen- ce, céramique, verrerie...	17.138	4.165
—	dans l'industrie métallurgi- que.	49.860	8.279
—	dans l'industrie du bois ..	22.575	2.730
—	dans l'industrie du cuir	3.041	891
—	dans l'industrie du textile ..	18.520	3.712
—	dans l'industrie du papier .	6.640	1.477
—	dans l'industrie du vêtement	22.235	5.978
—	dans l'industrie du graphi- sche.	5.126	1.654
—	dans l'industrie chimique ..	4.067	608
—	dans l'industrie alimentaire.	15.113	4.396
—	dans l'industrie de l'hôtelle- rie compris les cafés	17.123	8.365
—	dans l'industrie des trans- ports.	11.831	5.280
—	dans l'industrie du théâtre et films.	147	128
—	dans l'industrie du bâtiment.	84.244	19.253
—	dans l'industrie hygiénique .	4.466	1.588
Employés en général en chômage		34.045	20.400
	Total	327.996	94.266
	Divers	34.510	12.289
Travailleurs en général en chômage		362.506	106.555

Ces derniers chiffres ne représentent que le total général des chômeurs pour lesquels on a pu établir une comparaison entre les deux années, en effet le total général des chômeurs étaient au 31 janvier 1938 de 401.001 et au 31 janvier 1939, 156.174.

Et maintenant nous arrivons à la question des salaires en Autriche.

L'industrie autrichienne, à moins de travailler à perte

pendant une période indéterminée, ne pourrait certainement pas supporter à l'heure actuelle une hausse des salaires, et les autorités allemandes en ont parfaitement conscience. Il ne faut pas oublier que cette industrie, très en retard au point de vue de l'équipement mécanique, travaillant encore avec des méthodes surannées, se trouve maintenant pratiquement livrée sans défense effective à la concurrence de l'industrie allemande, riche de capitaux, puissamment outillée, disposant de débouchés considérables, capable par conséquent de livrer les marchandises à des prix de revient nettement inférieurs à ceux auxquels les mêmes marchandises peuvent être produites en Autriche.

Pour les autorités, le problème se pose de la façon suivante : les usines doivent être mises à même de produire à meilleur marché. Il faut donc éviter tout ce qui peut accroître le prix de revient et par conséquent toute hausse de salaires. Il faut également distribuer aux entreprises dont l'existence apparaît souhaitable les crédits qui leur permettront de moderniser leur matériel. De cette façon, et grâce aussi à l'augmentation de la production et des ventes, les entreprises autrichiennes pourront peu à peu ramener leurs prix de vente au niveau des prix pratiqués en Allemagne pour les produits industriels. Au besoin, elles y seront contraintes brutalement, comme cela a déjà été fait pour diverses marchandises (Produits chimiques, céramiques, etc...).

La nécessité d'améliorer le standard de vie des ouvriers est reconnue, mais il n'est pas possible de résoudre le problème de la façon considérée par les ouvriers comme la plus simple et la plus efficace, c'est-à-dire par une hausse des salaires. Les autorités se proposent d'arriver au même résultat mais naturellement plus lente-

ment, en augmentant la durée du travail, et en maintenant stable le niveau des prix des marchandises, ou même en contraignant les fabricants ou les commerçants à réduire certains prix.

Ce sont donc des sacrifices et de la patience que M. Bürckel, Commissaire du Reich, devait demander aux ouvriers autrichiens. Il a fait appel à leur patriotisme, à l'amour de la patrie allemande et à l'esprit de communauté qui doit animer tout bon national-socialiste, qu'il soit chef d'entreprise ou ouvrier.

Le Commissaire du Reich a affirmé dans un grand discours à Vienne, en novembre 1938, que la satisfaction des ouvriers d'une entreprise ne s'obtient pas, comme on le croit trop souvent, par des salaires élevés, mais par un contact constant entre le personnel et la direction, et surtout par la conviction chez chacun des membres du personnel que la justice règne dans l'entreprise, que personne n'est injustement favorisé par rapport aux autres.

Il a reconnu cependant la nécessité d'améliorer le standard de vie des classes laborieuses, faisant ici la distinction entre les préoccupations des anciens gouvernements et les possibilités du régime national-socialiste. « Les anciens dirigeants de l'Autriche, m'a-t-il déclaré, ne pouvaient réussir à se dégager des idées libérales, et ils étaient constamment préoccupés de la nécessité de maintenir la balance des paiements en équilibre, d'éviter une chute de la monnaie autrichienne. Ce système aboutissait à une prépondérance toujours plus marquée des juifs dans l'économie et à l'appauvrissement de la classe ouvrière, au chômage, à la misère ».

Pour le national-socialisme, par contre, les questions monétaires sont beaucoup moins importantes ; « il s'agit

avant tout, déclare M. Bürckel, d'assurer du travail à tous, d'utiliser les services de tous les travailleurs. On peut de cette façon augmenter la production, accroître la force productive de la nation, améliorer lentement le standard de vie de la population, et en même temps mettre le pays mieux en état de résister en cas de guerre. Le peuple entier augmente son rendement, le produit du travail augmente, et chacun peut alors recevoir sa récompense sous forme d'une rétribution également accrue.

Le Gouvernement doit cependant contrôler et diriger les prix, de façon à ce que l'augmentation du salaire corresponde bien à un accroissement effectif du pouvoir d'achat, et ne soit pas absorbée par une hausse des prix des marchandises.

Revenant ensuite à la question des salaires, le Commissaire du Reich a constaté que plus de la moitié des salariés en Autriche avaient déjà bénéficié d'une révision qui a ramené leurs salaires au niveau de ceux payés dans le reste du Reich. Il est à présumer que cette réadaptation sera terminée pour le 1^{er} mai 1939, date que M. Bürckel a indiquée comme étant celle de la fin de la période de transition pour l'économie autrichienne. Dans certains cas, les salaires seront donc augmentés, mais des limites sont fixées d'avance à cette hausse des salaires, limites qui, a affirmé le Commissaire du Reich, ne seront en aucun cas dépassées.

Tout d'abord, les salaires ne pourront être augmentés avant que le rendement effectif de l'entreprise considérée ait atteint celui d'une même entreprise en Allemagne.

C'est par une réduction des prix des marchandises que les ouvriers doivent acheter, a déclaré M. Bürckel, que le standard de vie de la population laborieuse pourra être amélioré. Cette réduction sera d'autant plus facile

à obtenir ou à provoquer que le rendement sera plus élevé, que les entreprises travailleront dans de meilleures conditions. Dans tous les cas, le niveau des prix allemands devra être atteint en Autriche, mais cela demandera encore quelque temps, précisément parce que le rendement des industries autrichiennes est encore trop faible.

Ce discours bien entendu a été accueilli par des applaudissements. Il aura cependant déçu bien des espérances, et ramené à la réalité bien des rêveurs qui attendaient du national-socialisme en Autriche des bénéfices plus immédiats et moins platoniques que les avantages futurs, que M. Bürckel a laissé entrevoir à ses auditeurs, en récompense de la patience et des sacrifices que la patrie allemande attend d'eux.

Ce discours sur l'organisation des salaires est la preuve que cette question est actuellement à l'ordre du jour, que les ouvriers manifestent un certain mécontentement, et que les autorités jugent indispensable d'exposer aux travailleurs les raisons pour lesquelles il n'est pas possible de leur donner satisfaction.

Après M. Bürckel, un délégué du Front du Travail, M. Hupfauer, a fait ressortir devant 8.000 auditeurs, chefs d'entreprise, chefs de cellules ouvrières, membres des conseils de confiance, etc., *l'impossibilité d'envisager actuellement une hausse des salaires. Il a repris les arguments déjà exposés par M. Bürckel, c'est-à-dire la nécessité d'obtenir avant tout une augmentation de la production et du rendement. Une hausse des salaires ne pourrait se traduire que par une hausse des prix, et les ouvriers perdraient le bénéfice de la mesure prise en leur faveur. Il s'agit d'abord d'assurer à chacun le travail auquel il a droit. Ensuite seulement, lorsque le*

rendement aura augmenté, on pourra songer à augmenter les salaires.

Il ne pourrait être question, a déclaré M. Hupfauer, de porter instantanément le niveau de vie des ouvriers autrichiens à celui des ouvriers allemands. C'est une œuvre de longue haleine, qui sera réalisée, mais qui exige du temps. En attendant, les ouvriers doivent se contenter de la certitude de ne jamais manquer d'ouvrage.

Un autre orateur du parti, s'adressant aux ouvriers d'une entreprise, leur a déclaré :

« Je sais lire dans vos cœurs. Vous vous dites, comme les autres, que la loi qui interdit la hausse des salaires est observée, tandis que celle qui interdit la hausse des prix, ne l'est pas. Tout ce que l'on doit acheter est plus cher que l'année dernière. Tout cela nous le savons. Nous l'avons exposé à notre Gauleiter, je puis vous dire que très prochainement une réduction sensible des prix de détail sera imposée, ce qui sera bien préférable à une hausse des salaires, cette dernière devant entraîner nécessairement une augmentation des prix qui en détruirait l'effet.

Les journaux font ressortir les progrès obtenus pendant les dernières semaines dans la révision des salaires et l'établissement des tarifs de travail qui remplacent désormais en Autriche les anciennes conventions collectives. Dans le bâtiment, par exemple, la réorganisation est terminée, les salaires atteignent, ou même parfois dépassent ceux du Reich, si bien qu'une augmentation n'est plus à espérer. En décembre, quelques nouveaux tarifs de travail, par exemple dans les scieries, les exploitations forestières, et certains groupes de l'industrie textile, sont en vigueur.

Ces informations ne seront certainement pas bien accueillies par la classe ouvrière, qui espérait fermement

une hausse des salaires, hausse qui lui semblait justifiée par le fait que le coût de la vie est plus élevé en Autriche qu'en Allemagne. Si les salaires des ouvriers ordinaires n'ont pas augmenté en proportion du coût de la vie, par contre les contremaîtres ont eu leur niveau de vie sensiblement élevé. Il en est de même pour les fonctionnaires non subalternes.

Il apparaissait donc équitable à la classe ouvrière, que le niveau des salaires soit également plus haut en Autriche que dans le reste du Reich.

Ainsi il ressort de cette étude, que l'Anschluss a eu pour conséquence heureuse une résorption très importante du chômage, mais par contre l'Allemagne n'a pu donner une solution favorable au problème des salaires, au contraire le standard de vie de l'ouvrier n'a fait qu'empirer, les prix ayant subi une hausse considérable, ainsi que le reconnaissent les dirigeants eux-mêmes.

SECTION II.

LE LOGEMENT

En s'installant en Autriche, les Allemands eurent de nombreux problèmes à résoudre, et en particulier le problème du logement. En effet, depuis longtemps ce problème se faisait sentir : les habitations étaient insuffisantes en nombre et en qualité, seuls les capitaux manquaient. Avec le regain d'activité des industries, qu'allait occasionner l'Anschluss, ce problème devenait une nécessité. C'est pourquoi le 7 septembre 1938, les journaux publient un décret du Commissaire d'Empire au rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, qui crée un organisme spécial chargé de traiter toutes les ques-

tions relatives aux logements, de veiller à la défense des intérêts de l'Etat dans ce domaine et de prendre les mesures nécessaires pour que les immeubles soient bien gérés d'une façon économiquement rationnelle.

Le nouvel « Office du logement », reçoit des pouvoirs très étendus, et il peut en particulier imposer aux propriétaires d'immeubles le paiement de taxes. Toutes les associations de propriétaires d'immeubles ou de locataires sont dissoutes, et leur actif passe à l'Office du logement. Ce dernier doit subsister pendant une période qui sera ultérieurement fixée par le Commissaire d'Empire, mais qui ne pourra dépasser le 1^{er} mai 1939. Toutefois, des offices régionaux seront créés entre temps, et ces offices poursuivront la tâche de l'office central de Vienne, lorsque celui-ci sera supprimé.

Le 28 novembre 1938, le Commissaire du Reich pour l'Autriche, M. Bürckel, a nommé M. Kozich, vice bourgmestre de Vienne, commissaire aux logements. Le nouveau commissaire, dans un communiqué à la population, tient à faire remarquer qu'il ne lui sera pas possible de remédier du jour au lendemain à la crise du logement à Vienne, crise qui se traduit surtout par un manque de logements à bas prix. Il s'accorde un délai de deux mois pour étudier les demandes déjà présentées. Pendant ce délai il ne recevra pas de nouvelles requêtes.

Un communiqué officiel du 16 novembre 1938 indique que les propriétaires d'immeubles peuvent être, en cas de besoins, contraints à louer les logements vides dont ils disposent. Il arrive en effet que certains propriétaires, estimant que les loyers légaux sont trop réduits, se refusent à accepter les offres de locataires, et préfèrent conserver leurs appartements vides. Ils encourent, de par cette attitude, des amendes très élevées.

Le problème des loyers doit également recevoir une solution. Etant donné qu'une hausse des salaires ne peut être envisagée pour le moment, les propriétaires d'immeubles doivent renoncer à augmenter les loyers jusqu'au jour où les locataires, gagnant davantage, seront à même de supporter une augmentation des dits loyers.

Dans la région de Linz la crise du logement se fait tout particulièrement sentir par suite de l'industrialisation du Danube dans cette contrée ! La ville de Linz d'une part, les Chemins de fer d'Empire, d'autre part, ont déjà commencé la construction d'un certain nombre de logements. Les aciéries Hermann Goering doivent songer de leur côté à construire aussi rapidement que possible les logements indispensables à leurs ouvriers. Le nombre de ces ouvriers sera de plusieurs milliers et des centaines de logements doivent être construits.

La société spéciale d'habitations ouvrières créée par la société Hermann Goering de Linz a déjà fait construire à proximité des usines 1.000 logements ouvriers. La construction se poursuit, car le nombre total des logements doit atteindre 5 à 6.000.

Pendant les six premiers mois qui se sont écoulés depuis l'Anschluss, le Reich a déjà fait beaucoup pour porter remède à la situation lamentable du logement. Les communes autrichiennes appauvries et endettées ont déjà reçu à des conditions extrêmement avantageuses environ 10 millions de marks de prêts, afin de faire disparaître les pires taudis. De nouveaux crédits vont encore être distribués.

Dix millions de marks sont en cours de répartition pour les constructions d'habitations à bon marché, et en particulier d'habitations ouvrières avec terrains, en vue de rendre peu à peu les ouvriers propriétaires du

terrain et de l'immeuble. Des prêts à longue échéance, à 2 % d'intérêts, sont ainsi distribués. Les entreprises industrielles accordent de leur côté des prêts à leurs ouvriers, l'avance de fonds de l'Etat ne portant que sur une partie des frais de construction.

Une action est également engagée pour l'encouragement à la construction de logements moyens, jusqu'à 120 m² de surface totale. La garantie de l'Etat est accordée pour une partie des frais de construction, et une avance de 10 % de ces frais est donnée. Jusqu'à présent le total des garanties atteint 3 millions de marks, et celui des avances dépasse 1 million.

Des mesures sont prises encore pour la construction de logements pour les ouvriers agricoles. Ces derniers avaient été particulièrement négligés par l'ancien régime. On espère pouvoir mettre à leur disposition un logement sain et un terrain suffisant, pour un loyer mensuel de 20 marks.

Enfin, 5 millions de marks de crédits du Reich ont été accordés pour des réparations d'immeubles, pour diviser de grands appartements en plusieurs petits, etc...

Depuis le mois de mars dernier, on a entrepris la construction de 7.000 logements environ.

Un indice de l'activité du bâtiment est le fait que la production de briques et de tuiles est évaluée pour 1938 à 500 millions de pièces, en augmentation de 25 % sur 1937. De nombreuses entreprises arrêtées depuis des années ont été remises en activité, les commandes de l'industrie du bâtiment ne cessant d'augmenter.

Cette activité se traduit également par l'importance des ventes de ciment. En 1918, l'industrie autrichienne du ciment comprenait 16 usines appartenant à 9 sociétés et représentant une puissance de production annuelle

de 750.000 tonnes. En 1930, les ventes de ciment atteignaient 600.000 tonnes, et certaines entreprises ont procédé à des agrandissements, ce qui a porté la puissance de production annuelle à 900.000 tonnes. Malheureusement, la crise économique a fait tomber ensuite les ventes de façon très sensible, jusqu'à un minimum de 287.000 tonnes. L'année dernière, il avait été vendu 430.000 tonnes de ciment en Autriche.

L'Anschluss ouvre à l'industrie autrichienne du bâtiment des débouchés pratiquement illimités, et les fabriques de ciment doivent s'équiper rapidement pour faire face à des besoins toujours croissants. Des mesures sont déjà prises pour porter la puissance de production à 1.500.000 tonnes par an.

Alors que pendant toute l'année 1937, la valeur des commandes obtenues par les entreprises de construction en Autriche ne dépassait pas 50 millions de marks, on estimait en juillet dernier à 550 millions la valeur des ordres enregistrés depuis le début de l'année en cours. Cette valeur atteindra sans doute un milliard de marks avant la fin de l'année. En Allemagne, sans l'Autriche, la valeur des commandes reçues par l'industrie du bâtiment atteint actuellement environ 12 milliards de marks par an.

L'équipement mécanique des entreprises autrichiennes de construction était, et est encore nettement insuffisant. Il comprend par exemple, pour toute l'Autriche, 13 excavateurs seulement, alors que les entreprises allemandes en ont acheté 1.200 pendant les dernières années. Pour remédier à cette situation, il a été décidé que les commandes de matériels de l'industrie allemande du bâtiment seraient traitées par les fabriques de machines comme des commandes pour l'exportation, c'est-à-dire

qu'elles seraient exécutées par priorité. En outre, l'industrie autrichienne du bâtiment dispose d'un crédit de 150 millions de marks pour l'achat du matériel indispensable.

Un autre problème est celui de la main-d'œuvre. L'apprentissage, spécialement négligé pendant les années de crise, va être réorganisé. « Une école d'apprentissage va être installée à Baden, près de Vienne, et les entrepreneurs seront en outre contraints d'instruire nombre d'apprentis. Deux cent cinquante ouvriers autrichiens du bâtiment vont partir dans une quinzaine de jours pour l'Allemagne afin d'y faire un stage. Ils reviendront ensuite et seront placés comme contremaîtres dans des entreprises autrichiennes » (*Freie Presse* du 1^{er} novembre 1938).

On manque également d'ingénieurs, et les maisons autrichiennes réclament le retour des ingénieurs autrichiens qui, à l'époque du chômage en Autriche, étaient allés travailler en Allemagne.

Pour l'avenir immédiat, l'industrie autrichienne du bâtiment ne peut faire face aux commandes qui lui sont remisés. C'est pourquoi il n'a pas semblé opportun de la protéger, comme certaines autres industries de ce pays, contre la concurrence des entreprises allemandes.

On relève dans le « Bau Kurier », organe officiel du groupement corporatif des matériaux de construction, divers articles sur les limites que l'industrie du bâtiment ne peut dépasser, malgré les injonctions impérieuses des autorités ou des administrations qui considèrent toutes comme spécialement urgents les travaux qu'elles ont à exécuter. Le journal cite textuellement un passage de l'article rédigé par M. Müller, chef du groupement corporatif en question : « On ne saurait exiger simulta-

nément une augmentation de l'activité du bâtiment, une réduction de la production des matériaux de construction, et enfin une augmentation des exportations de ces matériaux. Afin de fixer l'importance des bâtiments qui « doivent » être construits dans un délai donné, il faudrait au moins se renseigner sur les possibilités de production des matériaux indispensables à cette construction.

M. Müller fait remarquer que les travaux de fortifications de l'Ouest de l'Allemagne ont enlevé précisément à l'industrie du bâtiment et aux industries dérivées, un nombre considérable d'ouvriers, nombre qu'il évalue à plus de 100.000.

Une rationalisation des travaux est indispensable, pour éviter des abus, et pour utiliser au mieux les ressources disponibles de main-d'œuvre. A l'heure actuelle, par exemple, les travaux dans la région de Berlin et dans le centre de l'Allemagne sont en partie arrêtés faute de tuiles et de briques tandis que dans l'Ouest, où les fortifications ont arrêté les travaux normaux, les briques et les tuiles se trouvent en abondance, si bien que la production des briques a dû être ralentie.

Ainsi dans l'industrie du bâtiment, l'Anschluss a provoqué un « boom » considérable, mais si l'on examine la question de près, on constate que cette activité du bâtiment porte uniquement sur l'industrie de guerre ou ses annexes. Tous ces nouveaux logements ouvriers, sont destinés à abriter les innombrables employés des usines de guerre. A tel point qu'un simple particulier se trouve dans l'impossibilité de faire construire une maison, à moins d'autorisation spéciale, faute de ciment, cette matière étant réservée exclusivement à l'industrie de guerre. Le regain d'activité dans l'industrie du bâtiment ne porte donc que sur une certaine catégorie de travaux.

SECTION III.

LE COÛT DE LA VIE ET LES PRIX

Immédiatement après le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, diverses mesures avaient été prises par le gouvernement allemand en vue de calmer les vives inquiétudes des commerçants et des industriels autrichiens, qui avaient toujours redouté plus que tout la concurrence allemande, et qui se voyaient déjà livrés sans protection douanière à cette concurrence. Après des années de crise, épuisés financièrement, mal équipés, les industriels autrichiens ne pouvaient songer à lutter contre les industries allemandes modernes et puissantes, auxquelles plusieurs années d'activité exceptionnelle avaient en outre procuré des moyens financiers qui faisaient encore entièrement défaut en Autriche.

Il s'agissait, d'une part de protéger l'industrie autrichienne contre l'invasion des produits allemands meilleur marché, et d'autre part de défendre le marché autrichien contre une invasion non moins redoutée d'industriels et de commerçants du reste de l'Allemagne, arrivant en Autriche munis de capitaux, s'installant dans le pays, et prenant une large part des profits, que les Autrichiens espèrent de la reprise des affaires.

Cette dernière protection avait été donnée à l'Autriche par la loi du 14 avril 1938, qui interdisait aux entreprises allemandes de s'installer en Autriche. Cette loi a cependant cessé d'être en vigueur le 1^{er} octobre.

Ainsi que M. Brinkzenn l'avait annoncé dans son discours de la Foire de Vienne, les marchandises allemandes vont pouvoir pénétrer en Autriche en franchise des droits de douane du tarif autrichien. Les droits d'entrée

à l'importation des produits autrichiens en Allemagne avaient déjà été supprimés le 26 mars dernier. A l'entrée des produits allemands en Autriche, il n'avait pas semblé possible de faire disparaître immédiatement la protection douanière accordée aux produits autrichiens, les prix de revient de l'industrie autrichienne étant souvent sensiblement plus élevés que les prix de revient de sa concurrente allemande.

La plupart des milieux industriels autrichiens, redoutant plus que tout l'invasion des marchandises allemandes bon marché, demandaient à chaque occasion, depuis des mois, le maintien pour une période d'adaptation aussi longue que possible, des droits de douane à l'importation des produits allemands. Cet appel n'a pas été entendu. Le communiqué de la presse indique simplement que des mesures convenables ont été prises pour protéger les industriels autrichiens qui auraient trop à souffrir d'une invasion de produits allemands.

Pour certaines professions, comme par exemple la maroquinerie, les assurances, la fabrication des meubles, les modes et la confection, l'industrie autrichienne reste protégée jusqu'au 31 décembre prochain contre l'invasion de concurrents allemands.

Pour toutes ces professions, une autorisation du Ministre d'Empire de l'Economie Publique est indispensable à toutes les personnes physiques ou morales établies en Allemagne à la date du 13 mars 1938, ainsi qu'aux étrangers qui désirent s'établir en Ostmark.

Le *Tagblatt* du 4 octobre 1938 reproduit un communiqué du Ministère d'Empire des Finances indiquant que la suppression des barrières douanières entre le Reich et l'Autriche à dater du 1^{er} octobre ne s'étend qu'à la perception des droits de douane du tarif autrichien à l'im-

portation des marchandises allemandes. Ces dernières entrent maintenant en franchise. Toutefois pour éviter des abus, les formalités douanières sont maintenues. Les exportateurs allemands restent en particulier tenus de faire des déclarations indiquant le contenu des colis qu'ils expédient sur l'Autriche, et les douaniers vérifieront au moment de l'entrée des marchandises la véracité des déclarations. Le communiqué souligne encore que la franchise douanière ne s'étend nullement aux marchandises étrangères qui pourraient être importées en Autriche, après avoir transité par le territoire du Reich.

Les autorités viennent d'ordonner, avec effet rétroactif à dater du 15 septembre, l'application en Autriche des prix valables en Allemagne pour le papier, le carton et la pâte à papier. Toutefois un léger supplément est autorisé par rapport aux prix allemands.

Le Ministre d'Empire de l'Economie Publique vient d'interdire jusqu'au 31 décembre 1939 de créer ou d'agrandir en Autriche des entreprises destinées à façonner des matières textiles. Cette mesure doit protéger les entreprises autrichiennes existantes.

La loi du 14 avril 1938 a été remplacée par une protection beaucoup moins étendue donnée à certains groupes de l'industrie autrichienne par une ordonnance du 30 septembre dernier. Cette ordonnance oblige les ressortissants allemands qui désirent fonder en Autriche des entreprises, ou qui envisagent de reprendre une entreprise autrichienne existante, à se procurer outre toutes les autorisations indispensables des autorités locales, une autorisation spéciale du Ministre d'Empire de l'Economie publique. Ces dispositions sont valables pour divers groupes d'industries considérés comme spécialement typiques en Autriche, comme par exemple les

meubles, la maroquinerie, les modes, la confection pour dames et enfants, et enfin les assurances. En outre, les dispositions valables en Allemagne, qui interdisent la création de nouvelles entreprises, en vertu de la loi allemande sur les cartels forcés du 15 juillet 1933, ont été étendues à l'Autriche, par exemple pour la fabrication de l'azote, des lampes à incandescence, des appareils de T.S.F., de divers articles pour les installations électriques, des produits en faïence ou en terre cuite, pour l'entretien des pierres ou des matériaux pour la construction routière, pour l'installation de pompes à essence.

Enfin les autorités locales autrichiennes restent compétentes pour examiner les requêtes qui leur seront présentées en vue de fonder ou de reprendre des entreprises commerciales ou industrielles en Autriche.

Quant à la protection du marché autrichien contre l'invasion des marchandises allemandes, nettement moins chères, elle a été effective tant que la frontière douanière entre l'Allemagne et l'Autriche a été maintenue, c'est-à-dire jusqu'au 1^{er} octobre. Malgré les protestations des industriels autrichiens, qui se déclaraient à l'avance ruinés en cas de suppressions des droits d'entrée, les autorités allemandes n'ont pas consenti à attendre plus longtemps.

Là encore, une certaine compensation a été donnée aux industries autrichiennes, sous forme d'entente entre elles et les industries allemandes concurrentes, ces dernières s'engageant, tout au moins pendant un certain temps, à limiter leurs ventes sur le marché autrichien.

Ces ententes industrielles ne sont du reste pas, comme leur nom pourrait le laisser croire, le produit du désintéressement montré par les industriels allemands en faveur des concurrents autrichiens plus faibles. Elles

sont imposées aux intéressés par les chefs des groupements corporatifs, ces derniers recevant eux-mêmes des instructions des autorités centrales.

C'est un décret du 27 septembre 1938, dont le texte a été publié par le *Wiener Zeitung* du 12 octobre, qui a institué le principe de ces ententes. Ce décret, signé par le Ministre d'Empire de l'Intérieur et par le Commissaire d'Empire à la surveillance des prix, donne aux chefs des groupements corporatifs les pouvoirs nécessaires pour prendre des mesures tendant à assurer une protection suffisante aux industriels autrichiens, par rapport à leurs concurrents du reste de l'Allemagne.

Il contient un paragraphe qui précise que les chefs des groupements corporatifs peuvent être invités par les autorités à prendre de telles mesures. Les marchés conclus en contravention aux dispositions prises en vertu du décret sont nuls, et les contrevenants peuvent être frappés d'amendes dont le chiffre est illimité.

Suivant un communiqué de l'Union autrichienne des commerçants, les ententes suivantes ont été conclues en exécution du 27 septembre :

1.	Entente sur la vente	des produits chimiques	en Autriche
2.	—	des articles d'imprimerie	—
3.	—	des papiers et cartons	—
4.	—	des textiles	—
5.	—	de la confection	—
6.	—	des fourrures	—
7.	—	des boutons	—
8.	—	des valises et malles	—
9.	—	des chaussures et des gants	—
10.	—	de la maroquinerie	—
11.	—	des courroies en cuir	—
12.	—	des machines	—
13.	—	des produits céramiques	—
14.	—	de la verrerie	—
15.	—	des appareils électriques	—

16.	Entente sur la vente des bicyclettes et voitures d'enfant	en Autriche
17.	— — de la coutellerie	—
18.	— — des articles en matières plastiques, succédanés, etc.	—
19.	— — des articles en fer ou en acier	—
20.	— — des articles en bois	—
21.	— — de la craie	—
22.	— — de la chaux et dérivés	—
23.	— — des produits réfractaires et graphite	—
24.	— — de plâtre	—
25.	— — de kaolin	—
26.	— — de pierre de taille	—
27.	— — de la faïence	—

En considérant cette longue liste, on pourrait croire que, pratiquement, tous les groupes importants de l'industrie autrichienne se trouvent protégés contre la concurrence allemande, et que la protection nouvelle est même plus efficace que les anciennes barrières douanières.

Cependant il n'en est rien en réalité. Parce que, d'une part, la protection ne consiste pas en une interdiction absolue de livrer les marchandises allemandes en Autriche, et d'autre part la durée des ententes doit être aussi courte que possible.

La protection ne s'étend pas du tout à tous les produits d'industries considérés. Elle est limitée à certains produits, et encore des dérogations peuvent-elles toujours être accordées, afin de laisser au commerce une liberté suffisante. Les dispositions peuvent être modifiées ou suspendues à tout moment.

L'Union des Commerçants se déclare disposée à recevoir et à examiner les réclamations des industriels et des commerçants. Elles ajoute cependant qu'elle ne

pourra retenir que les réclamations qui lui apparaîtront justifiées après enquête, et qu'il n'est nullement question de tenir compte des intérêts particuliers de chacun. La protection a uniquement pour but de donner encore à l'industrie autrichienne un certain répit pour lui permettre de s'adapter aux conditions nouvelles. Dès que ce sera possible sans trop de risques, cette protection, qui n'est déjà plus que partielle, sera entièrement supprimée.

Pour améliorer le standard de vie de l'ouvrier, il fallait non seulement empêcher les prix de monter, mais encore obtenir de gré ou de force une baisse.

Les autorités semblent être de plus en plus décidées, pour apaiser les réclamations des classes laborieuses de la population, et pour éviter des troubles sociaux possibles, à passer outre aux récriminations des industriels et à ouvrir largement le marché autrichien aux marchandises allemandes, qui, dans de nombreux cas, sont vendues sensiblement moins cher que les produits similaires autrichiens. Le *Tagblatt* du 8 novembre 1938 annonce que de nombreuses conventions industrielles germano-autrichiennes seront encore abrogées à dater du 1^{er} janvier. Ces conventions, par lesquelles les industries allemandes s'engageaient jusqu'à nouvel ordre à ne pas livrer certaines marchandises en Autriche, avaient été imposées par les autorités aux industries allemandes, à la requête des industriels autrichiens. Plus de la moitié des conventions en vigueur avaient été déjà supprimées il y a quelques jours.

Il ne s'agit plus maintenant de protéger l'industrie autrichienne, mais seulement de provoquer, par l'introduction massive des produits allemands, une baisse des prix sur le marché autrichien, baisse qui s'étendra natu-

rellement à certains produits industriels seulement, mais qui pourra être invoquée en cas de besoin pour affirmer que le standard de vie des ouvriers a été amélioré sans avoir recours à la hausse des salaires.

Les réclamations de la classe ouvrière, et l'impossibilité d'accorder les hausses de salaires demandées par les travailleurs, ont amené les autorités allemandes à juger indispensable une baisse de prix de certaines marchandises, baisse qui ne peut être provoquée que par l'introduction en Autriche des produits allemands à bon marché.

Une protection avait été donnée à l'industrie autrichienne, sous la forme de conventions par lesquelles les industries allemandes s'engageraient à s'abstenir de livrer certains produits en Autriche. Les autorités s'étaient cependant réservées le droit de révoquer ces conventions dès que le moment leur paraîtrait opportun. Elles ont fait largement usage de ce droit et la plupart des conventions de ce genre sont déjà à peu près inopérantes. M. Bürckel a d'autre part annoncé récemment que presque toutes celles qui subsistent encore seraient supprimées le 1^{er} avril, et que toutes les conventions devraient en tout cas avoir disparu avant le 1^{er} juillet.

Il ne s'agit plus maintenant de mettre simplement les commerçants en mesure de baisser leurs prix, mais bien de les y obliger. Le Commissaire d'Empire à la surveillance des prix et le Ministre d'Empire de l'Intérieur ont pris un décret le 2 février, qui réglemente les conditions dans lesquelles la baisse des prix doit être imposée.

Ce décret précise que les prix des marchandises et des prestations doivent être réduits dans la mesure de l'économie que le producteur ou le vendeur réalise en acquérant lui-même des marchandises ou des prestations à

un prix inférieur à ce qu'il était à la date du 17 mars 1938. La réduction du prix de vente peut seulement ne pas avoir lieu si d'autres éléments du prix de revient, exception faite des impôts, ont subi une augmentation suffisante depuis le 17 mars 1938. En établissant le nouveau prix de vente, il est interdit d'augmenter le pourcentage de la marge de profit qui était jusqu'à présent appliquée. Cette disposition est intéressante. En effet, lorsqu'une augmentation des prix de vente est autorisée par les autorités chargées du contrôle des prix, il est toujours stipulé que la marge effective du profit, et non le pourcentage doit rester inchangée. Cette fois-ci, c'est le pourcentage qui doit rester le même. Dans un cas comme dans l'autre, c'est la formule la moins avantageuse pour le commerçant qui a été choisie.

Il est également intéressant de voir qu'une augmentation des impôts ne peut être prise en considération pour justifier un refus de baisser le prix d'une marchandise.

Naturellement, toute contravention aux dispositions de ce décret, comme de coutume en Allemagne, expose les coupables aux peines les plus sévères : prison, amende d'un montant illimité, confiscation des marchandises, fermeture temporaire ou définitive des magasins, interdiction d'exercer une activité commerciale quelconque sur un territoire donné, obligation de payer des taxes supplémentaires pendant une certaine période.

En outre, les autorités poursuivent avec la dernière rigueur les détaillants qui se rendent coupables d'infraction à la réglementation sur les prix, réglementation qui interdit formellement toute hausse injustifiée. Il est permis, avec l'autorisation spéciale des autorités, d'augmenter les prix de vente, lorsqu'il est établi que le prix de revient a subi une augmentation, soit par suite d'une

hausse des salaires, soit par suite d'une hausse des prix des matières premières.

Toutefois la hausse finale du prix de vente ne doit pas dépasser l'augmentation réelle du prix de revient de base. Autrement dit, il est interdit aux commerçants d'appliquer les anciens principes de calcul du prix de vente, en ajoutant au prix de revient accru une marge de bénéfice constituée par un pourcentage fixe.

De nombreux commerçants ont omis d'observer cette règle, et ils ont été punis avec une sévérité que les commerçants autrichiens ne soupçonnaient pas encore. Depuis trois mois, la Préfecture de Police de Vienne a infligé 3.000 peines diverses pour infraction à la réglementation sur les prix, dont 26 fermetures définitives de magasins, et des amendes allant dans certains cas jusqu'à 45.000 marks.

En particulier, deux magasins de modistes viennent d'être frappés d'une amende de 10.000 marks, et un troisième d'une amende de 5.000 marks (*Tagblatt* du 15 décembre).

Les journaux ont publié des listes de peines très sévères infligées à des commerçants qui s'étaient rendus coupables d'infractions à la réglementation sur les prix. On trouve dans cette liste une amende de 5.000 marks à un boulanger qui, ne pouvant augmenter ses prix de vente, avait tourné la difficulté en vendant des produits de moins bonne qualité, une amende de 10.000 marks à une laiterie qui vendait du lait écrémé au prix du lait pur, une de 30.000 marks à un marchand de tissus qui avait augmenté ses prix, deux de 10.000 marks chacune à des grands magasins qui, sans autorisation avaient fait supporter à leur clientèle une hausse des prix de revient provoquée par l'augmentation des salaires, etc...

Dorénavant, non seulement les coupables seront punis d'amendes, mais encore leurs noms seront publiés.

Il ne faudrait pas croire que les mesures draconiennes et l'élimination des Juifs ont rendu au commerce une probité exemplaire. Loin de là, à en juger par les vitupérations de M. Bürckel dans son discours du 4 février 1939.

« Il ne s'agit plus aujourd'hui seulement d'une question de race, a-t-il déclaré, les événements des derniers mois amènent à se demander s'il existe à Vienne, en dehors des Juifs de race, des Viennois à l'esprit juif. On est forcé de répondre affirmativement à cette question, et de déclarer que quiconque spéculé sur le peuple, ou s'enrichit aux dépens du peuple est un Juif ». Il reconnaît sans détours, d'une part que les prix de détail sont en général sensiblement au-dessus de ceux du Reich, et d'autre part que les salaires n'ont pas du tout atteint le niveau de ceux des industries concurrentes du Reich, ce qui revient à dire que le standard de vie de l'ouvrier autrichien, pour ces deux raisons, est très inférieur à celui de l'ouvrier allemand.

Il fait ressortir ensuite la nécessité d'une action énergique, d'une « éducation progressive » de la population et surtout des commerçants, afin de détruire des convictions surannées, de les remplacer par les conceptions nationales-socialistes. « Il faut », déclare le *Tagblatt*, « convaincre les Autrichiens de ce fait que les conceptions libérales de l'« homo Economicus » ne sont pas autre chose qu'une expression de l'esprit juif. La conception du profit personnel doit faire place à la devise nationale-socialiste « l'intérêt de tous passe avant l'intérêt de chacun » et l'aryanisation du Commerce allemand doit se faire en profondeur, non seulement sur les personnes, mais aussi dans les esprits ».

La violence des expressions employées par M. Bürckel montre à quel point le problème était devenu aigu, et prouve qu'en dépit de toutes les précautions, de la discipline et des répressions, le mécontentement était grand. Il fallait offrir une victime aux mécontents, et c'est le commerçant qui a été choisi. Toute la responsabilité est placée sur lui, et il est invité, ou plutôt contraint, à se sacrifier.

« Les constatations faites », a déclaré M. Bürckel, « ont apporté la preuve irréfutable que la formation des prix ne pouvait être laissée plus longtemps à la volonté des commerçants, que le jeu de la loi de l'offre et de la demande ne pouvait être toléré. La formation des prix doit être dirigée par l'Etat, non seulement chez le producteur, mais aussi chez le commerçant. L'enquête à laquelle je me suis livré a établi qu'une réduction sensible des prix de détail était parfaitement possible. Je me suis donc décidé à agir, et à fixer pendant les prochains jours les marges maxima du profit qui devront être observées par les commerçants. »

Les mesures annoncées par M. Bürckel ne se sont pas fait attendre.

Dans le cas du commerce des chaussures, quatre catégories ont été prévues, d'après le genre de marchandises et d'après le prix d'achat payé par le détaillant au fabricant ou au grossiste :

a) Chaussures de travail et chaussures d'enfant, en cuir.

b) Chaussures de fatigue, prix d'achat maximum 11,50 marks pour homme, 10 marks pour femme.

c) Chaussures d'un prix d'achat plus élevé.

d) Chaussures de luxe.

La marge de bénéfice du détaillant est fixée à 25 % pour

la première catégorie, à 33,3 % pour la deuxième, et à 43 % pour la quatrième. Ce sont là des marges maxima, et elles doivent permettre aux détaillants de couvrir tous leurs frais et de réaliser un bénéfice net suffisant. En aucun cas, le prix demandé au détail ne doit dépasser le total du prix d'achat et de la marge maximum autorisée. Pour la quatrième catégorie, il n'est pas fixé de marge, mais, comme pour tous les produits, une hausse des prix actuels est interdite.

Par application de cette réglementation qui interdit toute hausse des prix, il est également défendu aux commerçants d'augmenter les marges actuelles pour les porter aux maxima autorisés. Ceci pour le cas bien improbable où un commerçant se serait contenté jusqu'à présent de marges inférieures à celles qui sont maintenant permises.

Pour les textiles, le nombre des catégories est évidemment beaucoup plus élevé, et les marges varient suivant les cas de 25 à 60 %. Les journaux citent des exemples de réductions des prix de vente entraînées par la nouvelle réglementation. Ces réductions, dans des cas évidemment choisis, atteignent en général 10 à 20 %, exceptionnellement 30 %.

Des mesures du même genre ont été prises pour les meubles, pour les cigarettes, pour certains loyers, pour les chambres dans les hôtels. Le prix du pain a été réduit une fois de plus, il a été ramené de 0,43 à 0,39 marks pour le pain dit « normal » de 1.150 grammes, et de 0,56 à 0,53 marks pour le pain dit « populaire » de 1.700 grammes. Pour consoler les boulangers, on leur aurait confié l'administration de la fabrique viennoise de pain « Ankor » qui était leur plus grosse concurrente, et qui était autrefois la propriété d'israélites.

Le coût de la vie à Vienne était à la fin de 1938 d'environ 9 % plus élevé qu'à Berlin. Cette différence s'expliquait par l'augmentation rapide de la demande, par la raréfaction des marchandises, par les difficultés qui s'opposaient récemment encore, et dans l'intérêt des industries autrichiennes, à l'importation des produits allemands meilleur marché, et surtout par le nombre exagéré des entreprises du commerce de détail.

Depuis quelques mois, cependant, le chiffre d'affaires a sensiblement augmenté, et la liquidation des entreprises juives a fortement réduit le nombre des détaillants. Le *Tagblatt* estime que cinq mille magasins ont ainsi disparu pour toute l'Autriche.

Le *Tagblatt* du 4 mars 1939 estime encore la part des diverses dépenses dans le budget d'un ménage ouvrier, lorsque les revenus ne dépassent pas 150 marks par mois. Il arrive à dresser le relevé suivant, qui reprend les différentes catégories de dépenses sur lesquelles vont porter les réductions qui viennent d'être appliquées :

Vêtements	3,8 %
Linge	1,8 %
Chaussures	1,7 %
Total pour l'habillement	7,3 %
Textiles, linge de maison	0,3 %
Meubles.	0,4 %
Tabacs, cigarettes	2,0 %
Gaz.	0,8 %
Transports	0,6 %
Batterie de cuisine	0,6 %
Total	12,0 %

Ainsi, les réductions de prix affectent des dépenses qui représentent 12 % des dépenses totales d'un ménage

d'ouvrier, soit pour un ouvrier qui gagne 150 marks par mois, 18 marks. Si les réductions sont en moyenne de 15 %, la somme qui se trouve libérée chaque mois est donc de 2,70 marks.

Par un décret du 28 février, la loi allemande sur la limitation des dividendes (Anleihestockgesetz) a été mise en vigueur en Autriche. Il sera donc désormais interdit de distribuer aux actionnaires plus de 8 % de dividendes. Ce qui dépasse 8 % sera versé à un fonds spécial d'emprunt d'Etat.

De plus les industriels autrichiens ne doivent plus seulement songer à satisfaire les besoins limités du marché de l'ancienne Autriche ; ils doivent se renseigner d'urgence sur les ventes qu'ils pourraient, en modifiant ou adaptant leur production, réaliser sur le marché de la Grande Allemagne. Chaque fois que les fonds dont un industriel dispose ne seront pas suffisants pour moderniser son matériel, adapter sa production, il devra faire une demande de crédit, et cette demande sera examinée avec bienveillance.

Pour terminer cette étude sur le coût de la vie en Autriche, il est nécessaire de dire un mot sur les impôts qui vont faire diminuer considérablement le standing de vie.

L'impôt civique allemand (Bürgersteuer) perçu au profit des communes, va être introduit en Autriche le 1^{er} avril. Pour l'année 1939, les contribuables devront payer les 3/4 de l'impôt annuel.

Les journaux font ressortir que les taux choisis pour l'Autriche sont sensiblement inférieurs à ceux qui sont appliqués en Allemagne. A Vienne, par exemple, l'impôt de base devra être multiplié par le coefficient 5, alors que dans les villes allemandes de plus d'un million d'habitants, le coefficient est 6 ou même 7. A la campagne,

le coefficient sera 3 en Autriche contre 5 en Allemagne.

On prendra d'autre part comme base de calcul, pour l'impôt 1939, le revenu de 1937, généralement inférieur à celui de l'année dernière. A titre d'exemple, un contribuable viennois qui avait en 1937 un revenu inférieur à 6.750 schillings devra payer pour 1939 les $\frac{3}{4}$ de 30 marks, soit 7,50 marks (*Wiener Neueste Nachrichten* du 21 mars).

Les récriminations autrichiennes risquent de devenir encore plus vives lorsque les contribuables auront reçu leurs feuilles d'impôts pour 1939. En effet, les principaux impôts allemands, comme l'impôt sur le revenu, l'impôt sur les salaires, etc., vont remplacer, à dater du 1^{er} janvier 1939, les impôts autrichiens correspondants. Le fait que les journaux insistent sur les sommes dépensées par le Reich en faveur de l'Autriche, montrent bien que cette adaptation à l'Autriche du système fiscal allemand va augmenter la charge des impôts de la plupart des particuliers. La *Freie Presse* du 20 novembre 1938 par exemple, cite les chiffres considérables des sommes déjà investies ou avancées par le Reich à l'Autriche, dans l'intérêt de ce pays, ajoutant qu'il est tout naturel que le gouvernement allemand demande en contre-partie un effort fiscal aux ressortissants autrichiens, comme il le demande aux Allemands. Le journal rappelle les avantages donnés par la réglementation fiscale allemande aux familles nombreuses, les prêts d'entrée en ménage, les secours, etc... Les célibataires et les ménages sans enfants devront cependant payer à l'avenir davantage d'impôts qu'ils n'en payaient en Autriche. Voici par exemple la liste des impôts allemands qui ont été étendus à l'ancien territoire autrichien durant l'année 1938 :

a) à dater du 15 avril 1938 :

L'impôt sur le chiffre d'affaires (Umsatzsteuer) (loi allemande du 16-10-34);

b) à dater du 1^{er} mai 1938 :

L'impôt sur les effets de commerce (Wechselsteuer) (loi allemande du 2-9-34);

c) à dater du 15 juin 1938 :

L'impôt sur les transports (Beförderungssteuer) (loi allemande du 29-6-26);

d) à dater du 20 décembre 1938 :

L'impôt sur le revenu (Einkommensteuer) (loi allemande du 6-2-38).

L'impôt sur les sociétés (Körperschaftssteuer) (loi allemande du 16-10-34).

L'impôt de patente (Gewersteuer) (loi allemande du 1-12-1936).

L'impôt militaire (Wehrsteuer) (loi allemande du 20-7-37).

En décomposant la charge fiscale (pour le pesage de laquelle il faudrait tenir compte non pas de têtes d'habitants mais de la population active) nous constatons que les impôts sur le revenu sont plus lourds à Berlin, et les impôts indirects plus lourds à Vienne. Le tableau ci-dessous est éloquent par lui-même.

Charges fiscales par habitant (en marks)

	Allemagne	Autriche
Impôt sur le revenu et fortune	37,30	30,46
Impôt sur la fortune seule	5,59	0,89
Impôts réels (propriété foncière et professions)	31,21	11,60
Chiffre d'affaires et enregistrement	27,04	37,60
Consommation.	30,40	44,21
Douane	17,72	21,11

Ces comparaisons contiennent une large part d'arbitraire. Néanmoins il est évident que les impôts autrichiens, essentiellement indirects, ont une répercussion plus immédiate sur les prix que les impôts indirects allemands.

Pendant les impôts allemands étant plus nombreux que les impôts autrichiens, la charge fiscale des Autrichiens sera par le fait augmentée.

Malgré toutes les mesures prises par le Gouvernement, ou peut-être, dans certains cas, par suite de ces mesures, le mécontentement semble général dans toutes les classes de la société. L'industriel et le commerçant surchargés d'impôts se plaignent de la concurrence allemande avec laquelle ils ne peuvent rivaliser. L'ouvrier est mécontent de ne pas pouvoir obtenir les hauts salaires qu'on lui avait promis, et malgré cela il est obligé de travailler intensivement, ce qui est peut-être pour l'Autrichien, ceci soit dit sans méchanceté, la première raison d'un mécontentement.

Telles sont les conséquences immédiates de la politique du Reich en Autriche pour abaisser le coût de la vie.

DEUXIÈME PARTIE

LE CAPITAL

SECTION I.

LE CAPITAL FINANCIER

Ainsi que nous l'avons annoncé dans l'introduction de cette thèse, nous laissons de côté toute la partie monétaire, aussi dans un chapitre sur le capital financier, devons-nous parler uniquement des prêts allemands à la nouvelle province d'Ostmark et du capital proprement dit de l'Autriche. Pour la question des crédits à l'industrie autrichienne, il nous paraît inutile de s'y arrêter longuement, car au cours des différents chapitres, nous avons été obligés d'envisager la question par tronçons suivant les matières étudiées, aussi contentons-nous de donner quelques chiffres officiels.

Immédiatement après l'Anschluss, les autorités allemandes ont annoncé que, pour mettre l'industrie autrichienne à même de s'équiper et de moderniser ses installations, des crédits jusqu'à concurrence de 150 millions de marks allaient lui être donnés. Sur cette somme, divers crédits devaient être prélevés pour aider les petites industries, les artisans, les hôteliers, etc... la région du bas Danube a reçu ainsi 1,5 million de marks, plus 500.000 marks pour l'industrie hôtelière.

Suivant le *Wiener Zeitung* du 6 octobre 1938, ces demandes de crédits auraient déjà été présentées aux autorités compétentes de la région, et 248 auraient été accueillies favorablement. Les crédits ainsi accordés porteraient sur un total de 612.000 marks, plus 132.000 pour l'industrie hôtelière. Diverses requêtes sont encore à l'étude, tandis que certaines ont dû être repoussées, les demandeurs ne remplissant pas les conditions imposées.

Au mois de novembre 1938, d'après le *Tagblatt* du 27 de ce mois, le nombre des demandes dépasserait 1.000, même en ne tenant compte que des requêtes qui portent sur un crédit supérieur à 5.000 marks. Naturellement certaines demandes qui prévoient l'extension des entreprises utiles à la réalisation du plan de quatre ans, c'est-à-dire à la fabrication de produits de remplacement, reçoivent un traitement de faveur.

Si nous envisageons maintenant la question du capital proprement dit en Autriche, nous sommes alors obligés d'aborder la question juive, car la presque totalité du capital financier était aux mains des Juifs. Le principal chef d'accusation porté contre les israélites était la mainmise exercée par eux sur le capital financier, c'est pourquoi nous devons essayer de rechercher quelques précisions sur cet envahissement et d'indiquer ensuite la manière dont on a voulu y remédier.

Le 24 mai 1938, un décret de M. Bürckel, commissaire du Reich pour l'Autriche, organise le transfert du patrimoine juif entre des mains autrichiennes. Il a été créé à cet effet, au Ministère du Commerce, une direction spéciale subordonnée au parti national-socialiste. Toute action d'organisation effective sans l'autorisation de ce nouvel organe administratif, n'est pas valable et sera punie. Toutes les mesures d'organisation opérées jus-

qu'à présent seront contrôlées avant le 30 juin, la validité de la loi de Protections s'étendant jusqu'au 1^{er} octobre 1938. Et même pour éviter toute confusion entre magasins aryens et magasins juifs, la préfecture de police de Vienne a décidé d'obliger ces derniers, à partir du 15 novembre 1938, à faire figurer à côté de leur enseigne actuelle et de façon aussi apparente, une enseigne rédigée en langue hébraïque. Les israélites doivent disparaître du commerce de détail et de l'artisanat avant le 1^{er} janvier prochain. Vraisemblablement un tiers seulement en moyenne des magasins juifs seront conservés, et pourront être repris par des aryens, le reste étant purement et simplement supprimé.

47.768 israélites déclarèrent une fortune de plus de 5.000 R. M. et ces fortunes se répartissaient principalement de la manière suivante :

Sous forme d'entreprises	321.329.000 R. M.
Sous forme de valeurs	265.958.000 R. M.
Sous forme de propriétés foncières et forestières.	39.673.000 R. M.
Sous forme de propriétés immobilières et terrains dans les villes	521.162.000 R. M.

On a constaté en définitive que les Juifs possédaient une fortune totale de 2.041.828.000 R. M. Sur les huit milliards de marks qui doivent représenter la fortune des israélites dans la grande Allemagne, 2,3 milliards représentent la part des Juifs autrichiens. Proportionnellement, ces derniers sont donc trois fois plus riches que leurs coreligionnaires du Reich. On trouverait en Autriche 102 millionnaires juifs, et environ 48.000 familles juives, comprenant 200.000 personnes. Chaque famille posséderait donc 40.000 marks.,

A l'exception des domaines agricoles, les exploitations des israélites se trouvent situées à Vienne dans une pro-

portion de 90 %. Les exploitations proprement dites se trouvaient en général en Basse-Autriche ; seules leurs directions étaient à Vienne. Ces déclarations de fortune confirmèrent en effet ce grief de l'envahissement du commerce autrichien par les Juifs. Dans une proportion de 75 %, les banques étaient entre les mains juives ; les affaires de réclame, le commerce des vieux métaux leur appartenaient entièrement. Par ailleurs ils détenaient :

94 % des restaurants automates.

40 % des cafés.

85 % du commerce des bestiaux.

80 % de la confection pour hommes et femmes.

70 % du commerce de l'essence et de l'huile.

Plus de 70 % de l'industrie du sucre et du commerce des sucreries.

80 % des affaires de parfumerie.

85 % de l'industrie du meuble.

70 % du commerce des objets fabriqués.

60 % des affaires de matières premières et produits finis.

70 % de l'industrie du bois.

On sait d'autre part que les Juifs avaient aussi la haute main dans les professions libérales : rien que dans la presse 80 %, dans le corps médical 85 %. A ce dernier point de vue il est curieux de constater le mécontentement des médecins aryens qui se plaignent actuellement de ne pouvoir suffire à la peine, et de n'être pas assez rétribués. En effet la plupart des Autrichiens faisant partie des Assurances Sociales, le médecin ne reçoit alors que 42 pfennigs pour les visites dans son cabinet et 96 pfennigs pour les visites à domicile.

Pour mettre fin à cette mainmise générale, le Gouvernement allemand eut recours à une procédure toute nouvelle : l'aryanisation. Lorsque la valeur de l'entreprise ne dépassait pas 100.000 R. M., le service du Ministère du Commerce s'occupait lui-même de la reprise et de la con-

cession à une maison aryenne. Si la valeur dépassait 100.000 marks, une banque, la « Oesterreichische Kontrollbank für Industrie und Handel » de Vienne, intervenait, achetait l'entreprise en avançant provisoirement les capitaux, l'administrait en attendant qu'un acheteur eut été trouvé, puis vendait à un aryen, qui la payait soit au comptant, soit en plusieurs versements.

Si plusieurs acheteurs se présentaient, leurs demandes étaient examinées par un comité composé de fonctionnaires et présidé par le Ministre autrichien du Commerce.

Chaque entreprise devait faire l'objet d'un examen détaillé par des experts en matière économique qui devaient fixer la valeur courante (Verkehrsmert). En principe le prix d'achat devait être le résultat d'un libre accord, sans pouvoir toutefois dépasser le prix d'estimation. Le prix d'achat était porté à l'actif du juif, mais l'acquéreur avait à verser à la « Vermögensverkehrsstelle » la différence entre le prix d'acquisition et la valeur courante : le montant de cette différence ainsi encaissé est consacré au bien public. Pour effectuer son choix parmi les candidats acheteurs, la « Vermögensverkehrsstelle » devait tout d'abord se rendre compte des qualités du demandeur tant au point de vue professionnel qu'à celui des garanties politiques qu'il doit présenter, et ensuite elle devait obtenir l'avis du parti (les candidatures des acheteurs qui étaient membres du parti national-socialiste autrichien antérieurement à l'absorption de l'Autriche par le Reich sont privilégiées).

Tel était du moins le principe général de la procédure d'aryanisation. Mais il y a loin de la théorie à la pratique, car il n'apparaît point que les Israélites eussent été payés pour la perte de leurs biens. En réalité ce fut une confiscation pure et simple.

SECTION II.

L'OUTILLAGE PUBLIC

1) *Les routes*

Pour un pays de transit et de grand tourisme comme était l'Autriche, le réseau routier était notoirement insuffisant et les routes existantes très étroites ou peu praticables. Aussi le Reich établit un plan d'ensemble d'autostrade dans l'Ostmarck basé sur les considérations suivantes.

A l'aide des autostrades, la nouvelle province de l'Ostmarck doit être rattachée dans son ensemble à la totalité des Gaue de l'ancien Reich, de leurs capitales et des centres politiques et économiques, en donnant une nouvelle direction au réseau routier autrichien qui était par trop dirigé sur Vienne.

Les liaisons du Reich par autostrades doivent être prolongées, comme voie de communications internationales, jusqu'aux nouvelles frontières du Reich et se rattacher ainsi aux grandes voies de communications routières des nouveaux Etats voisins.

En Autriche même, la situation du point de vue du trafic automobile entre les différents Gaue doit être assurée également pendant l'hiver.

Les autostrades dans l'Ostmarck

A. S. Vienne-Graz.

L'autostrade passera aux pieds du Wienerwald et comportera trois voies de Vienne à Wiener-Neustadt.

Au sud de cette ville, le tracé évite le massif du Semmering, passe à égale distance de la route de la Wechsel et de la frontière hongroise, en traversant le Burgenland et la Styrie orientale, pour atteindre Hartberg.

A. S. Graz-Linz et Graz-Salzburg.

De Graz, l'autostrade longera la Mur et avant Peggau obliquera vers la Gleinalpe.

Jusqu'à Lienzen, les autostrades Graz-Linz et Graz-Salzburg auront le même tracé.

La Gleinalpe sera franchie par un tunnel de 5 km. de long permettant ainsi d'atteindre St-Michel par le plus court chemin.

Comme le tracé ultérieur passe par les vallées de la Liesing et de la Palten, franchissant le col du Schober, il en résultera, comparativement à la route nationale un raccourcissement de 36 km. pour le trajet Graz-Liezen.

A. S. Graz-Klagenfurt.

La liaison Graz-Klagenfurt par autostrade empruntera une partie de la Packstrasse. Le parcours Graz-Klagenfurt pourra être réalisé en une heure et demie.

A. S. Carinthie.

Pour la liaison entre Salzburg et la Carinthie, diverses possibilités étaient offertes en ce qui concerne le tracé. On a tenu compte, pour l'établissement du tracé définitif, de la nécessité de faire prendre la direction naturelle du trafic à travers la Carinthie (Vallée de la Drave et Lacs de Carinthie) de manière à pouvoir absorber le trafic en provenance d'Italie ! Aussi cette autostrade va-t-elle d'abord de Klagenfurt à Spittal et à Drau. De cette dernière ville, le tracé conduit vers Gmund et Rennweg, passe ensuite aux pieds du Katschberg, le-

quel est franchi par un tunnel long de 5 kilomètres. Par la vallée de la Zederhaus ou par le Mauterndorf et la vallée du Latschfeld on atteindra le pied des Tadmädter Tauern qui seront franchis à l'aide de deux tunnels l'un de 8 km. 600, l'autre de 7 km. 600 pour ensuite déboucher dans la merveilleuse vallée de l'Enns.

Il sera dès lors possible de se rendre de Salzbourg au lac de Millstatt en 1 heure 1/2.

Autostrade à travers le corridor tchèque : Vienne-Breslau.

On a déjà des détails sur le tracé envisagé. La ligne aura une longueur de 77 kilomètres avec une largeur de 37 mètres, c'est-à-dire 3 voies dans chaque direction. Sont en outre prévues 3 « Auffahrstellen » deux près de Brunn, et une près de Boskowitz, au nord de Brunn.

Autostrade Salzbourg-Vienne.

D'après le désir exprimé par Hitler, cet autostrade doit être terminé trois ans après l'ouverture des travaux, c'est-à-dire en avril 1941. Sept mille ouvriers seraient déjà occupés à cette construction.

La première partie à achever sera celle intéressant le territoire de la Basse-Autriche. Suivant le tracé de la route nationale existante, cet autostrade passe au sud de Pöchlarn et de Melk.

Par Heiligenkreuz et Sittendorf, le tracé conduit alors à la ligne tangente de Vienne — près de Mödling, une « Strassenkleeblatt » assure la liaison avec croisements libres avec la ligne Vienne-Graz.

Contournant Vienne à l'est, l'autostrade franchira le Danube par un pont gigantesque doté de six voies, puis bifurquant vers le Nord, réalisera la liaison avec la ligne

droite du Corridor à travers le territoire tchèque près de Porlitz.

A l'encontre des intentions premières visant à créer autour de Vienne une ceinture analogue à celle qui entoure Berlin, on prévoit maintenant une liaison de la capitale du Gaue, Krems, avec Vienne, par un autostrade installé le long de la rive gauche du Danube.

Des routes nationales bien aménagées de St-Polten et de Böhheimkirchen vers Krems, et Böhheimkirchen vers Stockerau assureront, dans cette région, la liaison avec l'autostrade.

Quand tout ce plan d'autostrades sera réalisé l'Allemagne sera merveilleusement équipée pour parfaire sa pénétration commerciale vers l'est et établir ainsi sa mainmise économique sur les Balkans.

2) *Les canaux*

De même que le trafic routier, le trafic sur le Danube entre l'Autriche et l'Allemagne s'est sensiblement accru. Pour l'année 1938 il a doublé par rapport à l'année précédente dans le sens Allemagne-Autriche ; les marchandises transportées étaient principalement du charbon, mais aussi des céréales en provenance d'outre-mer. Aussi est-on obligé d'agrandir et d'aménager le port de Vienne. Des travaux très importants sont en cours à Vienne, près du Prater, à l'endroit où le canal qui traverse la ville rejoint le Danube. Il s'agit de construire des quais, de creuser un bassin et d'édifier des entrepôts à céréales. Le projet du port dont la construction vient de commencer prévoit trois bassins reliés directement au Danube, et c'est par le premier de ces trois bassins que

l'on débute cette année. Si possible, ce premier bassin sera terminé sur une longueur de 600 mètres et une largeur de 90 mètres avant la fin de l'année. Les silos à céréales doivent également être construits dès que possible, et l'on espère que ces installations pourront être utilisées l'hiver prochain. Les excavateurs ont déjà été mis au travail. Il s'agit, pour cette première tranche, de déplacer environ 600.000 m³ de terre. Les quais auront une hauteur de 9,75 depuis le fond du bassin.

Toujours pour les céréales, il est prévu de prolonger de trois cents mètres ce premier bassin, et d'en creuser deux nouveaux, parallèles au premier.

En outre, divers autres projets seront réalisés par paliers. En particulier, le port de déchargement des huiles minérales sera déplacé, pour des raisons de sécurité, et reporté en aval vers Fischamend.

Mais c'est surtout sur l'achèvement du canal Rhin-Main-Danube que porte l'activité des dirigeants allemands.

Un vif regain d'intérêts s'était, dès le lendemain de l'Anschluss, manifesté dans les milieux dirigeants de l'économie allemande à l'égard du canal Rhin-Main-Danube en cours de construction et dont la mainmise du Reich sur le secteur autrichien du Danube accroissait notablement l'importance. On estimait qu'un achèvement rapide de l'entreprise s'imposait, afin que l'Allemagne fût dotée de la grande artère navigable intérieure joignant directement la Mer du Nord et le bassin rhénan-westphalien à l'Europe centrale, où elle venait d'étendre sa domination.

C'est à cette préoccupation que répond une récente loi d'Empire, promulguée à la date du 11 mai 1938. Due à l'initiative de M. Goering et de ses collaborateurs gou-

vernementaux à l'exécution du Plan de quatre ans, cette loi spécifie que le canal Rhin-Main-Danube devra être achevé pour 1945 (au lieu de la date primitivement fixée de 1950), que les fonds nécessaires seront assurés chaque année par les ressources du budget normal, la participation de la Bavière étant d'autre part fixée à un maximum de 50 millions de R. M., afin que l'entreprise demeure confiée à la Société concessionnaire en ce qui concerne le territoire bavarois. La loi porte en outre que le secteur autrichien du Danube est classé comme voie navigable d'Empire, que les travaux d'aménagement dont ce secteur sera l'objet seront exécutés par les autorités régionales d'Autriche sous le contrôle du Ministère des Communications du Reich, et que les expropriations jugées nécessaires seront prononcées par le gouvernement du Reich.

Le Plan de quatre ans, et le relèvement économique de l'Autriche exigent l'exécution rapide de divers travaux importants, et en particulier l'aménagement de certaines voies navigables. C'est pourquoi une loi autrichienne du 9 septembre 1938 en donnant des pouvoirs extraordinaires au Ministre autrichien de l'agriculture, et en simplifiant les formalités d'expropriation et d'indemnisation, « pour l'exécution des travaux d'aménagements de voies navigables d'intérêt national » permet d'éviter les retards entraînés autrefois par les formalités préliminaires à l'ouverture des travaux. Cette loi doit rester en vigueur jusqu'au 31 décembre 1940.

Le Secrétaire d'Etat, Königs, du Ministère des Communications a donné le 16 mai 1938 à la presse, des explications complémentaires sur la portée de la loi du 11 mai. Son objet essentiel, a-t-il souligné, est d'une part, d'intégrer le Danube ci-devant autrichien (de Passau à Hain-

burg) dans le réseau navigable national, d'autre part, de réduire notablement les délais d'achèvement du canal Rhin-Main-Danube, la construction du canal Neckar-Danube, également prévue par le plan initial de 1921, passant désormais en seconde ligne, en raison de l'impossibilité de financer simultanément les deux entreprises. Il s'agit beaucoup moins, a-t-il ajouté, de réaliser la jonction Rotterdam-Mer Noire, que d'unir directement Vienne à la Ruhr.

A côté de ces considérations économiques, la presse fournit des renseignements techniques qui donnent une idée de l'ampleur des travaux entrepris. La construction occupera 30.000 ouvriers ; on prévoit la nécessité de faire sauter 26 millions de m³ de roches, de déplacer 72 millions de m³ de terre ; on envisage la mise en place de 7 millions de m³ de béton, l'emploi de 300.000 m³ de bois, de 160.000 tonnes de fer, de 1.300.000 tonnes de ciment et 3 millions de m³ de maçonnerie, le canal sera enjambé par 170 ponts de plus de 20 m. de portée ; quant aux écluses, au nombre d'une cinquantaine, elle permettront, grâce à leurs dimensions (douze à vingt mètres de large sur 300 mètres de long, le passage d'un train entier de chalands de 1.200 tonnes.

M. Königs a indiqué en terminant que le coût total de la voie d'eau Rhin-Main-Danube était évalué à 750 millions de R. M., qu'elle aurait une profondeur constante de 2 m. 30 à 2 m. 50 et qu'elle serait accessible aux chalands de 1.500 tonnes.

Le Ministère des Communications du Reich a, d'autre part, dans un communiqué officiel, précisé comme suit les avantages économiques escomptés par l'Allemagne de cet effort gigantesque :

- 1) Etablissement d'une communication intérieure di-

recte entre les centres de la grande industrie allemande et les pays agricoles ou producteurs de matières premières du Bas-Danube.

2) Développement des échanges entre la Ruhr (charbonnages), l'Autriche (minerais métalliques) et les Balkans.

L'achèvement du canal Rhin-Main-Danube mettra, d'autre part, à sa discrétion une fraction notable des exportations hongroises, yougoslaves, roumaines, et bulgares, dont les statistiques de transit de la Commission Internationale révélaient, depuis deux ans surtout, la préférence constamment plus marquée pour le transit fluvial par la grande artère centre-européenne.

On prévoit l'arrivée de bateaux de 1.200 à 1.500 tonnes à Vienne pour l'année 1945 ; à cette époque *le canal Rhin-Main-Danube* sera en effet terminé ; on estime même que le tronçon Bamberg-Nuremberg pourra être ouvert dès 1943. Les travaux pour la mise en état du port de Vienne et pour l'agrandissement du port de Linz sont en cours ou vont être incessamment entrepris. Une fois cette immense voie d'eau terminée, conclut un rédacteur du *Tagblatt*, non seulement la marche allemande de l'Est pourra être activement mise en valeur, mais encore les pays du bassin danubien déjà en relations économiques avec le Reich seront plus étroitement unis à lui. Le Maréchal Goering a laissé entendre dans un discours prononcé à la fin du mois de mars 1938 que le gouvernement allemand allait accorder des subventions importantes pour que la nouvelle voie navigable soit rendue accessible aux péniches de 1.500 tonnes dans un délai aussi rapproché que possible. Suivant l'expression employée, et qui a été souvent reprise ensuite avec orgueil « Vienne deviendra le Hambourg du Sud-Est européen ».

Si l'on examine attentivement la nouvelle situation créée par le rattachement de l'Autriche au Reich, dans le domaine de la navigation intérieure, on s'aperçoit que le cours du Danube en Allemagne possède une longueur de 966 kilomètres. La longueur totale de ce fleuve est de 2.794 kilomètres.

Jusqu'ici la partie navigable du Danube de l'ancien Reich n'excédait pas 177 kilomètres, puisque les bateaux ne pouvaient pas dépasser Ratisbonne.

Les autorités allemandes ont étudié très attentivement les conditions de navigabilité du tronçon autrichien du Danube, et sont arrivées à la conclusion que, grâce aux régularisations effectuées entre 1892 et 1908, le Danube autrichien se trouve en bon état, bien que des améliorations soient nécessaires en certains endroits, comme par exemple à la courbe de Schlögen ; des obstacles dus au terrain devront être vaincus à Asbach, à Grein. La construction d'un barrage et d'une centrale électrique est devenue nécessaire à Persenbourg. Quant au port de Vienne, on le juge insuffisant et des travaux non seulement d'amélioration, mais aussi d'agrandissement seront exécutés. En outre, un port dit « de protection » devra être creusé entre Vienne et Linz et les quais du port de Linz devront être modernisés.

Voici quel était en 1935, le mouvement des transports dans le sud du Reich.

Par chemins de fer :

Ligne Mayence-Francfort	5.000.000 t.
Ligne Francfort-Aschaffenburg	2.000.000 t.
Ligne Aschaffenburg-Bernsberg.	200.000 t.

Transit par le Ludwigskanal :

De Damberg à Kehlheim	30.000 t.
-----------------------------	-----------

Transit par le Danube :

Tronçon Ratisbonne frontière austro-allemande ...	600.000 t.
---	------------

Ces chiffres nous démontrent que jusqu'ici 9 % seulement du trafic marchandises empruntait la voie danubienne. Il y a à cela plusieurs raisons, la principale étant qu'entre Ratisbonne et Aschaffembourg la navigation fluviale, pour des raisons techniques, est réduite au minimum. Il n'en sera plus ainsi lorsque le canal de jonction Rhin-Main-Danube sera entièrement navigable. En outre, l'annexion de l'Autriche modifie entièrement la question du fret de retour. Cet état de chose qui était somme toute défavorable pour les voies navigables du Sud de l'Allemagne va donc se transformer à leur profit, et le résultat de l'équipement fluvial de l'Allemagne du Sud ne peut être que très favorable aux intérêts du Reich dans les domaines politiques et économiques sans oublier le domaine militaire puisque le canal de jonction Rhin-Main-Danube a une importance stratégique indéniable. Tout ceci, sans parler d'une interpénétration plus grande encore des intérêts allemands et des intérêts des pays danubiens et dont le troc de produits manufacturés et finis contre des produits agricoles et alimentaires, est l'expression actuelle.

Pour terminer ce chapitre signalons, à propos de la construction de ce canal, un fait qui montre une fois de plus la main-mise prussienne dans tous les domaines.

En effet les journaux annoncent que la Société des Aciéries Hermann Goering, s'intéressant pour la première fois à une entreprise de transports, vient de reprendre les paquets d'actions de la « Première Société Danubienne de Navigation à Vapeur » (Erst Donaudampfschiffahrtsgesellschaft) qui appartenaient auparavant à l'Etat autrichien et à la banque viennoise Oesterreichische Creditanstalt.

La Société Goering, déclare la *Freie Presse*, obtient

ainsi une organisation toute prête et une entreprise de navigation appelée sans doute à un grand développement le jour où le canal Rhin-Main-Danube sera terminé. Elle pourra assurer ainsi le transport aux meilleures conditions possibles des minerais et des charbons, et aussi amener à ses usines les matières premières yougoslaves.

La flotte de la société comprenait à la fin de 1936, 21 bateaux pour le transport des personnes, 38 remorqueurs, et 6 bateaux à marchandises d'une puissance totale de 40.310 chevaux. Il faut y ajouter 386 péniches et 31 bateaux-tanks d'une contenance totale de 251.000 tonnes.

Ainsi les premiers bénéficiaires de cette transformation dans la navigation fluviale seront les Prussiens, puisque tous les Autrichiens porteurs d'actions ont été éliminés. De plus, malgré les gros travaux d'aménagement du port de Vienne, il semble que ce port aura une activité seulement temporaire et que dans l'avenir, selon la remarque d'un économiste autrichien, les Viennois n'auront que la satisfaction de voir passer les bateaux sur le Danube.

3) *Les chemins de fer*

Les conditions de transport ferroviaire en Autriche se sont profondément modifiées depuis l'Anschluss et l'augmentation formidable du trafic entre le Reich et l'Autriche a provoqué des difficultés d'autant plus grandes que précisément les lignes dirigées d'ouest à l'est, avaient été négligées au cours des dernières années, les échanges germano-autrichiens ne cessant de diminuer. La plupart des lignes ne comportaient qu'une seule voie. Par rapport à l'année dernière, on enregistre sur ces lignes une augmentation qui s'explique en partie par le fait que

L'on renonçait autant que possible au transit par la Tchécoslovaquie. Ce transit a maintenant repris. Pour le moment, les wagons disponibles sont répartis entre les diverses directions régionales de la Reichsbahn, mais les contingents ne suffisent pas à satisfaire les chargeurs.

Les fabriques de wagons autrichiens avaient eu particulièrement à souffrir de la crise économique, et l'usine de Simmering, sur les trois fabriques existantes, était seule en activité au moment de l'Anschluss. Depuis, les commandes des Chemins de fer d'Empire ont permis une reprise extrêmement rapide. L'usine de Graz a été remise en route pour le compte de la fabrique de Simmering. La Reichsbahn a commandé 1.500 wagons et du matériel divers. La reprise de l'activité économique en Autriche rend chaque jour plus urgent le renouvellement du matériel des chemins de fer autrichiens. La direction de la Reichsbahn, tenant compte de cette nécessité vient encore de passer des commandes importantes aux usines de Simmering. Ces dernières ont en outre enregistré des ordres importants de l'industrie minière autrichienne, qui doit accroître rapidement son matériel.

Sans doute à la suite des constatations faites pendant la récente période de tension internationale sur le manque de matériel, la Direction des Chemins de fer de l'Empire a décidé de mettre en œuvre un programme gigantesque de construction de wagons et de locomotives. La *Freie Presse* du 10 novembre 1938 indique que la réalisation de ce programme, qui bénéficiera pour la distribution des matières premières des facilités réservées aux travaux urgents, donnera du travail aux fabriques de wagons pendant deux ans. Le journal ajoute que de nombreux wagons à marchandises seront réservés à l'Autriche, et aux régions sudètes. Ces quelques

faits montrent bien que le matériel autrichien était devenu insuffisant. Voyons maintenant dans le domaine général ferroviaire les conséquences de l'Anschluss, en premier lieu au point de vue technique et financier, et ensuite quant aux courants économiques.

Et tout d'abord qu'apporte le réseau autrichien au réseau allemand du double point de vue technique et financier ?

	Au 31 Décembre 1936	
	Chemins de fer autrichiens	Reichsbahn
Longueur exploitée à voie normale.	5.336 km.	53.579 km.
dont lignes électrifiées	805 km.	2.256 km.
<i>Parc à voie normale :</i>		
Locomotives à vapeur	1.958	19.955
Locomotives électriques	204	519
Automotrices	93	1.899
Voitures à voyageurs	5.643	63.172
Fourgons à bagages	1.751	19.884
Wagons de marchandises	31.965	573.775
Personnel effectif total	55.573	659.943
par kilomètre exploité	9,65	12,14
1) Parcours des trains :		
Millions de kilomètres parcourus .	12.323	266.849
2) Voyageurs transportés (1) :		
Unités millions.	52,4	1.610
Voyage-kilomètres (milliards) ...	2,1	43,4
3) Marchand. transportées (1) :		
Unités payantes (millions)	22,2	401,0
Unités en tonne-km. (milliards) ..	2,8	63,3
4) Recettes totales par km. exploité (1)		
	75.687 sch.	73.283 R-M
5) Dépenses totales par km. exploité (1)		
	84.048 sch.	64.606 R-M
6) Coefficient d'exploitation (1)		
	111,05 %	88,16 %

(1) Ensemble voies normales et étroites, la longueur des voies étroites est de 507 kilomètres pour les Chemins de fer autrichiens et 879 kilomètres pour la Reichsbahn.

Au point de vue matériel, l'apport fait par les Chemins de fer autrichiens au réseau allemand est bon, en particulier toute la portion occidentale du réseau est électrifiée, mais en revanche le rattachement des chemins de fer autrichiens aux chemins de fer du Reich ne paraît pas devoir constituer une opération financière avantageuse pour ces derniers. La Deutsche Reichsbahn a accusé en 1936 un produit net de 471 milliards de marks, tandis que le compte exploitation des chemins de fer autrichiens se soldait par une insuffisance de 45 millions de schillings.

Et maintenant essayons de voir dans quelle mesure les courants économiques qui s'étaient formés sur les voies autrichiennes peuvent être modifiés par l'Anschluss.

Le réseau ferroviaire autrichien est essentiellement un réseau de transit, transit d'ouest en est et vice-versa pour la grande artère de l'Arlberg ; transit nord-sud par la ligne du Brenner et par l'ancien réseau Danube-Save-Adriatique aboutissant à Trieste. Il semble que ce soit surtout ce dernier transit qui soit appelé à se ressentir de l'Anschluss. Indépendamment de la rivalité acharnée entre Hambourg et Trieste, un fait en tout cas paraît maintenant certain : sur ce transit nord-sud venait se greffer un autre courant international, résultant du régime préférentiel accordé par l'Italie à l'Autriche dans le port de Trieste comme suite aux accords tripartites conclus à Rome au printemps de 1934 par l'Autriche, la Hongrie, et l'Italie. Or l'Italie a notifié à l'Allemagne sa décision de mettre fin à ce régime maintenant que l'Autriche est devenue province du Reich.

C'est donc le trafic de transit international de l'Autriche qui paraît susceptible d'être modifié le plus profondément par l'Anschluss. Il est vrai qu'en contre-

partie l'autarcie à laquelle l'Autriche va être condamnée par son annexion à l'Allemagne stimulera les courants de trafic intérieur et en créera probablement de nouveaux.

TROISIÈME PARTIE

LA PRODUCTION

SECTION I.

L'AGRICULTURE

Nous allons voir tout d'abord la production agricole autrichienne en général, puis nous étudierons les problèmes soulevés par quelques matières telles que les graisses, les vins mousseux, la betterave à sucre, le soja, le bois, et enfin nous terminerons ce chapitre par une étude sur le problème de l'alimentation à Vienne.

1° *La production agricole*

L'Autriche est arrivée à grand'peine à l'équilibre en matière de céréales. Elle se suffit jusqu'à concurrence de 90 % (comme l'Allemagne) contre 58 % en 1920. Il est vrai que dans l'ensemble des céréales, le froment se place au dernier rang ; aussi faut-il en importer quelque 8 millions de quintaux. Ici donc, rien à espérer pour l'Allemagne, rien à donner de la part de l'Autriche. Il n'en est pas de même pour les produits laitiers. Autrefois l'Autriche approvisionnait en beurre et en fromages

de larges parties de l'Empire. Après la guerre, la fuite des débouchés a fait rétrécir la base de l'économie laitière. Les exportations sont tombées au chiffre dérisoire de 15 millions de schillings.

On va donc intensifier l'élevage pour forcer la production de lait et de viande. Seulement une nouvelle difficulté surgit : le manque de fourrages. L'Autriche en a dû importer 1.288.000 quintaux métriques en 1937, pour une valeur de 31 millions de schillings, couverts à moitié seulement par les exportations de produits laitiers. Les importations sont proportionnellement (l'Autriche étant comptée pour un dixième du Reich) cinq fois plus élevées que celles de l'Allemagne. Va-t-on intensifier les importations ? C'est d'autant moins vraisemblable que, depuis 1938, la balance commerciale allemande est déficitaire. Il faut donc trouver autre chose. C'est fait. Les Allemands ont établi que le bois contient des éléments nutritifs pour le bétail qui dépassent en calories les fourrages.

Le tableau suivant nous montre un état général de la production et du bétail à la fois en Allemagne et en Autriche, ce qui nous permet de faire des comparaisons et de tirer des conséquences intéressantes.

Production agricole

Désignations	Allemagne	Autriche	Ensemble
—	—	—	—
Superficie agri. (1.000 ha)			
dont :	1931/36 : 29.120	1930/35 : 43.571	33.477
Terres labourables	— : 20.086	— : 1.959	22.045
Prés.	— : 5.538	— : 965	6.503
Pâturages.	— : 2.743	— : 1.308	4.051
Forêts.	— : 12.810	1930 : 3.138	15.948

Désignations.	Allemagne	Autriche	Ensemble
Surfaces cultivées (1.000 ha).	1931/36 :	1931/36 :	
Blé.	— : 2.191	— : 229	2.420
Seigle	— : 4.478	— : 383	4.861
Orge	— : 1.607	— : 166	1.773
Avoine	— : 3.089	— : 304	3.393
Maïs	— : 8	— : 64	72
Pommes de terre	— : 2.837	— : 201	3.038
Betteraves à sucre	— : 345	— : 44	389
Vigne	— : 83	— : 32	115
Trèfle	— : 1.652	1930/35 : 139	1.791
Luzerne	— : 336	— : 40	376
Production (1.000 qx).	1931/36 :	1931/36 :	
Blé.	— : 47.423	— : 3.635	51.058
Seigle	— : 77.028	— : 5.731	82.759
Orge	— : 32.813	— : 2.736	35.549
Avoine	— : 60.414	— : 4.141	64.555
Maïs	1937 : 1.215	— : 1.355	2.570
Pommes de terre	1931/36 : 447.933	— : 25.632	473.565
Betteraves à sucre	— : 100.914	— : 10.857	111.771
Foin	— : 344.099	1930/35 : 38.596	382.695
Vin (1.000 hl.)	— : 3.062	1931/36 : 1.099	4.161
Bétail en milliers.			
Chevaux (armée)	1937 : 3.430	1934 : 261	3.691
Bovins	— : 20.469	— : 2.349	22.818
Porcs	— : 23.805	— : 2.823	26.628
Moutons.	— : 4.684	— : 263	4.947
Chèvres	— : 2.618	— : 326	2.944
Poules.	— : 85.498	— : 8.679	94.177
Ruches.	— : 2.431	— : 408	2.839
Lait (milliards de litres).	— : 25,4	— : 2,5	27,9
Beurre (1.000 t.)	— : 517	Moyenne : 22	539

L'agriculture autrichienne constitue une partie indispensable de l'agriculture allemande ; mais si l'on s'efforce de déterminer l'importance « de la dot apportée par la fiancée autrichienne », on constate alors que la

production agricole de l'Autriche est nettement insuffisante pour couvrir les besoins de la population, et même que la situation en Autriche est encore moins favorable que dans le reste du Reich. Il faut augmenter la production, par une culture plus rationnelle, plus intensive, par un travail plus énergique. Le Ministre d'Empire de l'Agriculture a annoncé des mesures très sévères pour lutter efficacement contre la désertion des campagnes. Les cultivateurs doivent rester à la campagne, et ils y seront contraints si c'est nécessaire, car l'attrait des grands centres industriels, où la main-d'œuvre est très demandée, se fait naturellement de plus en plus sentir pour les ouvriers des champs au fur et à mesure que les industries augmentent leur activité, et recherchent de plus en plus des ouvriers nouveaux.

La réduction de la production de lait et de la production de beurre n'est pas attribuée uniquement à l'épidémie de fièvre aphteuse, mais aussi en partie à la difficulté pour les éleveurs de trouver de la main-d'œuvre. Le manque de personnel a fait plus que la fièvre aphteuse pour réduire la production allemande de beurre, production qui serait restée en 1938 inférieure de 20.000 tonnes à celle de 1937.

Et pourtant il est de plus en plus nécessaire pour l'Allemagne de produire davantage de porcs, car le rattachement en 1938 de l'Autriche, puis des régions sudètes, au Reich, a fortement augmenté les besoins. L'Autriche importait chaque année 750.000 porcs, et les régions sudètes doivent avoir besoin d'un complément d'environ 130.000 porcs par an. Evidemment, l'élevage pourra être développé dans ces régions, et la consommation réduite, mais il n'en reste pas moins vrai que le nouveau Reich devra importer plus de porcs que l'ancien.

M. Darré, Ministre de l'Agriculture, déclarait au Congrès de Goslar : « Le moment s'approche de plus en plus où le problème de la main-d'œuvre agricole devra être absolument résolu. La diminution de la main-d'œuvre disponible à la campagne fait déjà apparaître le spectre d'une production agricole diminuée.

Jetons un coup d'œil d'ensemble sur les différents produits :

Pendant l'exercice 1937-1938, la production autrichienne de bière a atteint 2,89 millions d'hectolitres, dépassant de 35 % celle de l'année précédente. Dans le reste de l'Allemagne, la production de l'exercice n'a dépassé que de 8 % celle de l'année précédente.

Pour l'ensemble des produits alimentaires, l'Autriche couvre actuellement sur ses propres ressources 73,8 % de ses besoins. Le pourcentage est naturellement très variable suivant les denrées.

Pour le lait et les produits laitiers, l'approvisionnement est suffisant, et l'Autriche a même pu pendant les dernières années exporter vers l'Allemagne une certaine quantité de lait ou de beurre. Il faut toutefois remarquer que la reprise de l'activité économique en Autriche provoquera sans doute un relèvement du standard de vie de la population, et par conséquent une augmentation de la consommation de beurre, qui est extrêmement réduite, puisqu'elle n'atteint que 3,1 kilogs par habitant et par an, contre 7,8 kilogs en Allemagne.

L'Autriche produit environ 87 % des œufs qu'elle consomme. En 1937, elle a importé 5.000 tonnes d'œufs et 8.200 tonnes de volailles. La consommation de la viande de boucherie est couverte jusqu'aux deux tiers environ, mais il faut s'attendre à une augmentation de cette consommation, comme dans le cas du beurre.

La proportion jusqu'à laquelle l'Autriche a couvert ses besoins pendant les dernières années a été de 47 % pour le froment, de 89 % pour le seigle, de 72 % pour l'orge, de 88 % pour l'avoine, de 25 % pour le maïs, de 59 % pour les fruits, et de 77 % pour les légumes. La récolte de pommes de terre est en général suffisante, et l'Autriche peut trouver facilement par sa culture des quantités suffisantes de sucre.

En résumé, il ne semble pas possible d'améliorer de façon très sensible les conditions d'approvisionnement, en rendant l'Autriche plus indépendante de l'étranger. D'une part, en rationalisant la production, en contrôlant la production laitière, en augmentant l'utilisation des engrais, etc..., on parviendra certainement à accroître les quantités produites. En contre-partie cependant, il ne paraît pas possible d'empêcher que l'augmentation du pouvoir d'achat de la population se traduise par une recrudescence assez sensible de la demande.

Un décret du 19 mai 1938, paru à l'*Officiel*, applique désormais à l'Autriche la loi sur l'organisation de l'agriculture du Reich. Cette organisation groupe non seulement les personnes s'adonnant à la profession de cultivateur, mais les intermédiaires et commerçants qui distribuent les produits agricoles et les industriels qui les traitent. Elle réglemente les prix à tous les degrés de la production et de la transformation des produits.

Enfin il est curieux de constater la pénétration allemande jusque dans l'agriculture autrichienne :

La *Reichspost* du 24 août 1938 publie un communiqué indiquant qu'une société allemande, la Deutsche Ansiedlungsgesellschaft, de Berlin, a été chargée d'organiser en Autriche la colonisation agricole, et elle a en outre reçu le droit d'acheter les propriétés autrichiennes qui

pourront être obtenues à des prix raisonnables, en vue « de reformer une souche paysanne allemande ».

2° *Problèmes agricoles*

A) *Les graisses.*

A l'instar du reste de l'Allemagne où le dilemme « du beurre ou des canons », est résolu depuis de longues années en faveur des canons, l'ancienne Autriche vient de son côté de recevoir l'ordre d'avoir à se conformer aux restrictions alimentaires, visant le beurre et la graisse, restrictions auxquelles la population viennoise est tout particulièrement sensible.

Comme il fallait s'y attendre, la carte de graisse va être introduite en Autriche, à la date du 17 avril 1939. Cette décision est annoncée avec ménagements dans un long communiqué publié dans tous les journaux, communiqué qui insiste sur la volonté des autorités de ne réduire en aucun cas la consommation, mais simplement d'assurer une « répartition équitable » des quantités de graisse disponibles. On comprend que des ménagements soient nécessaires, car les Autrichiens n'ont pas encore oublié que leur pays était exportateur de beurre avant l'Anschluss.

A la vérité depuis plusieurs mois déjà, cette question était dans l'air, et on avait envisagé dès le mois de janvier de mettre en vigueur sur ce point la réglementation allemande. Ces mesures annoncées sont présentées dans la presse viennoise, sous des titres alléchants : « Du beurre et de la graisse pour tous ». Pour chaque ménage autant de graisse qu'il sera nécessaire, etc...

Dans la pratique, l'administration communale de Vienne a distribué ces jours derniers à chaque ménage

un formulaire qui doit être rempli par le chef de famille, et sur lequel ce dernier énumère les personnes dépendant de lui et qui ont droit à recevoir les produits contingents. Munie de ces formulaires l'administration établit des listes de clients qui doivent obligatoirement se fournir chez un commerçant déterminé, de la quantité de beurre et de graisse qui leur est allouée (125 gr. par personne et par semaine). L'approvisionnement des restaurants, boulangeries, pâtisseries doit être assuré suivant la même procédure, quoiqu'avec des modalités différentes, dans la mesure bien entendu où ces établissements se procureraient leur beurre et leur graisse dans le commerce de détail.

Comme de juste, des commentaires abondants sont consacrés par la presse viennoise, à cette nouvelle mesure. On fait valoir notamment qu'il peut certes paraître à première vue paradoxal qu'au moment même où la production subit un accroissement considérable, et où les exportations de produits gras sont prohibées, on soit précisément obligé de recourir à des mesures particulières et restrictives pour assurer une répartition équitable des graisses mises à la disposition des populations de l'Ostmark. N'ajoute-t-on pas également qu'autrefois, du temps de Schuschnigg, le pays n'avait en aucune façon besoin d'être contingenté pour les graisses ! Mais c'est que, à cette époque, ne manquait-on pas de répliquer dans la presse officieuse, des millions d'hommes par contre n'étaient pas en situation de s'acheter du beurre ou du saindoux, tandis qu'aujourd'hui il n'y a pas un citoyen à qui ses moyens ne permettent de se procurer cette denrée si nécessaire. C'est là un fait patent, qui conditionne, il faut en convenir, la demande accrue dont est l'objet ce produit vital.

Les défenseurs habituels du régime, plaidant en faveur des nouvelles mesures, ne manquent pas d'ajouter qu'il ne faut pas voir dans les dispositions qui viennent d'être prises autre chose qu'une application sur un point précis de la doctrine socialiste, entendue dans le sens propre du mot. Les méthodes libérales, — qualifiées pour les besoins de la cause, judéo-libérales — auraient en pareille circonstance tout naturellement équilibré la disproportion entre l'offre et la demande par une élévation des prix, d'où comme conséquence, la possibilité de se procurer les produits envisagés, permise seulement aux classes fortunées. De telles mesures ne peuvent, cela va de soi, être envisagées par le socialisme national allemand. C'est pourquoi le prix du beurre et des graisses ne devant pas être en aucun cas relevé, et cependant la répartition de ces produits devant être faite d'une façon équitable, il devenait absolument indispensable de recourir à la mesure administrative qui vient d'être prise.

B) *Vins mousseux.*

Les mesures prises en Allemagne par le Gouvernement national-socialiste sont étendues les unes après les autres à l'Autriche. C'est ainsi que l'impôt sur les vins mousseux a été supprimé à dater du 1^{er} septembre 1938. Il va en résulter une diminution d'environ 25 % du prix de vente au détail des mousseux autrichiens. Les qualités moyennes seront vendues en détail de 4 à 5 marks la bouteille.

En outre, le droit de douane autrichien, qui est de 1,34 mark par kilog-brut, y compris la bouteille, ne sera plus perçu sur les mousseux importés d'Allemagne, à la condition qu'il s'agisse de vins allemands. Toutefois, pour éviter une concurrence trop dure de la part des

fabriques allemandes de mousseux, l'Association centrale de la viticulture allemande a consenti à soumettre jusqu'à nouvel ordre au régime des licences l'exportation des mousseux allemands vers l'Autriche.

Il existe en Autriche 14 entreprises qui fabriquent du mousseux. La production était tombée de 288.000 bouteilles en 1929 à 114.000 en 1934, pour remonter à 145.000 bouteilles en 1937. Les fabricants escomptent une reprise analogue à celle qui s'est produite en Allemagne depuis la suppression de l'impôt.

Par suite de la suppression de l'impôt sur les mousseux, l'Office de surveillance des prix a décidé que les réductions suivantes des prix de vente des mousseux chez les restaurateurs seraient immédiatement appliquées :

a) Les entreprises qui ajoutaient jusqu'à présent au prix d'achat des mousseux jusqu'à 100 % de ce prix, doivent désormais réduire leur prix de vente, non seulement du montant de l'impôt sur les mousseux, et du rabais consenti par les fabricants, mais encore de 50 % du total de ces deux dernières sommes.

b) Les entreprises qui ajoutaient au prix d'achat, pour établir leur prix de vente, de 100 à 200 % de ce prix d'achat, devront réduire leur prix de vente, non seulement du montant de l'impôt et du rabais des fabricants, mais encore de 75 % du total de ces deux sommes.

c) Enfin, la réduction supplémentaire sera portée à 100 % du total du montant de l'impôt et du rabais des fabricants, pour les entreprises qui ajoutaient à leur prix d'achat plus de 200 % de ce prix.

La suppression de l'impôt sur les vins mousseux, en permettant une réduction sensible des prix de vente de ces vins, a provoqué une telle augmentation de la con-

sommutation que les stocks pourtant importants des commerçants autrichiens ont été totalement épuisés à la fin de 1938. A plusieurs reprises, des quantités importantes de mousseux ont dû être importées d'Allemagne. Le groupement autrichien de la viticulture a augmenté deux fois, de 20.000 et de 30.000 bouteilles, le contingent de vente des mousseux. Les ventes de mousseux des fabriques autrichiennes ont augmenté, pendant les quatre derniers mois de l'année, de 450 % par rapport à l'année précédente. En décembre seulement, les ventes auraient dépassé de 2.000 bouteilles celles de l'année 1937 tout entière.

Aux termes d'une ordonnance parue au bulletin du 12 février de la Corporation de l'Agriculture, les fabricants de mousseux sont tenus désormais d'incorporer à leur fabrication 40 % au moins de vins allemands. Il ne s'agit nullement d'un coupage obligatoire, mais les fabricants sont seulement obligés, pendant une période d'une année, d'employer des quantités de vins allemands correspondant à 40 % au moins des quantités totales de vin employées. Il s'en suit que certains mousseux pourront encore être composés uniquement de vins étrangers, tandis que, dans d'autres, la proportion de vins allemands sera très forte.

La production autrichienne du vin est évaluée pour 1938 à 796.000 hectolitres. La consommation étant d'environ 80.000 hectolitres par mois, il sera indispensable de laisser entrer du vin, soit d'Allemagne, soit de l'étranger. Les autorités allemandes ont toutefois la ferme intention de mettre l'Autriche à même de se suffire à elle-même au point de vue de l'approvisionnement en vins. La culture de la vigne va donc être développée dans toutes les régions où elle est possible. Le temps n'est plus

où les viticulteurs autrichiens devaient vendre à perte leur vendange.

C) *Les betteraves sucrières.*

Pendant l'année 1937-1938, la surface consacrée à la culture de la betterave en Autriche a atteint 40.360 hectares, en augmentation de 2.614 hectares sur l'année précédente. La récolte a été moyenne. La production de sucre de consommation s'est élevée à 1.381.465 quintaux, tandis que la consommation atteignait 1.637.506, si bien qu'on a pu réduire sensiblement les stocks importants accumulés depuis des années. La consommation par tête d'habitant a atteint 24,25 kg., chiffre voisin de celui du Reich, tandis que la consommation autrichienne en 1930 s'élevait à plus de 30 kg. par habitant et par an.

Jusqu'à l'Anschluss, l'industrie sucrière autrichienne, en traitant la production nationale de betteraves, réussissait à faire face aux besoins de la consommation. Depuis quelques mois, cependant, des difficultés d'approvisionnement sont constatées, si bien que l'une des provinces autrichiennes, le Tyrol, a dû être rattachée au territoire allemand pour la répartition du sucre. On peut expliquer ce phénomène par l'accroissement de la consommation, accroissement qui atteindrait pendant les derniers mois 20 % par rapport aux mêmes mois de l'année dernière, et aussi par la nécessité de constituer dans les sucreries et chez les négociants des stocks correspondant à un certain pourcentage de la consommation courante.

Pour répondre à cette augmentation des besoins, la culture de la betterave sucrière va être accrue pendant la prochaine saison. On espère que la récolte de 1939 pourra dépasser de 35 à 40 % celle de l'année dernière,

ce qui permettra également de fabriquer davantage de cossettes de betteraves, précieuses pour l'alimentation des animaux.

D) *La culture du soja.*

Les autorités ont l'intention de donner à la culture du soja en Autriche un développement considérable. Les experts seraient persuadés que cette culture, qui n'a pu jusqu'à présent être faite avec des résultats vraiment satisfaisants en Allemagne, pourrait par contre donner de bons résultats en Autriche. A l'occasion de l'Exposition agricole qui s'est tenue à Wels en septembre 1938, une propagande activée a été faite pour inciter les agriculteurs à faire des essais. Un stand avait été installé, et ce stand portait la devise : « L'Autriche est appelée à être le grenier à soja de l'Allemagne ».

Une société installée à Vienne, le « Sojaring », livre des semences sélectionnées aux agriculteurs, les conseille, et conclut avec eux des contrats de culture garantissant la vente à des prix rémunérateurs du soja récolté. Cette société centralise la récolte de soja et s'entend avec les industries transformatrices pour l'utilisation de cette récolte.

Cette culture porte actuellement sur environ 700 hectares, principalement dans le Burgenland et dans le Bas-Danube. Les autorisations sont déjà données pour porter les surfaces cultivées à 6.000 hectares. Le Sojaring paie aux cultivateurs qui font avec lui un contrat de culture 460 marks par tonne récoltée. Il existe déjà en Autriche une industrie qui peut traiter les graines de soja, en extraire l'huile, et fabriquer de la farine de soja, aliment riche et sain.

E) *L'exploitation du bois.*

Le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne, tout en facilitant l'approvisionnement de celle-ci en bois et en produits dérivés du bois, ne va nullement rendre superflues les importations de bois étranger.

D'après les calculs d'un inspecteur général allemand des forêts, publiés par la revue « Le plan de 4 ans », les importations allemandes de bois, qui pouvaient être estimées à 7 millions de mètres cubes par an, pourront être ramenées entre 5 et 6 millions, grâce à l'exploitation des forêts autrichiennes. Il reconnaît que les débouchés illimités offerts par l'Allemagne au bois autrichien entraîneront sans doute une diminution des exportations vers les autres pays, mais il considère comme certain que ces exportations ne seront pas supprimées. En effet, déclare la *Freie Presse*, la situation géographique de certaines exploitations forestières de Carinthie ou de Styrie rend les exportations vers l'Italie ou vers la Hongrie, pays du reste amis de l'Allemagne, pratiquement inévitables. Du reste, pour l'année 1938, des marchés portant sur la livraison d'environ 1,4 millions de m³ auraient déjà été conclus avec ces deux pays.

Les richesses considérables des forêts autrichiennes ne sont en tout cas pas suffisantes, pour que l'on puisse renoncer à une exploitation aussi intensive que possible, et à une stricte économie. En 1937, l'Autriche n'a produit que 9,7 millions de m³ de bois, dont 3,7 millions de m³ de bois de chauffage. Dans l'exportation européenne, l'Autriche figurait au troisième rang, derrière la Finlande et la Suède. Les forêts appartiennent pour 14,6 % à la fédération, pour 18 % aux communes et pour 67,4 % à des particuliers. La consommation autrichienne de bois

a été de 6,75 millions de mètres cubes en 1937 ; les exportations ont atteint plus de 3 millions de mètres cubes de bois, participant à l'ensemble de l'exportation européenne de bois tendre jusqu'à concurrence de 8 % contre 4,9 à la Tchécoslovaquie, 3,9 à la Roumanie, 6,8 à la Pologne. Il va de soi que désormais la plus grande partie de l'excédent de bois autrichien sera absorbée par l'Allemagne qui importa en tout, en 1937, plus de 6.900.000 mètres cubes dont 822.000 seulement en provenance d'Autriche. Après l'Allemagne, les meilleurs clients étaient l'Italie, la Hongrie et la Suisse. La première va désormais se tourner vers la Yougoslavie et ce sera là une étape du partage des zones d'influence entre Hitler et Mussolini. Le bois autrichien permettra à l'Allemagne de pousser sa production de Zellwolle qui atteint déjà 140.000 tonnes, mais qui doit être doublée. Or jusqu'ici la substitution n'avait atteint que le premier degré : l'Allemagne a bien pu diminuer ses importations de coton et de laine, mais elle a accru celles de la pâte de bois et du bois tout court. L'Autriche, qui ne dispose jusqu'ici que d'une seule usine de rayonne à Saint-Poelten, aura sa part des fabriques de laine de cellulose.

Dans les forêts autrichiennes, le rendement à l'hectare n'a été que 3,03 m³ contre 3,9 en Allemagne. Ce rendement doit être accru, ce qui demande d'autant plus d'efforts qu'environ 70 % des forêts autrichiennes sont propriété privée, et que le nombre des propriétaires est considérable. L'expérience allemande a montré que les meilleurs résultats pouvaient naturellement être obtenus dans les forêts domaniales, où la coupe peut être réglementée sans difficultés. En Autriche, on devra avant tout s'attacher à réduire l'endettement des propriétaires de

forêts, afin de les mettre en mesure de travailler de nouveau de façon plus intensive et dans des conditions rémunératrices.

Les dispositions prises en Allemagne, et étendues en Autriche, suivant lesquelles les coupes de bois doivent être portées à 150 % de la normale, ne pourront être maintenues pendant longtemps sans danger pour les forêts, et le reboisement ne peut donner des résultats qu'après une très longue période nécessaire à la croissance des arbres. Il faudra donc avoir recours à une utilisation rationnelle des bois abattus, et à une économie très sévère, afin de diminuer autant que possible la consommation du bois de chauffage, et à ce sujet, ne voit-on pas dans les cinémas allemands des projections truquées montrant au spectateur naïf le danger des feux de bois dans les cheminées (on voit en effet non sans rire les bûches sauter de la cheminée et retomber sur des enfants assis en cercle).

À l'Anschluss, on avait espéré que les forêts autrichiennes, grâce à une exploitation intensive, pourraient fournir au Reich une grande partie du bois dont il a besoin, et qu'il est obligé d'importer, les forêts allemandes ne pouvant produire suffisamment, surtout depuis la mise en route des usines construites pour la fabrication de fibres textiles synthétiques. On s'est cependant rapidement aperçu que les méthodes utilisées par les anciens gouvernements ne pouvaient guère être améliorées, tout au moins en ce qui concerne la coupe des bois, et que les coupes effectuées chaque année dans les forêts autrichiennes correspondaient à peu près à celles qui sont faites en Allemagne actuellement, c'est-à-dire à environ 150 % des quantités qui, d'après les experts allemands, devraient être abattues pour ne pas

compromettre l'existence des forêts. Il ne faut donc pas espérer accroître beaucoup la production autrichienne de bois, sans risquer le déboisement. Le résultat espéré, c'est-à-dire l'amélioration de l'approvisionnement du Reich, ne pourra être obtenu qu'en réservant désormais à la consommation intérieure les quantités qui étaient autrefois exportées, et aussi en pratiquant une stricte économie, et par exemple en réduisant fortement la consommation de bois de chauffage.

Déjà, les exportations autrichiennes de bois vers la France ont complètement cessé ; vers la Suisse, elles ont fortement diminué. C'est seulement vers l'Italie et la Hongrie que les exportations, tout au moins en principe, avaient été maintenues. Cependant, au cours des derniers mois, sans autre motif qu'une question de prix, les ventes de bois autrichiens à l'Italie et la Hongrie sont également tombées à des chiffres insignifiants.

En fait, la totalité de la production autrichienne de bois va donc pouvoir être réservée à la consommation intérieure. Il ne faut cependant pas oublier que la consommation en Autriche même a déjà sensiblement augmenté, et qu'elle augmentera encore, surtout le jour où la fabrique de Zellwolle de Lenzing sera mise en route. Cette usine, d'après le *Tagblatt*, consommera 100.000 m³ de résineux et la même quantité de bois de hêtre par an.

La réglementation allemande du marché en bois, appliquée aujourd'hui en Autriche, réglementation qui porte sur les coupes, sur les prix, sur les livraisons, comme sur la consommation, paraît sans doute à beaucoup de gens comme étant trop rigide et trop sévère. Elle est cependant indispensable pour éviter des abus, la demande étant « démesurée » et l'offre malheureusement limitée. Ceci revient à dire que la réglementation em-

pêche la hausse des prix, ce qui naturellement n'est pas du goût de tous.

Le système employé depuis deux ans par le Gouvernement allemand pour réduire les importations de bois, c'est-à-dire l'exploitation intensive des forêts allemandes, va être abandonné, tout au moins en partie. En 1938, les coupes de bois avaient été portées à 160 % des chiffres considérés comme normaux. Pour 1939 on ramènerait les coupes aux chiffres de 1937, et on pratiquerait une politique économique encore plus stricte, en diminuant les quantités de bois consacrées au chauffage. (Il est à remarquer que les coupes de 1937 étaient déjà bien au-dessus de la normale). De cette façon, on reviendra progressivement à une exploitation convenable des forêts sans risquer de mettre en péril cette richesse de l'Allemagne. Dans ces conditions, les possibilités de trouver du bois à l'étranger reprennent de l'intérêt, et les importations de bois vont sans doute augmenter. Elles étaient tombées à 8 millions de m³ en 1937 contre 16 millions en 1927.

Depuis l'Anschluss, l'activité des scieries autrichiennes a augmenté dans de telles proportions que les entreprises ne peuvent faire face aux commandes qui leur parviennent, presque exclusivement d'Allemagne, qu'en faisant des heures supplémentaires et en utilisant à plein leur puissance de production. L'outillage est malheureusement trop souvent vieux et en mauvais état, et de grosses immobilisations devront être faites pour moderniser le matériel. A titre d'exemple, on peut indiquer que la société Topham, qui appartient au groupe de la fabrique de wagons de Simmering, compte sur une augmentation d'au moins 100 % de son chiffre d'affaires par rapport à l'année dernière.

Les exportations auraient augmenté très fortement pendant les deux premiers mois de 1939, principalement vers les Balkans. En particulier, la Bulgarie a importé 801 tonnes contre 63 pendant les deux premiers mois de 1938, la Grèce 661 tonnes contre 65, et la Yougoslavie 734 tonnes contre 288. Les exportations totales ont atteint 7.576 tonnes, dont 2.196 tonnes vers les Balkans.

Si nous en venons maintenant à l'étude de l'industrie papetière, nous constatons également que cette branche de l'industrie ne sera pas un appoint négligeable pour l'économie allemande.

La production du papier en Autriche a lieu dans 37 usines, et cette production était tombée à 200.950 tonnes en 1932, à 178.400 tonnes en 1936, pour remonter à 232.000 tonnes en 1937. Ce relèvement en 1937 était dû à la reprise économique générale, à l'augmentation de la demande de papier dans les différents pays consommateurs. L'Autriche exportait en effet 50 à 60 % de sa production. Pourtant, la reprise qui s'était manifestée pendant le premier semestre de 1937 a fait place à une nouvelle période de calme pendant la deuxième moitié de l'année. Les difficultés reprenaient, et elles ne faisaient qu'augmenter au début de 1938, avant l'Anschluss.

Depuis l'Anschluss, les consommateurs autrichiens, sachant que les prix allemands étaient très inférieurs aux prix autrichiens, et qu'une adaptation devrait se faire tôt ou tard, se sont montrés extrêmement réservés, tandis que les marchands de papier, craignant une baisse, se sont efforcés de liquider leurs stocks. L'industrie papetière ne trouvait donc pas de débouchés suffisants à l'intérieur du pays, tandis que les exportations devenaient de plus en plus difficiles, par suite de l'incertitude qui régnait encore sur les relations futures de l'Autriche avec les pays étrangers.

La réduction que les prix viennent de subir ouvre de nouveau des débouchés à la production papetière, et la clientèle va pouvoir sortir de la réserve qu'elle s'était imposée. Cependant, les éléments du calcul des prix de revient des fabriques de papier doivent être remaniés, pour adapter ces prix à des prix de vente fortement réduits.

Certains éléments de ces prix de revient peuvent être réduits, mais naturellement dans une proportion bien inférieure à la baisse des prix de vente. D'autres sont incompressibles, et d'autres enfin sont en augmentation. En particulier, la réorganisation du marché des bois a provoqué une hausse notable des bois à papier. La marge de bénéfice se trouve donc sensiblement réduite, et de nombreuses fabriques doivent même se demander par quel prodige elles pourront encore travailler de façon rémunératrice.

En fait ce résultat ne pourra être atteint que par deux moyens : d'une part, il sera indispensable d'augmenter fortement la production de chaque entreprise, de lui permettre d'utiliser à plein sa puissance de production, afin que les charges fixes pèsent de façon moins sensible sur une production accrue ; d'autre part, le matériel devra être entièrement modernisé, ce qui entraînera naturellement des dépenses considérables. Après des années de crise, les fabriques de papier sont hors d'état de fournir d'elles-mêmes les capitaux indispensables. Des prêts devront donc leur être consentis, jusqu'au jour où leur situation financière sera assainie. En outre, des mesures doivent être prises pour que les fabriques de papier reçoivent sans retard les matériaux et les machines dont elles auront besoin.

Lorsque cette réorganisation sera terminée, l'industrie

papetière autrichienne, placée à proximité de forêts très étendues, disposant de ressources de houille blanche considérable, se trouvera placée dans une situation privilégiée, tout au moins pour son approvisionnement en matières premières et en énergie électrique.

Quant à ses débouchés, il faut tout d'abord tenir compte du fait que les exportations seront facilitées par l'extension à l'Autriche des accords commerciaux conclus par l'Allemagne avec les pays étrangers. La consommation intérieure doit pouvoir être fortement augmentée. Actuellement, on ne consomme en Autriche que 17 kilogs de papier par an et par habitant, contre 37 kilogs en Allemagne. Certains estiment qu'il doit être possible de porter la consommation à environ 30 kg.

Pour permettre à l'industrie papetière autrichienne de supporter le sacrifice qui lui est imposé par la réduction de ses prix de vente, une protection lui a été accordée, en ce sens que par une convention valable jusqu'en juillet 1939, l'industrie papetière allemande s'est engagée à ne pas livrer de papier en Autriche, ou tout au moins à ne livrer que des sortes que l'industrie autrichienne ne fabrique pas. Cela n'aurait toutefois pas suffi pour augmenter rapidement la production du papier, résultat qui doit absolument être atteint afin de réduire ainsi les prix de revient par tonne de papier produite. L'industrie autrichienne a donc reçu des contingents qui vont lui permettre de vendre du papier en Allemagne. Ces contingents sont dégressifs, c'est-à-dire qu'ils sont relativement élevés actuellement, pour être ensuite progressivement réduits. Ils doivent donner aux papeteries autrichiennes, immédiatement, des débouchés en Allemagne, qui seront réduits au fur et à mesure que la demande de papier en Autriche augmentera.

L'industrie papetière autrichienne se trouve pourtant mal placée géographiquement pour exporter vers le reste de l'Allemagne. Pour qu'elle puisse vendre aux mêmes prix que ses concurrents allemands, sur le territoire de l'ancienne Allemagne, une caisse spéciale a été créée, et cette caisse recevra la prime de 1,50 mark aux 100 kg., que les producteurs autrichiens de papier sont autorisés à ajouter aux prix en vigueur en Allemagne. Autrement dit, les papiers vendus en Autriche seront vendus 1,50 mark aux 100 kg. plus cher qu'en Allemagne et cette somme sera versée à une caisse qui permettra aux fabricants autrichiens, malgré les frais de transport plus élevés, de livrer franco en Allemagne aux mêmes prix que leurs concurrents allemands.

Pour clore ce chapitre sur l'agriculture autrichienne, il nous a paru intéressant de livrer quelques faits à propos du problème du ravitaillement de Vienne, problème devenant de jour en jour plus critique.

A diverses reprises la presse étrangère a fait état de difficultés de ravitaillement éprouvées par la population viennoise et de réactions de cette population qui dans certains cas se seraient traduites par de véritables échauffourées, provoquant l'intervention de la force publique.

Des difficultés de ravitaillement, nous dirons d'après notre expérience personnelle, qu'il est facile de se nourrir à Vienne, mais qu'on ne trouve pas ce qu'on veut le jour où on le veut, que les articles offerts aux appétits viennois sont peu variés et que les prix ont augmenté, depuis l'Anschluss, de 50 %, car on paie 1 R. M. ce qui se payait 1 schilling avant l'Anschluss.

La puissante « Corporation allemande de l'Agriculture », dont les pouvoirs sont maintenant étendus à l'Au-

triche, procède actuellement à la réorganisation du marché. Les détaillants en fruits et en légumes de la région de Vienne sont invités à se présenter aux services compétents pour se faire délivrer une carte de « distributeur de fruits et de légumes ». Cette carte leur donnera droit à recevoir chaque mois une quantité fixée des diverses sortes de fruits et de légumes, quantité qu'ils répartiront ensuite à leur clientèle.

Il existe un service d'Empire pour l'alimentation (Reichsnährstand). Ce service délivre des cartes d'identité spéciales aux négociants en denrées alimentaires. Quelque abus en avait sans doute été fait, car le Président de la Police a fait paraître dans les journaux autrichiens une décision aux termes de laquelle :

1° Les grossistes ont pour devoir de veiller à ce que les marchandises soient délivrées uniquement aux possesseurs de la carte de légitimation. Toute contravention à cet ordre sera réprimée par une interdiction de poursuivre toute activité ultérieure sur le marché et une fermeture éventuelle de l'exploitation fautive.

2° Les petits détaillants qui feront abus de leur carte ou la prêteront à d'autres, se verront enlever ladite carte en même temps qu'ils seront passibles de poursuites judiciaires pour tromperie à l'égard des autorités.

Une seconde décision de la même autorité, publiée le même jour, prescrit aux importateurs de fruits, légumes et primeurs de déposer auprès des services compétents une liste des grossistes auxquels leurs envois sont destinés.

La répartition de ces mêmes marchandises déjà en gare ne peut être effectuée qu'après que le plan de répartition aura été examiné et approuvé par le service intéressé des marchés.

Il est interdit sans aucune exception de délivrer des marchandises dans les gares aux petits détaillants.

Un dernier alinéa prévoit les peines qui seront appliquées aux importateurs qui ne s'en tiendront pas à ces nouvelles instructions (reprise de l'autorisation d'importation et confiscation des marchandises).

Les marchands et les ménagères doivent s'en tenir aux produits qui arrivent sur le marché. Dans un article intitulé « Epître à la ménagère viennoise », l'auteur écrit : le peuple ne se nourrit pas d'abricots et de pêches, mais de pain et de viande. Que la ménagère se rappelle l'époque pas encore trop éloignée où des centaines de mille de compatriotes étaient heureux d'avoir un morceau de pain sec et une soupe à l'eau à manger. Le meilleur exemple qu'elle pourra montrer est en prenant ses dispositions d'achat d'après la situation du marché et non pas en exigeant des produits qui, pour des raisons climatiques ou de saison, ne peuvent pas exister ou seulement en très petites quantités ».

De cet ensemble de publications officielles ou inspirées, il résulte bien qu'une disette de certains produits a été constatée sur le marché et que le public a protesté sous une forme assez vive pour éveiller l'attention des autorités.

Mais il y a une chose que les journaux se gardent bien de faire connaître, c'est la présence des immenses camions qui chaque matin quittent la « Karlsplatz » remplis de légumes et se dirigent vers tous les grands centres de l'Allemagne.

En définitive, il nous apparaît que dans le domaine de l'agriculture, l'Allemagne a surtout hérité d'un passif commercial, si l'on excepte la production de bois qui est certainement le seul bénéfice appréciable.

SECTION II.

L'INDUSTRIE MINIÈRE

Avant d'aborder l'étude des divers produits, donnons dans un tableau d'ensemble un état global de la production industrielle en Allemagne et en Autriche.

Production industrielle

(en milliers de tonnes, sauf indication contraire)

Désignations	Allemagne		Autriche		Ensemble
Minerai de fer	1937	: 8.522	1937	: 1.885	10.407
Magnésite	1935	: 13,8	1935	: 300,3	314,1
Minerai de plomb et zinc.	1936	: 450,2	1936	: 117,8	568,0
Fonte	1937	: 15.975	1937	: 389	16.364
Acier	—	: 19.507	—	: 698	20.205
Produits laminés	1936	: 13.513	1936	: 288	13.801
Cellulose	—	: 1.356	—	: 253	1.609
Papier	—	: 2.521	—	: 177	2.698
Carton	—	: 628	—	: 52	680
Sucre	1936/37	: 1.810	1936/37	: 147	1.957
Bière (1.000 hl.)	1936	: 39.882	1936	: 2.304	42.186
Electricité (milliards de kwh.) ...	—	: 42,5	—	: 2,6	45,1

Ainsi qu'il ressort de ces chiffres, le minerai de fer apparaît (la magnésite étant mise à part) comme le principal appoint que reçoit l'Allemagne. En effet, l'autarcie n'est concevable que sur la triple base du charbon, du bois et du fer. Les deux premiers éléments permettent de fabriquer l'essence et le caoutchouc synthétique d'une part, la laine de cellulose de l'autre. L'Allemagne possède assez de houille et de lignite, par contre il y a absence de la base minière pour les entreprises sidérur-

giques Hermann Goering. L'Autriche apporte le fer, en petites quantités, il est vrai (2 millions de tonnes de minerai de fer par an) mais de qualité supérieure (il contient 2 à 3 % de manganèse titre 45 % contre 25 à 28 % pour le minerai allemand).

En 1937, l'extraction atteignait à peine 1,8 millions de tonnes, mais il sera facile de la pousser à 4 millions, ce qui vaut deux tiers de la production allemande de minerai pauvre de 9 millions de tonnes. Et du coup, le mariage du coke et du minerai est préparé. Il n'a jamais pu se contracter entre la Lorraine et la Westphalie, non seulement à cause de la frontière, mais aussi par suite du défaut d'une communication fluviale de « porte à porte ».

D'ici quelques années, le canal Rhin-Main-Danube sera achevé et l'échange du combustible avec le minerai sera fait dans les conditions les plus favorables.

Les réserves de minerai de fer autrichien se comparent comme suit à celles de l'Allemagne.

	Allemagne		Autriche	
	Minerai	Fer contenu	Minerai	Fer contenu
	—	—	—	—
	(En millions de tonnes)			
Réserves certaines				
(anc. estimations) .	721	216	219	99
Régions de Salzgitter. .	1.750	438		
Réserves probables . .			23	10

Aujourd'hui le III^e Reich dispose donc de 2.713 millions de tonnes de minerai de fer, représentant une teneur en fer de 763 millions de tonnes.

D'autre part, l'extraction de minerai de fer de l'Allemagne et celle de l'Autriche, ont évolué comme suit :

	Allemagne	Autriche
	(En 1.000 tonnes)	
1929.	6.700	1.900
1936.	7.570	1.024
1937.	9.600	1.872

L'Erzberg est une montagne de fer et la plus grande partie de l'exploitation est à ciel ouvert. Les usines de Donawitz, Eisernerz, Verdenberg, etc... vont encore accroître le réarmement. Et ce sera en outre une diminution du nombre des chômeurs.

La production du minerai de fer autrichien est presque intégralement assurée par l'Alpine Monton (gisements de Styrie). Les Vereinigte Stahlwerke possèdent la majeure partie du capital de cette Société. Mais les Reichswerken, Hermann Goering ont absorbé les usines de l'Alpine Monton.

Des progrès ont déjà été réalisés dans l'exploitation des mines de fer de Styrie, mines qui constituent la source de matières premières des aciéries autrichiennes, et aussi en partie tout au moins des futures usines Hermann Goering de Linz. Alors que l'extraction avait porté en 1936 sur 870.000 tonnes seulement, il semble certain que les quantités extraites en 1939 atteindront le chiffre prévu de 3 millions de tonnes.

Les quantités de minerai de fer extraites en Autriche pendant l'année 1937 représentent environ 1/5 des quantités extraites en Allemagne. Le minerai autrichien étant plus riche que le minerai allemand, la production autrichienne de fer atteignait en 1937 près du quart de la production allemande, si l'on ne tient compte bien entendu que du fer extrait des minerais allemands.

Le développement de l'activité de l'industrie sidérurgique ressort du tableau ci-après :

1938	Production en tonnes		
	Fonte	Acier	Laminés
Premier trimestre	101.401	110.754	86.266
Deuxième trimestre	134.157	178.141	124.832
Troisième trimestre	147.256	193.388	128.346
Quatrième trimestre	165.000	195.000	135.000

Un gros effort de rationalisation a déjà été fait dans les entreprises, où les méthodes employées avant l'Anschluss ont été abandonnées, pour adopter des procédés de spécialisation et de travail en série qui permettent une réduction sensible des prix de revient. Ces derniers subissent en outre une forte diminution du fait de l'augmentation de la production, les charges fixes devenant ainsi beaucoup moins lourdes.

Il est intéressant de remarquer que la consommation de ferraille de l'industrie sidérurgique autrichienne n'avait augmenté que de 40 % environ de 1933 à 1936, passant de 92.000 à 130.000 tonnes, tandis que celle de l'industrie allemande avait plus que doublé, passant de 4,2 à 9,4 millions de tonnes. Depuis l'Anschluss, la consommation est cependant en augmentation très sensible, et c'est pourquoi il faut attacher une importance toute particulière à l'action entreprise par le parti national-socialiste en Autriche pour la récupération de la ferraille, tant dans les villes qu'à la campagne. On espère que cette action permettra de récupérer des quantités considérables de ferraille.

Et maintenant donnons un aperçu de la production de la fonte et de l'acier, mais auparavant jetons un rapide coup d'œil sur le tableau suivant :

1938	Production en tonnes		
	Fonte	Acier	Laminés
Janvier.	32.068	35.624	28.532
Février.	32.426	35.577	27.071
Mars	36.907	40.165	32.285
Avril	37.867	52.791	41.694
Mai	49.767	67.132	45.666
Juin	46.584	59.115	40.695
Total pour le premier semestre ..	235.559	290.404	215.943

De janvier à juin, l'augmentation est de 50 % pour la fonte, de 75 % pour l'acier, et de 55 % pour les laminés.

La production de la fonte s'est élevée à 437.000 tonnes pendant les dix premiers mois de cette année, contre 315.000 tonnes environ pour la même période de l'année dernière, bien que le dernier haut-fourneau de l'Alpine-Menton Gesellschaft n'ait été remis en route qu'en novembre.

Quant à la production de l'acier, elle s'est élevée en 1938 à 673.020 tonnes, mais elle est en réalité plus importante encore par sa qualité que par sa quantité, la proportion d'aciers spéciaux sur la production totale étant en Autriche d'environ 17 %, contre 3,8 % seulement dans le Reich.

Un article publié par M. Daub, l'un des directeurs de la Société Böhler et C°, de Vienne, dans la revue « Le Plan de quatre ans », indique l'avenir de la production sidérurgique autrichienne. Pendant l'année en cours, cette production atteindra environ 800.000 tonnes, et elle sera portée dans un avenir assez prochain à 1,8 ou 2 millions de tonnes, lorsque les aciéries Goering de Linz seront en route. Ce dernier chiffre représente environ 8 à 8,5 % de la production allemande d'acier à l'heure

actuelle. Il serait erroné de croire, fait remarquer M. Daub, que cette production accrue permettra l'envoi de quantités considérables d'acier vers le Reich. La consommation en Autriche même augmente rapidement, et le jour où elle aura atteint le niveau de celle du Reich, elle pourra presque intégralement absorber une production de 2 millions de tonnes, si bien qu'il ne restera pour l'Allemagne qu'une certaine quantité d'aciers spéciaux.

Avant l'Anschluss, l'industrie sidérurgique autrichienne travaillait beaucoup pour l'étranger. Ses exportations représentaient environ 40 % de sa production. Le rattachement à l'Allemagne a amené de profondes modifications, mais le rapport entre la production et les exportations reste encore de 16 % en 1938, alors qu'il n'est que de 12 % dans le Reich. Grâce à la qualité des aciers, le prix moyen de la tonne exportée a atteint 443 marks en 1938, contre 184,60 seulement pour le Reich. Les Balkans ont absorbé l'année dernière 39 % des exportations et l'Italie 23 %.

L'Autriche occupait en outre une place importante sur le marché de la magnésite, utilisée pour le revêtement des hauts-fourneaux et des fours, pour la fabrication du ciment et des briques, et surtout pour la production du magnésium et des alliages légers. Après la Russie, l'Autriche est le plus grand producteur de magnésite dans le monde, de 1924 à 1934 sa production représentait 55,4 % de la production mondiale. L'Allemagne, de plus en plus orientée vers les alliages légers, y trouvera un approvisionnement assuré.

La production charbonnière est par contre beaucoup moins brillante, elle fut de 265.000 tonnes en 1936 et de 550.000 tonnes de coke. Les réserves sont évaluées à 12,5 millions de tonnes en Basse-Autriche. Ce charbon a

l'avantage de fournir du coke. Il faut y ajouter le lignite ; la production en fut de 3.130.000 tonnes en 1936 dont la moitié en Styrie. L'Autriche doit donc importer son charbon. Ses principaux fournisseurs étaient la Pologne, la Tchécoslovaquie et l'Allemagne ; la part de l'Allemagne qui était de 11 % en 1930 est passée à 21 % en 1936, et même à la veille de l'annexion, des négociations étaient en cours pour augmenter la part des importations d'Allemagne. L'incorporation pure et simple de l'Autriche au territoire douanier du III^e Reich privera à plus ou moins longue échéance la Pologne et la Tchécoslovaquie du débouché autrichien.

La production houillère de l'Autriche en 1936 n'a pas dépassé 244.000 tonnes, alors que celle du Reich était de 158.283.000. En regard la production autrichienne s'élevait à 2.897.000 tonnes et celle de l'Allemagne à 161 millions 397.000 tonnes. En 1937, la production de houille de l'Autriche est tombée à 228.000 tonnes et celle de lignite s'est élevée à 3.204.000 tonnes. La consommation de combustibles minéraux a été en 1937 de 6.750.000 tonnes, dont 2.980.000 tonnes de houille et 551.000 tonnes de coke. Le lignite autrichien servira de matière première à l'industrie de l'essence synthétique.

Pour l'année 1939, on évalue à 3,5 millions de tonnes la production charbonnière de l'Autriche, et encore ce chiffre porte-t-il presque exclusivement sur du lignite, la production de houille ne devant pas dépasser 250.000 tonnes. Quant à la consommation autrichienne, elle atteindra probablement le chiffre de 1929, soit environ 7 à 7,5 millions de tonnes. Les quantités manquantes seront importées d'Allemagne.

Le Plan de 4 ans exige que toutes les possibilités d'accroître la production soient étudiées, aussi examine-t-on

actuellement les moyens d'augmenter l'extraction du charbon. Pour le moment tout au moins, il s'agit plutôt de développer la production des mines en activité que de rechercher de nouveaux gisements.

Un projet qui est en ce moment à l'étude permettrait de remédier aux prix de revient exagérés des usines à gaz autrichiennes, en amenant dans les centres de consommation le gaz produit sur place près des mines de lignite. Le gaz serait amené par conduites sous pression jusqu'aux centres industriels et jusqu'aux grandes villes, Vienne y compris. Ce projet serait en voie d'entrer dans la phase de réalisation.

La situation du marché autrichien du charbon s'est fortement modifiée depuis l'Anschluss, tant au point de vue de l'approvisionnement qu'à celui de la consommation. Depuis l'été 1938, l'activité de l'industrie autrichienne a subi une impulsion considérable, et l'on estime déjà à 50 % environ, l'augmentation de la consommation de charbon industriel. D'autre part, la consommation de charbon domestique s'est également accrue, non seulement par suite du relèvement du revenu du travail, mais aussi en raison des mesures prises pour réduire l'utilisation du bois de chauffage. Les anciens gouvernements autrichiens, désirant limiter autant que possible les importations de charbon, avaient encouragé par tous les moyens la consommation du bois comme combustible. Le gouvernement allemand, au contraire, désire réserver le bois à d'autres utilisations, et oblige les industriels à modifier les foyers pour remplacer le bois par des combustibles minéraux.

L'Autriche ne dispose pas de gisements de houille importants, et n'extraît guère que 200.000 tonnes par an. Par contre, elle produit des quantités de lignite beaucoup

plus importantes, extraites principalement en Styrie. Au total, sa production de houille, de lignite et de coke atteindrait environ 3,5 millions de tonnes, tandis que la consommation, qui était avant l'Anschluss de 6,5 millions de tonnes, atteint maintenant 8,5 millions de tonnes environ.

Après l'Anschluss, les importations en provenance de Tchécoslovaquie, pour des raisons surtout politiques, ont été réduites, et l'on fait appel à la Ruhr et à la Sarre. Aujourd'hui les anciens courants d'affaires vont pouvoir se rétablir, et le lignite ou la houille en provenance des anciennes provinces tchèques vont prendre une place prépondérante en Autriche.

Pour éviter que les combustibles autrichiens souffrent par trop de cette concurrence, une réglementation sévère du marché autrichien a été adoptée, d'abord avec le Syndicat Rhéno-Westphalien. Certaines régions autrichiennes ont été réservées, tout au moins en partie, aux mines du pays, et les importations de charbon allemand sont limitées aux quantités nécessaires.

Les recherches de pétrole ont naturellement reçu une forte impulsion depuis l'Anschluss. Dans la région de Zisterdorf, plusieurs forages ont atteint des nappes de pétrole, mais faute de citernes et de tubes, il a été nécessaire d'obturer les puits, l'extraction du pétrole qu'ils contiennent étant remise à plus tard.

Dans cette même région, près d'Eichhorn, une société a opéré un forage qui vient de dépasser 2.000 mètres de profondeur sans avoir atteint le pétrole, mais la nature des terrains traversés laisse supposer qu'une nappe sera prochainement atteinte.

On parle de remettre en exploitation les mines d'or du Tauern, à la limite de la Carinthie et de la province

de Salzbourg, gisements qui étaient déjà connus des Romains, et qui ont produit, au maximum, vers le ^{xv}^e siècle, jusqu'à 4.000 kg. d'or par an. Ces mines vont être remises en exploitation, grâce aux capitaux allemands, et l'on espère obtenir des résultats intéressants.

On ne peut terminer cette étude de l'industrie minière, sans parler des ressources hydrauliques qui constituent une des richesses de l'Autriche. D'après la *Bergwerks Zeitung*, la puissance installée nominale des centrales thermiques et hydrauliques de plus de 500 kw était en 1936 de 1.140.000 kw en Autriche, dont 730.000 kw pour les centrales hydrauliques. Il a été produit 2.550 millions de kwh, dont 2.160 millions provenant de la force hydraulique.

D'après la *Gazette de Francfort* du 21 mars 1938, on peut estimer que les réserves globales éventuelles en énergie de la Haute-Autriche représentent 5 milliards de kwh et celles de l'ensemble de l'Autriche 15 ou 20 milliards de kwh.

Ainsi le principal apport de l'Autriche à l'Allemagne consiste dans le minerai de fer, la magnésite et les ressources hydrauliques. L'Allemagne trouve également du cuivre, du plomb et du zinc, mais en quantité assez restreinte.

SECTION III

L'INDUSTRIE DE TRANSFORMATION

C'est au point de vue industriel surtout que l'Allemagne offrira à l'Autriche des débouchés très extensibles. Les grands travaux et le réarmement alimenteront l'industrie métallurgique et textile. L'industrie du coton et de

la laine, en particulier, se trouve dans un état assez précaire, faute de débouchés intérieurs suffisants, que rétrécissait encore le chômage. L'importation autrichienne des matières premières était proportionnellement de 30 % inférieure à celle du Reich. Il convient d'abaisser encore ce pourcentage pour tenir compte que, contrairement à l'Allemagne, l'Autriche ne complétait pas jusqu'ici son approvisionnement en textiles naturels par des fibres artificielles telles que la Zellwolle.

Par contre, l'exportation textile autrichienne dépassait proportionnellement de 25 % celle du Reich.

On constate cependant que dans l'industrie autrichienne les prix de revient étaient souvent très au-dessus de ceux du Reich. Cela s'explique par plusieurs raisons : Tout d'abord par le fait que l'industrie autrichienne, faute de débouchés suffisants, n'utilisait que très incomplètement sa puissance de production, d'où mauvais rendement, et influence exagérée des charges fixes sur les prix de revient ; d'autre part, le matériel était presque toujours suranné et insuffisant, et ne pouvait être renouvelé faute de capitaux. Les matières premières étaient importées de l'étranger et souvent achetées à des prix exagérés, dans des pays trop éloignés, d'où augmentation des frais de transport, etc... Enfin, citons textuellement un passage d'un article paru dans la *Freie Presse* du 1^{er} février 1939 « on pouvait souvent constater une certaine exagération de la qualité des produits autrichiens, qualité qui dépassait nettement celle que l'on s'attend à trouver dans des marchandises de série ». Cette allusion aux « scrupules exagérés » des industriels autrichiens est intéressante à relever. Il semble donc probable que l'industrie autrichienne, absorbée par l'industrie allemande, recevant précisément des capitaux frais pour

transformer sa production, obligée de produire beaucoup et bon marché, perdra de plus en plus ses caractères propres, son initiative, et ne pourra maintenir la qualité qui a fait la juste réputation de ses produits.

L'activité de l'industrie autrichienne est surtout ralentie par les délais de livraison exagérés demandés par les fabriques allemandes de machines. Les autorités savent pourtant aujourd'hui quelles sont les entreprises qui sont « dignes de recevoir des crédits ». Toutes les industries autrichiennes ont besoin de crédits, car elles ne disposent pas de capitaux, et elles doivent absolument moderniser leur matériel et rationaliser leur fabrication, si elles veulent lutter, sans protection douanière, contre leurs concurrents allemands. Mais il n'est pas dans l'intention des autorités de faire bénéficier toutes les industries sans exception des crédits distribués par le Reich, ni de la possibilité d'avoir recours à une émission sur le marché des capitaux. Seules les industries dont la production présente un intérêt national, d'après les tendances du Plan de 4 ans, seront ainsi favorisées, les autres pourront végéter ou disparaître.

Avant d'aborder certaines industries en particulier, donnons un tableau d'ensemble de l'importance des diverses industries d'après leur nombre d'ouvriers :

L'industrie lourde, qui compte 7 hauts-fourneaux		
occupe	217.000	ouv.
— du vêtement occupe	180.000	—
— du bâtiment occupe	164.000	—
— des produits alimentaires occupe ...	132.000	—
— forestière occupe	96.000	—
— du textile occupe	84.000	—
Les cimenteries, carrières et verreries occupent...	37.000	—
L'industrie des produits chimiques et du caout-		
chouc occupe	33.000	—
— de la papeterie occupe	31.000	—
— du cuir occupe	16.000	—
— de l'électricité occupe	11.000	—

Commençons par la plus importante de toutes, c'est-à-dire l'industrie du textile et du vêtement. La production textile serait sans doute intéressante pour le Reich, mais elle a subi une énorme diminution pour deux raisons. Tout d'abord, la réglementation des devises prive de son approvisionnement à l'étranger l'importante industrie textile autrichienne de produits finis, tels que fils et tissus. En second lieu, tout le commerce de la confection étant réservé autrefois à des maisons juives, les fabriques de confection ne peuvent plus livrer à l'étranger les énormes quantités de vêtements comme auparavant, car, avec les Juifs ont disparu les commandes de l'extérieur. Les commerçants « aryens », non seulement n'ont pas les relations commerciales de leurs prédécesseurs, mais en outre ils ne possèdent pas non plus le savoir-faire commercial.

En plus du manque de débouchés, l'Autriche va souffrir du manque de matières premières ou plus exactement de la restriction quant aux matières premières. En effet, à partir du 1^{er} janvier 1939, l'obligation d'incorporer des fibres artificielles à certains tissus est appliquée en Autriche ; elle sera étendue à tous les tissus avant le 1^{er} mai 1939. Les entreprises de l'industrie textile s'occupent actuellement d'adapter leur matériel à l'utilisation de la laine de cellulose. Déjà on produirait en Autriche quelques tissus de laine de cellulose pure, mais le pourcentage usuel d'incorporation serait de 30 à 40 %.

Une fabrique de Zellwolle est en cours de construction en Autriche, à Lenzing. Cette fabrique doit pouvoir commencer sa production le 1^{er} avril 1939, et elle doit pouvoir livrer à partir de juillet. Sa puissance de production est fixée à 50 tonnes par jour. La cellulose dont elle

aura besoin sera fabriquée à l'aide de bois autrichien et lui sera fournie par la fabrique de pâte de Lenzing, voisine de la nouvelle usine.

Une action de propagande en faveur de la Zellwolle commence en Autriche. Des conférences vont être organisées dans tout le pays, conférences auxquelles les industriels et les commerçants du textile devront assister. Les avantages de la Zellwolle leur seront exposés, en même temps que la nécessité nationale de remplacer les matières importées, comme le coton et la laine, par des produits indigènes. Les commerçants recevront ainsi une instruction qui leur permettra de se faire les défenseurs des nouvelles matières auprès de la clientèle.

La société « Zellwolle A. G. Lenzing » a tenu à Vienne sa première assemblée générale. Cette société a été fondée le 31 mai 1938 au capital de 1 million de marks, en vue d'organiser en Autriche, à la porte même de la principale fabrique autrichienne de cellulose, une importante fabrique de zellwolle. Depuis, le capital a été porté à 12 millions de marks, sur lesquels près de 10 millions sont déjà versés. La société se propose en outre de contracter un emprunt à long terme. Sa production doit commencer au cours de l'été prochain.

L'ancienne société de Lenzing, qui subsiste encore sous la raison sociale « Lenzinger Zellstoff-und Papierfabrik A. G. », a réussi en 1938 à porter sa production de cellulose à 1.974 wagons contre 1.278 en 1937.

Si l'on jette un coup d'œil sur l'industrie du cuir, qui était renommée à Vienne, on constate que l'ouverture de l'ancienne frontière douanière entre l'Allemagne et l'Autriche, et la suppression de la protection douanière contre l'invasion des articles bon marché produits par les concurrents allemands, ont porté un tort considé-

nable à l'industrie du cuir en Autriche. On ne trouve plus à Vienne les articles en vrai porc, qui abondaient autrefois. L'industrie autrichienne de la maroquinerie place sur le marché allemand quelques-uns des articles de luxe dans lesquels elle s'était spécialisée, mais ces ventes ne peuvent compenser qu'en partie les pertes qu'elle subit sur son propre marché par le fait de l'entrée sans droits de douane des articles allemands de série.

On peut faire à peu près la même remarque pour l'industrie mécanique, et cela les milieux officiels le reconnaissent eux-mêmes. En effet, la *Freie Presse* du 19 août 1938 publie un article de M. Overhoff, président de l'Association de l'industrie mécanique autrichienne, dans lequel celui-ci, tout en signalant la reprise qui s'est manifestée depuis l'Anschluss dans ce groupe d'industrie, reconnaît que les fabriques de machines, lorsqu'elles ne travaillent pas exclusivement pour l'Etat ou pour les administrations publiques, connaissent actuellement de graves difficultés.

D'une part, la suppression de certains droits de douane à l'importation des machines allemandes a déjà livré les fabriques autrichiennes, sans protection douanière, à une concurrence particulièrement puissante. D'autre part, la conviction des acheteurs que les autres droits seront prochainement supprimés les amène à une grande réserve. Enfin, les affaires d'exportation sont toujours extrêmement difficiles.

« L'industrie mécanique autrichienne, déclare M. Overhoff, va être obligée, elle le sait, de traverser une période critique, pendant laquelle elle devra se réorganiser, s'adapter et se moderniser, de façon à réduire ses prix de revient, et à produire les marchandises qui ne peuvent maintenant trouver des débouchés. »

L'industrie automobile par contre est assez florissante, mais elle a changé de caractère, car, toutes les grosses fortunes pour la plupart aux mains des Juifs ont disparu, aussi les grosses et élégantes automobiles ont fait place aux petites voitures plus à la portée des bourses.

Le recensement du 1^{er} juillet 1938 fait ressortir en Autriche 120.956 véhicules automobiles, chiffre supérieur de 6,8 % à celui de l'année dernière. Il est à remarquer que, pendant la même année, le nombre des véhicules automobiles sur l'ancien territoire du Reich a augmenté de 14,6 %.

Le tableau suivant permet de constater les modifications qui se sont produites depuis un an, pour chaque catégorie de véhicules :

	Nombre de véhicules	
	1 ^{er} Juillet 1937	1 ^{er} Juillet 1938
Motocyclettes.	63.802	69.544
Voitures.	31.715	33.625
Autobus.	2.459	2.341
Camions	14.757	15.446

Le 1^{er} juillet 1938, il y avait sur l'ancien territoire allemand 1 véhicule automobile pour 21 habitants, et 1 véhicule pour 55 habitants en Autriche.

Des dispositions ont été prises afin de limiter le nombre des types de véhicule dont la fabrication est désormais autorisée.

Sur 19 types de camions admis pour l'Allemagne, l'industrie autrichienne n'en pourra fabriquer que trois, deux types de la catégorie 4,5 tonnes, et un de la catégorie 6,5 tonnes. Les usines autrichiennes ont déjà commencé à adapter leur matériel à cette réorganisation.

La Wiener Automobilfabrik A. G. (autrefois Gräf et

Stift) va augmenter l'étendue de ses usines de Sievering, où elle fabriquera seulement le châssis et les moteurs, les carrosseries étant produites dans les usines de l'ancienne société Perl A. G. reprises par la Wiener Automobilfabrik. Cette société construira uniquement un camion de 4,5 tonnes, en collaboration avec la Daimler-Benz A. G. Avant l'Anschluss, elle pouvait produire 20 à 30 véhicules par mois ; cette puissance de production a déjà été portée à 60, et doit être encore doublée.

La société autrichienne des usines Saurer va produire, au lieu de six ou huit types de camions, un seul type, également de 4,5 tonnes, et elle portera sa production mensuelle qui est déjà passée de 50 à 100 véhicules, à 200 environ.

La Oesterreichische Automobilfabrik A. G. (autrefois Austro-Fiat) va produire également un seul type de camion de 4,5 tonnes, en collaboration avec la société allemande M. A. N. et avec les usines Saurer déjà nommées. Sa production est passée de 30 véhicules par mois à 75, et elle sera encore sensiblement augmentée.

Enfin, la société Fross-Büssing A. G. va produire un type de camion de 6,5 tonnes. Sa production était déjà passé de 20 à 50 véhicules par mois ; elle doit être portée après rationalisation à 80 ou 100 véhicules.

La petite voiture Steyr 35 si populaire en Autriche ne sera plus fabriquée. Cette dernière fabrication est apparue superflue, la « voiture populaire » des usines du Front du Travail devant faire son apparition sur le marché.

Cette voiture, d'après les indications données par la presse, ne pourra guère être livrée avant deux ou trois ans. Cependant, les ouvriers et les employés qui désirent devenir propriétaires d'une voiture populaire sont déjà

invités à commencer leurs versements. Ils doivent remplir un formulaire et le remettre aux services du Front du Travail. Si leur requête est admise, ils recevront une carte d'acheteur, sur laquelle ils colleront ensuite chaque semaine un timbre qui leur sera vendu 5 marks. Ces timbres peuvent être obtenus à partir du 1^{er} septembre 1938. Les journaux font remarquer que les acheteurs, en se faisant délivrer une telle carte, prennent un engagement formel, et qu'il ne leur est plus possible ensuite de cesser les versements ou de se faire rembourser les sommes déjà versées.

La production de la voiture populaire doit commencer dans les usines de Fallersleben, vers la fin de l'été de 1939, et cent mille voitures pourraient être livrées en 1940. Le nombre des voitures commandées jusqu'au début d'octobre atteindrait déjà 130.000. Il s'en suit que les acheteurs qui s'inscrivent actuellement, et qui s'engagent à payer 5 marks par semaine, ne peuvent espérer recevoir leur voiture avant 1941.

Une industrie annexe à l'industrie automobile, est l'industrie des carburants synthétiques ; comme pour la fabrication des petites voitures, les industriels allemands ont envahi l'Autriche pour fonder des succursales en vue de la distribution de ces carburants.

C'est ainsi que le Deutsche Gasolin A. G., qui appartient à l'I. G. Farben, et qui vend les produits de l'usine Leuna de Merseburg, vient de fonder une succursale à Vienne. L'objet de la société viennoise est l'achat, la construction et l'exploitation d'installations pour le transport, le stockage, et la vente de carburants. Cette société a déjà commencé à installer des pompes à essence.

La société allemande Nitag établit également un réseau de pompes pour la vente des carburants synthétiques du

groupe Wintershall, carburants qui sont produits à Cassel et dans une nouvelle usine du centre de l'Allemagne. Le groupe Stinnes fait de même, et vient de fonder une succursale à Vienne.

Enfin, le Benzol Verband de Bochum, a racheté les pompes et le matériel de la société autrichienne de distribution « Fañto ». C'est lui qui se trouve le mieux organisé pour la vente de ses produits en Autriche, puisqu'il possède maintenant un réseau de distribution tout installé. Dans le domaine des carburants synthétiques, la possibilité de construire en Autriche des usines de ce genre sera certainement étudiée, mais il est encore prématuré de faire des pronostics à ce sujet. Tout d'abord, les gisements autrichiens ne donnaient jusqu'à présent que 2,2 millions de tonnes de charbon par an, contre 150 millions dans le Reich, et la qualité des charbons autrichiens diffère sensiblement de celle des charbons du centre de l'Allemagne, qui sont employés à l'hydrogénation.

Enfin terminons ce chapitre en disant quelques mots de l'activité des fabriques de machines électriques.

Ces fabriques étaient au moment de l'Anschluss au nombre d'environ 300, et occupaient au total environ 14.000 ouvriers. On ne comptait cependant que trois sociétés importantes, le groupe Elin (capital 8,75 millions de schillings), l'A.E.G. Union, filiale du groupe allemand, au capital de 3,8 millions, et la société Siemens-Schuckert, également filiale du groupe allemand du même nom, au capital de 32 millions.

Depuis mars 1938, l'activité de ces trois groupes s'est développée comme suit :

	Augmentation	
	de l'effectif du personnel	du chiffre d'affaires
A. E. G.	80 %	90 %
Siemens.	150 %	110 %
Elin	30 %	6 %

On voit combien les deux premières sociétés ont tiré profit de leurs attaches en Allemagne, qui leur ont permis, non seulement d'obtenir des commandes du Reich, mais aussi de recevoir plus rapidement le matériel qui leur faisait défaut pour la modernisation de leurs entreprises. Il est toujours très difficile de recevoir des machines, bien que de nombreuses industries autrichiennes en aient un besoin urgent pour opérer la rationalisation et la modernisation sans lesquelles elles sont incapables de lutter contre la concurrence allemande.

L'industrie autrichienne des appareils de T.S.F. se trouvait moins en retard que les autres. Depuis l'Anschluss, elle a augmenté sensiblement son chiffre d'affaires. On avait cru que le contingent de 30.000 appareils récepteurs qui lui était alloué pour ses ventes dans le Reich serait trop important, mais il a été nécessaire de l'augmenter. En Autriche même, la demande a augmenté dans de telles proportions qu'il a fallu autoriser l'importation de 5.000 appareils d'Allemagne.

Il ressort de cette étude que les industries les plus florissantes sont les industries de guerre ou les industries annexes. Des industries typiquement autrichiennes telles que l'industrie du vêtement ont dû se plier à la conception économique allemande : économiser les matières premières et pour cela employer des succédanés. Si l'industrie de l'automobile est florissante, c'est que cela répond à un but voulu. Tout d'abord construire des

camions pour l'armée et ensuite construire des petites voitures afin de recueillir ainsi les économies des travailleurs. Cette propagande en faveur de la voiture populaire ne répond pas tant à une amélioration sociale qu'à un procédé économique en vue d'éviter la fuite des capitaux et de les canaliser dans une direction déterminée. En général on peut dire que dans certains cas l'Anschluss a été nuisible à l'Autriche au point de vue des industries de transformation : l'expulsion des Juifs a supprimé la compétence technique dans le commerce et les débouchés à l'étranger. De plus les produits ont perdu de leur qualité, et les clients font défaut, car les étrangers qui achetaient beaucoup à Vienne, désertent l'Autriche.

QUATRIÈME PARTIE

LE COMMERCE

Dans une première section nous allons étudier les répercussions générales de l'Anschluss dans le commerce allemand et autrichien, puis nous consacrerons une section 2 pour montrer comment l'Allemagne utilise sa nouvelle conquête afin d'accaparer les marchés des Balkans.

SECTION I.

RÉPERCUSSIONS GÉNÉRALES SUR LE COMMERCE

En 1936 le total des importations s'était élevé à 1.247.193.000 schillings (1 sch. = 6 fr.). Les principaux articles importés étaient les céréales, la houille, les porcs, le coton, la laine, les machines, les articles en fer.

Le principal fournisseur était l'Allemagne pour 215 millions de schillings ; la France venait au 9^e rang pour 46 millions de schillings.

Les exportations ont atteint 952.554.000 sch. en 1936 et portaient sur les articles en fer, le bois, le papier, les machines. Le principal acheteur était l'Allemagne pour 157 millions, la France venait au 10^e rang pour 44 millions. En 1936, la France a vendu à l'Autriche pour 10,5 millions de francs de laine ; 5,8 de produits chimiques ;

5,6 d'alliages métalliques, 1,07 de fer et acier, etc. Elle lui a acheté pour 17,5 millions de francs en cellulose ; 13,6 de bois ; 11,4 de céramique ; 8,8 de machines ; 5,6 d'ouvrages en métaux ; 2,08 de fer et d'acier. L'Allemagne trouve des ressources en bois, cellulose, papier, minerais de fer, magnésite et économisera ainsi des devises. Mais au point de vue alimentation, l'annexion n'améliore pas la balance allemande, puisque l'Autriche devait importer une énorme quantité de céréales et de viandes, elle va apporter, si l'on peut dire, à l'Allemagne un déficit commercial de plus d'un milliard de francs.

La balance commerciale de la « Grande Allemagne » a fait ressortir pour l'année 1938 un excédent d'importations de 432,6 millions de marks, alors que celle de l'ancienne Allemagne, sans l'Autriche, s'était soldée en 1937 par un excédent d'exportations de 413,4 millions de marks.

La balance commerciale de l'Autriche seule donne pour 1938 un excédent d'importations de 240,2 millions de marks.

Ces chiffres permettent de constater que l'Autriche a apporté une lourde charge au commerce extérieur allemand, mais aussi que, même sans tenir compte de l'Anschluss, ce commerce se trouve actuellement dans une situation beaucoup moins favorable qu'il y a un an. Sans compter l'Autriche, le résultat des échanges avec l'extérieur a empiré de plus de 600 millions de marks. En tenant compte de la balance commerciale autrichienne, c'est à un déficit de 846 millions de marks par rapport à 1937 que l'on arrive.

Il n'est pas surprenant que les dirigeants de l'Allemagne, conscients des dangers qu'un tel déficit, s'il se répétait cette année, pourrait faire courir à toute la poli-

tique nationale-socialiste, se montrent maintenant décidés à favoriser par tous les moyens les exportations, et que le Chancelier Hitler lui-même, dans un récent discours, ait insisté sur la nécessité vitale d'une augmentation des exportations.

Nous avons pu avoir connaissance d'une circulaire naturellement strictement confidentielle adressée aux industriels allemands et autrichiens par l'un des organismes allemands chargés de contrôler et de diriger l'activité industrielle.

Cette circulaire invite les industriels à redoubler d'efforts pour augmenter leurs ventes sur les marchés étrangers, et les informe qu'à tout prix, les exportations allemandes de 1939 doivent être portées au chiffre de 1937. Il est inadmissible, déclare-t-elle, que les résultats de 1938 se répètent.

Les instructions données aux industriels affirment que, dans tous les cas, la priorité absolue doit être donnée à l'exécution des commandes réservées à l'exportation. Les commandes de l'Etat et des Administrations Publiques elles-mêmes passent après les commandes d'exportation. Les industriels, lorsqu'ils fixent les délais nécessaires à l'exécution d'une commande de l'Etat, doivent se montrer prudents, et se réserver une marge suffisante pour qu'ils puissent toujours accepter, et exécuter rapidement, une commande de l'étranger.

La circulaire indique encore que, pour le moment, les autorités renoncent à imposer à chaque entreprise un chiffre d'affaires minimum à l'exportation, mais que l'on aura recours à cette mesure si les efforts spontanés de l'industrie se révèlent insuffisants.

Bien entendu, les industriels sont invités à essayer d'obtenir les meilleurs prix possibles à l'exportation, et

à s'abstenir de faire concurrence inutilement à d'autres maisons allemandes. Elle ne fait pas allusion aux primes à l'exportation.

Cependant cette dernière question a été étudiée au cours d'une réunion à laquelle de nombreux industriels autrichiens avaient été convoqués, et pendant laquelle divers fonctionnaires allemands ont pris la parole

Jusqu'à présent, les industriels autrichiens pouvaient obtenir des primes à l'exportation dont le taux variait suivant les produits, et qui étaient destinées surtout à compenser l'augmentation des prix de revient résultant du taux de conversion arbitraire choisi au moment de l'Anschluss entre le schilling et le mark. A ce moment, le taux de la Banque Fédérale d'Autriche était d'environ 2 schillings pour 1 mark, tandis que les autorités ont choisi le cours de 3 schillings = 2 marks. Autrement dit, un produit qui coûtait avant l'Anschluss 3 schillings, ou 1,50 mark, coûtait après le rattachement de l'Autriche au Reich 2 marks, soit une augmentation de 33 %.

Ce régime spécial accordé à l'Autriche va maintenant disparaître, et les industriels autrichiens ne pourront bénéficier que des primes à l'exportation prévues par le système allemand dit du Z.A.V. (Zusatzausfuhrverfahren). Or, ces dernières primes sont en général inférieures aux primes autrichiennes payées jusqu'à présent. Pour donner un exemple, sur une certaine marchandise, les primes étaient jusqu'à présent de 40 %, et elles ne seront plus que de 15 % pour l'Europe et de 25 ou 30 % pour les pays d'outre-mer.

Les industriels autrichiens ont naturellement protesté contre cette modification, affirmant qu'il leur serait désormais à peu près impossible de lutter contre la concurrence étrangère. Les fonctionnaires allemands pré-

sents leur ont répondu qu'ils devaient faire un gros effort de rationalisation, économiser les matières premières et la main-d'œuvre, et aussi renoncer « à des scrupules exagérés sur la qualité des produits ». Ils doivent produire comme leurs confrères allemands, des marchandises de série, à des prix de revient aussi bas que possible.

Pourtant, un exemple montre que les autorités allemandes, quand l'impossibilité d'exporter leur est démontrée, font preuve d'un esprit assez large, et augmentent le taux des primes :

Les fabricants autrichiens de baignoires émaillées devaient désormais recevoir, pour les exportations vers la France, la prime normale allemande, qui est de 40 %. Ils ont protesté, et ont pu prouver que cette prime ne leur permettait plus de vendre sur le marché français. Ils ont demandé, et ont paraît-il obtenu, 60 %.

Nous avons pu obtenir la liste des groupes de pays établis par les autorités allemandes pour le calcul des primes. Nous vous donnons ci-après cette liste. Il y a lieu de tenir compte, en la lisant, que les primes les plus élevées, pour un produit donné, sont versées pour les exportations dirigées vers les pays du premier groupe; les primes sont moins élevées pour les pays du deuxième groupe, encore moins pour ceux du troisième, et ainsi de suite :

1^{er} groupe : Indes britanniques, Suède et Norvège.

2^e groupe : Belgique, France et ses colonies, Grande-Bretagne, Pays-Bas, Portugal et Roumanie.

3^e groupe : Yougoslavie, Pays Baltes, Tchécoslovaquie, Danemark.

4^e groupe : Turquie, Suisse, Italie, Bulgarie.

5^e groupe : Grèce.

Cette liste ne comprend, on le voit, que les pays d'Europe et leurs colonies. Nous n'avons pu obtenir la liste des pays d'outre-mer. Les primes pour ces pays sont en général plus élevées que celles attribuées aux exportations vers les pays d'Europe.

Ces informations confirment les tendances nouvelles de la politique allemande, et l'importance des efforts qui vont être faits pour obtenir à tout prix une augmentation des exportations.

Les journaux eux-mêmes reconnaissent le déficit croissant du commerce, c'est dire combien les dirigeants allemands en sont inquiets, aussi veulent-ils alerter la population allemande devant la menace du danger. Ainsi, le *Tagblatt* du 3 septembre 1938 écrit :

Le mois de juillet dernier a marqué une nouvelle diminution des échanges de l'Autriche avec l'extérieur. Les importations sont tombées à 55,2 millions de marks contre 56,1 en juin, et les exportations à 30,6 millions contre 33,5 en juin. L'excédent d'importations a ainsi augmenté, atteignant 24,6 millions de marks contre 22,6. Le tableau suivant indique la répartition des importations et des exportations en juillet et pendant les sept premiers mois de 1938 :

	Juillet 1938		Janvier-Juillet 1938	
	Import.	Export.	Import.	Export.
	(En milliers de Marks)			
<i>Alimentation</i>	24.766	232	146.597	4.854
a) Animaux vivants	6.404	—	32.960	145
b) Aliments animaux	1.616	121	11.645	2.563
c) Aliments végétaux	15.926	52	91.273	1.829
d) Tabac, café, etc.	820	59	10.719	317
<i>Produits industriels</i>	30.421	30.373	193.966	233.163
a) Matières premières	13.986	2.907	82.758	22.698
b) Produits mi-finis	9.486	6.503	57.972	48.897
c) Produits finis	6.949	20.963	53.236	161.568
<i>Total des échanges</i>	55.187	30.605	340.563	238.017

Enfin, le tableau ci-après indique l'importance des échanges de l'Autriche avec ses principaux clients et avec ses principaux fournisseurs pendant les sept premiers mois de 1938.

	Importations autrichiennes	Exportations autrichiennes
	(En millions de Marks)	
Tchécoslovaquie	44,2	19,5
Hongrie	40,1	22,3
Yougoslavie	31,4	16,1
Etats-Unis.	26,7	4,8
Italie	24,9	36,1
Roumanie	20,0	10,3
Pologne.	19,2	14,9
Angleterre	16,7	16,1
Suisse.	12,5	16,3
France.	10,0	8,9

De son côté, la *Freie Presse* fait remarquer que, par rapport à l'année dernière, les échanges de l'Autriche avec l'étranger ont très fortement diminué, ce qu'elle attribue à diverses raisons, mais surtout à l'intensification considérable des échanges avec le reste de l'Allemagne, ces derniers ne figurant plus dans les statistiques du commerce extérieur.

Le journal, après avoir déduit des chiffres de 1937 les échanges avec le Reich, fait la comparaison entre les chiffres de cette année et ceux de l'année dernière. Pour le mois de juillet, les importations ressortent cette année à 55,2 millions de marks, contre 79,02 en juillet 1937, et les exportations à 30,6 millions contre 60,68 millions en juillet de l'année dernière. Pour les sept premiers mois, les importations ont atteint 340,36 millions de marks, contre 472,03 l'année dernière, et les exportations 238,02 millions contre 383,17 millions en janvier-juillet 1937.

Le 11 novembre 1938, le *Tagblatt* écrit encore :

« Les échanges de l'Autriche avec l'extérieur en septembre, c'est-à-dire avec tous les pays étrangers, sauf maintenant l'Allemagne, ont été caractérisés par une nouvelle diminution des importations, et donc par une réduction de l'excédent des importations sur les exportations. Quant à ces dernières, pour la première fois, elles montrent une tendance à l'augmentation, tendance cependant encore bien légère.

Les importations sont tombées à 42,6 millions de marks, contre 52,6 millions en août, et les exportations se sont élevées à 25,9 millions de marks, contre 25,7 en août. Le solde déficitaire de la balance commerciale autrichienne, qui était de 26,9 millions en août, n'est plus que de 16,7 millions en septembre ».

Enfin, le 6 décembre 1938, nouvelle constatation du *Tagblatt* :

« Les chiffres des échanges de l'Autriche avec les pays étrangers en octobre dernier permettent de constater que la tendance à la diminution de ces échanges s'est maintenue. Les importations, qui étaient tombées à 42,6 millions de marks en septembre, sont remontées à 50,9 millions, mais la réduction des exportations s'est poursuivie. Elles sont tombées à 23,7 millions de marks seulement, contre 25,9 millions en septembre et contre 38,4 millions en mai 1938. L'excédent d'importation, qui avait pu être ramené à 16,6 millions de marks en septembre, est remonté à 27,2 millions pour le mois d'octobre. Pendant ce dernier mois, l'excédent d'importations sur les vivres a atteint 24,1 millions de marks contre 20,2 en septembre, tandis que la balance des produits industriels, qui faisait ressortir un excédent d'exportations de 3,5 millions en septembre, est de nouveau déficitaire en octo-

bre, les importations de matières premières et de produits manufacturés ayant dépassé les exportations de 3,1 millions de marks ».

Ainsi, le commerce extérieur du Reich fait ressortir pour l'année 1938 des chiffres beaucoup moins favorables que ceux de l'année précédente. Les membres du Gouvernement, et le Führer lui-même, n'ont pas dissimulé les inquiétudes que cette situation leur causait, et ont insisté à diverses reprises sur les graves inconvénients auxquels l'Allemagne devrait faire face s'il n'était pas possible, au cours de l'année 1939, d'obtenir une augmentation sensible des exportations.

Pour l'ancien territoire du Reich seulement, les importations sont passées de 5.375 millions de marks en 1937 à 5.449 millions en 1938 ; elles sont donc en légère progression. Mais les exportations sont tombées de 5.788 millions à 5.257 millions. Ainsi, au lieu d'un excédent d'exportations de 413 millions de marks en 1937, l'année 1938 se solde par un excédent d'importations de 192 millions.

Mais l'année 1938 a été pour l'Allemagne une année de conquêtes, et le Reich doit tenir compte de la balance commerciale de l'Autriche depuis le printemps de 1938, et de celle des territoires sudètes depuis octobre dernier.

La balance commerciale de la « Grande Allemagne » fait alors ressortir un excédent d'importations de 432,4 millions de marks, chiffre considérable, qui justifie les inquiétudes manifestées par les autorités allemandes et les efforts déjà faits pour développer les exportations.

Un an après le rattachement de l'Autriche au Reich, et les chiffres du commerce extérieur autrichien étant connus jusqu'à la fin de l'année 1938, il peut être intéressant de voir comment ce commerce a évolué.

Les deux tableaux ci-après permettent de comparer les chiffres de 1937 à ceux de 1938, pour les principaux groupes de marchandises :

<i>Année 1937</i>			
(après conversion des schillings en Marks et après déduction des échanges de l'Autriche avec le Reich.)			
	Importations autrichiennes	Exportations autrichiennes	Excédent d'import. d'export.
	—	—	—
<i>(En milliers de Marks)</i>			
Vivres	200.403	10.988	189.415
Mat. prem. et prod. mi-finis	285.033	147.073	137.960
Produits manufacturés ...	124.585	360.480	235.895
Totaux	610.021	518.541	91.480
<i>Année 1938</i>			
Vivres	282.480	6.181	276.299
Mat. prem. et prod. mi-finis	240.391	100.204	140.187
Produits manufacturés ...	79.521	255.771	176.250
Totaux.	602.392	362.156	240.236

La comparaison des chiffres ci-dessus permet de constater :

a) aux importations, une sensible augmentation des entrées de vivres, et une diminution également très forte des entrées de produits manufacturés. La première a été tolérée par les autorités allemandes, sans aucun doute par suite d'une nécessité absolue, tandis que la deuxième répond parfaitement aux tendances de la politique commerciale allemande, les produits manufacturés étant considérés comme superflus et les devises disponibles devant être réservées à l'importation de matières premières industrielles ou de vivres indispensables.

Par contre, la réduction des importations de matières premières, au moment où l'industrie autrichienne reçoit

une formidable impulsion, a certainement été provoquée par la nécessité de réduire autant que possible le déficit de la balance commerciale.

b) aux exportations, la plus importante constatation qui s'impose est la sensible diminution des ventes autrichiennes de produits manufacturés à l'étranger. Diverses explications ont été données de cette tendance. On peut citer avant tout l'augmentation des prix des marchandises autrichiennes qui résulte du taux de conversion choisi entre le schilling et le mark, l'influence exercée sur l'activité des maisons autrichiennes et sur l'esprit des acheteurs étrangers par les mesures prises contre les Juifs, et la tendance naturelle des industriels autrichiens à renoncer aux exportations toujours aléatoires, pour traiter des affaires faciles sur le marché allemand.

On doit encore souligner la diminution des exportations de matières premières, celles-ci étant maintenant réservées à l'industrie autrichienne et à l'industrie allemande.

L'année 1938, par rapport à l'année 1937, a donc été marquée par une aggravation des divers postes de la balance commerciale autrichienne, c'est-à-dire par une augmentation des achats de vivres, par une diminution des achats de matières premières, et par une réduction des ventes de produits manufacturés. Enfin, l'excédent total des importations est passé de 91,5 millions de marks à 240,2 millions.

Cependant, les comparaisons faites sur l'ensemble de l'année 1938 ne sont pas entièrement probantes, car l'Anschluss date du mois de mars, et l'influence des autorités allemandes n'est guère devenue prépondérante avant le mois de juin, les marchés déjà conclus ayant dû être exécutés. Il a donc paru plus intéressant de prendre,

dans la suite de cet exposé, non pas les chiffres de l'année entière, mais ceux de la période de sept mois juin-décembre 1938, et de comparer ces chiffres à ceux de la même période de 1937. On obtient ainsi le tableau ci-après, dans lequel les chiffres de la période juin-décembre 1937 représentent toujours les échanges de l'Autriche avec tous les pays étrangers, sauf l'Allemagne.

	Importations ou exportations en milliers de marks		Part de chaque groupe sur le total des importations ou des exportations	
	Juin-Décemb. 1937	Juin-Décemb. 1938	Juin-Déc. 1937	Juin-Décemb. 1938
<i>Importations :</i>				
Vivres.	120.162	181.619	33,5 %	48,6 %
Mat. prem. et prod. mi-finis	163.568	152.317	45,6 %	40,7 %
Produits manufacturés ...	74.510	40.029	20,9 %	10,7 %
Importations totales	358.240	373.965		
<i>Exportations :</i>				
Vivres.	6.651	2.116	2,0 %	1,1 %
Mat. prem. et prod. mi-finis	89.721	50.065	27,9 %	25,0 %
Produits manufacturés ...	224.474	147.760	70,1 %	73,9 %
Exportations totales.	320.846	199.941		

Ainsi, pendant la période juin-décembre 1938, le commerce extérieur de l'Autriche fait ressortir un excédent d'importations de 174 millions de marks, alors que cet excédent n'atteignait que 37 millions pour la même période de l'année précédente.

La part des denrées alimentaires sur le total des importations, qui était d'environ un tiers en 1937, atteint près de la moitié en 1938, et ceci au détriment des produits manufacturés, mais aussi des matières premières. Or, en 1937, on ne constatait en Autriche aucune disette, alors que les approvisionnements devenaient déjà difficiles à la fin de 1938. Il faut donc en conclure, ou bien que des

stocks ont été constitués, comme dans le reste de l'Allemagne, ou bien que des quantités relativement considérables de vivres ont été importées en Autriche, puis réexpédiées vers le Reich, ce qui peut maintenant se faire sans difficultés.

Le rattachement de l'Autriche n'a pas seulement modifié la part des divers groupes de marchandises aux importations comme aux exportations autrichiennes, il a aussi entraîné des changements considérables des courants d'échanges de l'économie autrichienne avec les différents pays étrangers.

Voici, par exemple, les pays dont les ventes en Autriche ont le plus fortement *augmenté* depuis l'Anschluss :

	Importations autrichiennes		Augmentation
	Juin-Déc. 37	Juin-Déc. 38	
	(En milliers de Marks)		
République Argentine ..	4.527	20.989	16.482 363 %
Nouvelle-Zélande.	189	820	631 337 %
Union Sud-Africaine ...	256	885	629 246 %
Uruguay.	533	1.555	1.022 191 %
Malaisie britannique ...	592	1.652	1.010 179 %
Espagne	116	288	172 148 %
Bulgarie.	4.409	9.126	4.717 107 %
Australie	3.184	6.044	2.860 89 %
<i>Afr. Occ. Française</i> ...	197	331	134 68 %
Grèce	2.455	3.978	1.523 62 %
<i>Maroc</i>	238	382	144 60 %
Brésil.	2.515	3.837	1.322 52 %
Turquie	3.550	5.332	1.782 50 %
Indes Néerlandaises ...	4.607	6.878	2.271 49 %
Afr. Occ. britannique ...	1.495	2.060	565 38 %
Canada.	1.973	2.665	692 35 %
Etats-Unis.	25.465	33.707	8.242 32 %
Hongrie	38.791	50.483	11.692 30 %
Iran	1.583	1.997	414 25 %
Portugal.	705	871	166 23 %
Yougoslavie	34.794	42.624	7.830 23 %
Russie	1.895	2.321	426 22 %

A part quelques rares exceptions, les augmentations ci-dessus s'expliquent parfaitement par l'extension à l'Autriche des accords commerciaux de l'Allemagne avec les divers pays, et par les tendances allemandes à accroître les importations de vivres et de matières premières.

Il est cependant probable que certains pays, et en particulier les Etats-Unis et la Russie, ne figureront plus longtemps sur cette liste, la question du paiement des marchandises originaires de ces pays n'étant pas résolue de façon satisfaisante.

Nous allons voir maintenant les pays dont les *ventes* en Autriche ont diminué depuis l'Anschluss :

	Importations autrichiennes		Diminution	
	Juin-Déc. 37	Juin-Déc. 38		
(En milliers de Marks)				
Danemark	1.717	891	826	48 %
Tchécoslovaquie	48.089	28.660	19.429	40 %
Japon.	3.140	1.880	1.260	40 %
Belgique	7.674	4.674	3.000	38 %
Tunisie	143	91	52	36 %
France.	11.961	7.721	4.240	35 %
Norvège.	2.252	1.421	831	30 %
Algérie.	247	175	72	29 %
Pays-Bas	7.740	5.595	2.145	28 %
Chili	5.397	3.963	1.434	26 %
Congo belge.	2.003	1.500	503	25 %
Grande-Bretagne	18.100	15.042	3.058	17 %
Roumanie.	28.808	24.525	4.283	15 %
Chine.	3.163	2.693	470	14 %
Italie.	25.219	22.187	3.032	12 %
Suisse.	13.701	12.240	1.461	10 %

La plupart de ces pays ont avec l'Allemagne des relations commerciales que l'on peut qualifier de normales, par opposition à presque tous les pays qui figurent sur la liste précédente, et qui ont accepté les méthodes com-

merciales allemandes. Plusieurs de ces pays repris sur la liste ci-dessus avaient accordé à l'Autriche indépendante un régime préférentiel qu'ils n'avaient aucune raison de maintenir à l'Autriche devenue province allemande. Cela explique amplement la réduction des importations autrichiennes en provenance des pays en question.

Les exportations autrichiennes, nous l'avons vu, ont subi une très forte diminution depuis le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne. Bien peu de pays ont échappé à la tendance générale ; presque tous ont réduit sensiblement leurs achats de produits autrichiens. C'est pourquoi la liste ci-après des pays dont les *achats* en Autriche ont *augmenté* depuis l'Anschluss ne sera pas longue :

	Exportations autrichiennes		Augmentation	
	Juin-Déc. 37	Juin-Déc 38		
(En milliers de Marks)				
Chili.	91	267	176	193 %
Bulgarie.	1.893	4.009	2.116	112 %
Espagne.	399	665	266	66 %
Grèce	5.284	7.128	1.844	35 %
Danemark	929	1.340	311	33 %
Turquie.	1.877	2.241	364	19 %
Ceylan.	96	124	28	29 %
Pay-Bas.	6.584	7.411	827	12 %

A part les Pays-Bas, tous ces pays ont de bonnes raisons d'accroître leurs achats en Allemagne. A la suite d'énormes importations allemandes de matières premières et de vivres originaires des pays en question, ceux-ci possèdent en Allemagne des avoirs bloqués dont ils ne peuvent disposer que pour acheter des marchandises allemandes. Leurs gouvernements sont donc contraints

de tolérer ou même d'encourager les importations en provenance d'Allemagne ou d'Autriche.

Quant à la liste des pays qui ont réduit leurs *achats* en Autriche, elle est beaucoup plus longue, comme on peut le voir ci-après :

	Exportations autrichiennes		Diminution
	Juin-Déc. 37	Juin-Déc. 38	
(En milliers de Marks)			
Iran	788	65	723 91 %
Algérie.	184	36	148 80 %
Russie	2.853	634	2.219 77 %
Afr. Occ. britannique ...	125	35	90 72 %
Union Sud-Africaine. ...	3.860	1.129	2.731 70 %
Tunisie	138	43	95 68 %
France	14.410	5.447	8.963 62 %
Tchéco-Slovaquie	27.378	11.764	15.614 57 %
Etats-Unis.	9.413	4.140	5.273 56 %
Italie	54.314	24.232	30.082 55 %
Belgique	5.551	2.602	2.949 53 %
Congo belge	38	19	19 50 %
Grande-Bretagne	20.476	10.652	9.824 48 %
Roumanie.	20.999	12.261	8.738 41 %
Afr. Occ. Française.	24	14	10 41 %
Argentine	5.608	3.324	2.284 41 %
Hongrie.	36.048	22.025	14.023 38 %
Syrie	670	424	246 36 %
Canada	761	488	273 35 %
Mexique.	476	314	162 34 %
Suisse	18.742	12.174	6.368 34 %
Norvège.	2.078	1.453	625 30 %
Indes Britanniques	6.232	4.350	1.882 30 %
Portugal	855	602	253 29 %
Suède.	6.321	4.477	1.844 29 %
Nouvelle-Zélande.	245	174	71 29 %
Yougoslavie.	21.228	15.341	5.887 27 %
Pologne	15.659	11.480	4.179 26 %
Uruguay.	443	324	119 26 %
Chine.	3.504	2.918	586 17 %
Egypte.	2.518	2.130	388 15 %
Japon.	7.420	6.329	1.091 14 %
Maroc.	938	843	95 10 %
Indes Néerlandaises ...	1.045	984	61 5 %
Australie	1.177	1.137	40 3 %
Brésil.	1.264	1.234	30 2 %

On trouve sur cette liste des pays qui, pour des raisons politiques, ont diminué leurs importations en provenance d'Autriche depuis que ce pays est allemand : C'est le cas, par exemple, de la Russie, de la Tchécoslovaquie, et aussi de la Grande-Bretagne et de la France, qui n'ont plus de raisons de maintenir à l'Autriche les contingents spéciaux qui lui avaient été accordés. On y trouve aussi de nombreux pays comme les Etats-Unis, la Belgique, le Canada, la Suisse, la Norvège, la Suède, etc., pour lesquels les raisons d'une réduction des achats de marchandises autrichiennes doivent se trouver simplement dans le fait que les dites marchandises sont devenues plus chères après l'Anschluss, ou encore peut-être dans les conséquences de l'action antisémite en Allemagne.

Il est particulièrement intéressant de constater que les exportations autrichiennes vers l'Italie ont diminué de 55 %. A l'issue des négociations germano-italiennes qui avaient eu lieu après l'Anschluss, il avait cependant été solennellement déclaré que le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne ne devait pas entraîner un ralentissement des échanges de ce pays avec l'Italie, et même qu'il serait possible, grâce aux accords germano-italiens d'obtenir un accroissement de ces échanges. La comparaison des chiffres de juin-décembre 1938 à ceux de la même période de 1937 montre clairement que l'Italie, malgré toutes les promesses, malgré la « solidité de l'axe », malgré le fait que « l'Italie et la Grande Allemagne se complètent économiquement de la façon la plus heureuse », n'a pas été mieux traitée que les autres pays :

	Importations autrichiennes de produits italiens			Exportations autrichiennes vers l'Italie		
	Vivres	Mat. premières et produits mi-finis	Prod. manu- facturés	Vivres	Mat. premières et produits mi-finis	Prod. manu- facturés
	(En milliers de Marks)					
Juin-Déc. 1937 ..	12.360	8.190	4.670	2.312	28.636	23.366
Juin-Déc. 1938 ..	12.569	7.847	1.771	444	13.980	9.868

Les nouveaux dirigeants de l'Autriche ont donc maintenu les achats de vivres italiens, parce que ces vivres sont indispensables; ils ont fait de même pour les matières premières, mais ils ont réduit sensiblement les importations de produits manufacturés italiens. Du côté des exportations autrichiennes, on constate une diminution très forte des sorties de matières premières autrichiennes vers l'Italie. En contre-partie, l'Italie a réduit également ses achats de produits manufacturés autrichiens.

La même comparaison, pour les échanges entre la France et l'Autriche, donne les chiffres ci-après :

	Importations autrichiennes de produits français			Exportations autrichiennes vers la France		
	Vivres	Mat. premières et produits mi-finis	Prod. manu- facturés	Vivres	Mat. premières et produits mi-finis	Prod. manu- facturés
	(En milliers de Marks)					
Juin-Déc. 1937 ..	309	5.599	6.053	460	5.372	8.604
Juin-Déc. 1938 ..	1.163	4.823	1.735	308	2.147	2.992

On voit que nos ventes de produits manufacturés en Autriche ont beaucoup souffert de l'application à ce pays du système allemand de contrôle des importations. Par contre, nous avons pu augmenter nos ventes de produits agricoles. En contre-partie, les exportations autrichiennes vers la France ont subi également une forte réduction.

Les autorités allemandes ont annoncé à diverses reprises, ces derniers mois, des mesures très énergiques en vue de développer les exportations. L'application de telles mesures apparaît spécialement nécessaire en Autriche, les exportations de ce pays ne cessant de diminuer. Les statistiques de janvier 1939 font ressortir 22,7 millions de marks d'exportations, contre 25,05 millions en décembre, et contre 31,5 millions (non compris le commerce avec le Reich) en janvier 1938.

SECTION II

LA POUSSÉE ÉCONOMIQUE VERS L'EST

En annexant l'Autriche, l'Allemagne s'est ouvert la porte de l'Orient. Grâce au Danube et grâce à Vienne, « plaque tournante du Sud-Est », l'Allemagne va pouvoir peu à peu établir sa mainmise sur les marchés balkaniques.

Le Danube, jusqu'à Presbourg, passe sous la souveraineté allemande et relèvera des Ministères allemands des transports et de l'économie publique. Si l'on veut se rendre compte de l'importance que revêt le Danube pour le Reich, il convient de se rappeler que déjà avant l'occupation de l'Autriche, le volume des transactions entre le Reich et les Pays danubiens représentait 10 % des transactions germaniques avec l'étranger (c'est-à-dire davantage qu'avec la France et l'Union belgo-luxembourgeoise réunies). Dans l'état actuel des choses, ce mouvement d'affaires va encore s'intensifier dans des proportions qui, si elles sont difficiles à prévoir, n'en seront pas moins, en tout cas, assez fortes.

En l'année 1927, qui est considérée par les économistes

allemands comme une année normale, 7 millions de tonnes de marchandises furent échangées entre le Reich et les pays riverains du Danube, exception faite de la Tchécoslovaquie. Ce chiffre, qui s'accroîtra du fait de la participation du commerce autrichien met en lumière l'importance des échanges commerciaux entre l'Allemagne et l'Europe Centrale.

Depuis l'Anschluss, l'Allemagne possède environ un tiers de la flotte de navigation danubienne. La flotte allemande du Danube comprend 353.000 tonnes, la puissance des remorqueurs atteignant un total de 56.000 CV. Il faut encore ajouter à cela 63.000 tonnes de bateaux-citernes. Sur les 31 compagnies dont les bateaux circulent sur le Danube, 4 appartiennent à l'Allemagne. Le pays qui suit l'Allemagne de plus près est la Yougoslavie, qui dispose de 290.000 tonnes de péniches, et de 30.000 tonnes de bateaux-citernes.

Quant à Vienne, elle a certes perdu de son importance du fait que les pays du Sud-Est ont cherché leur émancipation économique et financière, mais Vienne reste encore un centre d'échanges de premier ordre pour les relations avec le Sud-Est. L'Allemagne absorbe la moitié des exportations bulgares, un tiers des exportations grecques, un quart des exportations hongroises (75 % des excédents agricoles de la Hongrie), un cinquième des exportations roumano-yougoslaves.

L'ancien Institut Autrichien de prévision des fluctuations économiques va être réorganisé, suivant les idées du Professeur Wagemann, Directeur de l'Institut d'Empire du même nom à Berlin, et avec l'appui de M. Funk, Ministre d'Empire de l'Economie Publique et de M. Bürckel, Commissaire d'Empire pour l'Autriche.

Le nouvel organisme sera spécialement chargé de

suivre les variations de la situation économique dans les pays danubiens, d'étudier les statistiques de ces pays, de suivre les possibilités d'affaires qui pourraient se présenter, et de renseigner les milieux économiques allemands sur tout ce qui pourra se produire d'intéressant dans l'agriculture, le commerce ou l'industrie des pays du Danube.

Aussitôt après l'Anschluss, le Gouvernement du Reich a pris la décision de faire de Vienne un centre commercial important chargé de développer les échanges entre l'Allemagne et le Sud-Est de l'Europe. Comme par le passé, les produits bruts des Balkans devront être provisoirement entreposés à Vienne ; ils pourront être traités et transformés par l'industrie locale avant d'être acheminés vers le Reich ; d'autre part, les produits industriels allemands seront envoyés à Vienne où ils seront stockés, et d'où ils pourront être expédiés vers les pays balkaniques.

Pour arriver au résultat souhaité, il est nécessaire de disposer d'un commerce de gros puissant et bien organisé. Les autorités compétentes ont fait appel aux grandes maisons de commerce des villes hanséatiques. Il s'agit, ou bien de décider ces maisons à fonder des succursales à Vienne, succursales auxquelles la prospection des marchés balkaniques sera réservée, ou bien d'encourager la création de maisons mixtes, fondées en collaboration par des maisons allemandes et des firmes viennoises, ou bien encore de favoriser la création de maisons purement viennoises, dont l'objet sera de développer les affaires avec les Balkans.

Il a été déjà possible d'amener cinq maisons de Brême, deux ou trois firmes hambourgeoises et quelques autres maisons de l'Ouest de l'Allemagne ou de la région ba-

doise, toutes spécialisées dans le commerce d'exportation, à fonder des succursales à Vienne, ou à s'associer à des maisons viennoises déjà existantes. L'une de ces maisons par exemple, va étudier spécialement les possibilités d'accroître les ventes d'articles de quincaillerie, de coutellerie, etc., tandis qu'une autre, venue de la région de Pforzheim, où la bijouterie allemande est fabriquée, devra examiner les moyens à mettre en œuvre pour augmenter les exportations de bijouterie vers les Balkans.

Des mesures doivent également être prises pour faciliter les crédits à l'exportation, si importants pour les maisons de peu d'envergure, qui ne disposent pas d'un fonds de roulement considérable. On se basera sur ce qui a déjà été fait à ce propos pour les grandes banques hanséatiques. Peut-être créera-t-on à Vienne un Institut spécial de crédit à l'exportation. Ce n'est pas encore certain, mais la décision doit être prise prochainement.

Dans un article publié le 6 juin, le *Volkischer Beobachter* affirme que rien ne sera négligé pour donner à Vienne la place de tout premier rang qui lui revient de droit comme centre du commerce allemand de gros et d'exportation, comme « plaque tournante de l'Allemagne vers les Balkans ».

Cet article est sans doute destiné à consoler les Viennois d'une nouvelle intrusion, celle du commerce de gros de l'« Altreich » qui vient après tant d'autres. Il dissimule en même temps un échec, celui de « l'aryanisation » (Arisierung) des entreprises juives du commerce de gros et d'exportation.

L'influence juive était au moment de l'Anschluss, particulièrement grande dans le commerce de gros des produits textiles, où, sur environ 1.000 entreprises, 850 appartenaient à des israélites. Le nombre total des entre-

prises étant considéré comme beaucoup trop élevé, les autorités ont décidé de supprimer purement et simplement la plupart des maisons juives, n'en cédant que 130 seulement à de nouveaux propriétaires aryens.

Le *Tagblatt* du 14 janvier 1939 reconnaît que ces opérations ne sont pas sans nuire aux exportations. Pour les textiles en particulier, les entreprises de commerce de gros avaient plus d'importance, comme exportateurs, que les usines elles-mêmes. Cependant, il n'était pas usuel d'entretenir des agents à l'étranger, et les commerçants préparaient des collections et attendaient à Vienne la visite des acheteurs étrangers. Ce système, reconnaît candidement le journal, est apparu récemment comme insuffisant, le nombre des acheteurs étrangers qui se rendent à Vienne diminuant considérablement. Une réorganisation va être indispensable, et les maisons viennoises devront faire un effort pour se faire représenter à l'étranger.

Le commerce de gros se trouvait, en effet, au moment de l'Anschluss, presque intégralement entre les mains d'israélites. Ceux-ci ont été « éliminés » et leurs maisons ont été confiées, d'abord à des commissaires-gérants, puis à de nouveaux propriétaires. Les troubles apportés par cette procédure ont été d'autant plus grands que très souvent les anciens propriétaires travaillaient depuis longtemps avec des parents ou des amis, également juifs, établis dans les capitales balkaniques qui se sont souvent vu refuser l'autorisation de poursuivre les affaires avec les nouveaux propriétaires. Ceux-ci se sont, d'autre part — la chose est de notoriété publique — révélés incapables, dans bien des cas, et hors d'état de faire face à une situation, il faut en convenir, fort difficile.

Ce qu'il convient de dégager de tout ceci, c'est que les

exportations autrichiennes vers les Balkans ont très fortement diminué depuis l'Anschluss. Les Autorités allemandes veulent donc aujourd'hui faire un effort sérieux qui leur semble encore plus indispensable depuis la reprise de l'activité de l'Angleterre et de la France. Mais, comme elles n'estiment pas posséder un outil suffisamment solide dans le commerce de gros de la place viennoise, elles ont été amenées à prendre la décision de créer artificiellement à Vienne un commerce de gros et d'exportation qui n'aura, à vrai dire, plus rien de spécifiquement viennois.

Si l'on étudie les résultats immédiats dans les rapports commerciaux entre l'Allemagne et les pays balkaniques, on est obligé de constater que l'Anschluss a opéré un recul. Mais la position géographique et la politique actuelles de l'Allemagne produiront leurs conséquences dans un avenir éloigné. Les échanges de l'Autriche avec l'étranger, reconnaît « l'Institut Viennois pour la prévision des fluctuations économiques », ont subi, en 1938, une diminution par rapport aux années précédentes, diminution que l'Institut attribue à « l'interpénétration » de l'économie allemande et de l'économie autrichienne depuis l'Anschluss. L'Institut doit cependant encore admettre que les exportations autrichiennes ont été beaucoup plus fortement atteintes par cette « interpénétration » que les importations. Les besoins de matières premières en Autriche ont fortement augmenté, et à part le charbon, qui est fourni par le Reich, les importations des principales matières premières se sont accrues. C'est ainsi que les importations de laine ont augmenté de 36 % par rapport à 1937, celles de coton de 6 %, celles d'huiles minérales de 53 %, de cuivre de 72 %, et d'étain de 32 %.

Les importations de produits manufacturés ont par contre diminué, le Reich pouvant livrer les marchandises que l'Autriche achetait autrefois à l'étranger. En particulier, les importations de machines ont été sensiblement réduites, sauf celles en provenance des Etats-Unis, ce pays ayant fourni des machines pour le travail des métaux.

Les exportations ont fortement diminué en ce qui concerne les produits qui intéressent l'économie allemande, telles les matières premières (le bois).

La part des pays du Sud-Est de l'Europe (Hongrie, Roumanie, Bulgarie, Yougoslavie, Grèce et Turquie) aux achats de l'Autriche est passée de 32 % en décembre 1937 à 44 % pour le même mois de 1938, et leur part aux exportations autrichiennes de 25 à 37 %. La part de la Pologne a également augmenté, tandis que celle des autres pays diminuait.

Dans un article publié par la *Freie Presse*, l'un des collaborateurs techniques de la Chambre de Commerce de Hambourg montre qu'il ne faut pas s'exagérer, comme on a souvent tendance à le faire, l'importance pour l'exportation autrichienne des marchés du Sud-Est de l'Europe. Si l'Autriche, déclare-t-il, est vouée tout naturellement à devenir le passage des marchandises allemandes vers les Balkans, elle ne doit pas pour cela négliger les marchés qu'elle exploitait déjà avant l'Anschluss, ni renoncer aux possibilités de vente qui peuvent maintenant lui être offertes sur des marchés pour elle entièrement nouveaux.

Il ne faut pas oublier, écrit l'auteur de l'article, que 40 % seulement des exportations autrichiennes avant l'Anschluss, étaient dirigées vers le Sud-Est de l'Europe, tandis que près de 60 % étaient absorbés par les pays

de l'Ouest, en particulier par la Suisse, la France, l'Angleterre et les Etats-Unis. Il ne faut pas oublier non plus que, pendant longtemps encore, les marchés balkaniques n'offriront que des débouchés très limités aux produits de l'industrie de luxe très développée en Autriche. Les industriels autrichiens ne doivent donc perdre aucune occasion de maintenir et d'améliorer leurs relations avec les bons clients qu'ils avaient trouvés dans les pays cités plus haut.

Cependant, l'Allemagne négocie fiévreusement avec toutes les puissances balkaniques dans le but d'accaparer les marchés commerciaux.

Elle veut amener les pays du Sud-Est de l'Europe à conclure avec l'Allemagne des marchés à longue échéance, comportant de la part de l'Allemagne l'engagement d'acheter pendant des années des quantités importantes de produits du sol, de matières premières, etc., à des prix fixés d'avance. Cet engagement, évidemment précieux pour les pays balkaniques qui peuvent orienter leur production en conséquence, ne comporte pas de sacrifice appréciable de la part de l'Allemagne, puisqu'il s'agit de produits indispensables à son économie, qu'elle devrait de toute façon importer de l'étranger. Il s'agit donc de consolider les échanges entre l'Allemagne et les Balkans, et en même temps de combattre certaines tendances qui se faisaient sentir dans les pays danubiens, certaines inquiétudes provoquées par la dépendance économique de plus en plus grande dans laquelle ces pays se trouvent placés vis-à-vis de l'Allemagne.

L'Allemagne a toujours été l'un des principaux clients, souvent le principal, des pays balkaniques. Ceux-ci ont besoin d'écouler rapidement et régulièrement l'excédent de leur production agricole. D'autre part, au jugement

des experts allemands, leur outillage économique est sommaire et défectueux; il a besoin d'être complété et perfectionné. L'Allemagne se propose de satisfaire à ce double besoin. Elle achète aux pays du Sud-Est une partie déterminée de leurs récoltes, à un prix fixé d'avance et qui restera le même durant toute la période envisagée, quelle que puisse être la fluctuation des prix mondiaux. Seul, l'acheteur allemand est en mesure d'offrir de telles conditions d'achat et de paiement, parce que au lieu de payer en devises, en monnaie, il s'acquitte en livrant des marchandises : outillage industriel, machines agricoles, objets fabriqués de toute nature. Pour ces livraisons de produits allemands, les tarifs de vente ne sauraient avoir la même fixité, en raison des circonstances variables dont ils dépendent. Ainsi, en vertu du système envisagé, l'Allemagne se trouve en mesure d'ouvrir aux Etats balkaniques des crédits considérables : non pas des crédits financiers, en devises, puisqu'elle n'a pas de devises, ou très peu ; mais ce qu'elle appelle des crédits commerciaux en produits fabriqués ou en fourniture d'installations industrielles. Dans un article publié le 23 octobre 1938, sous le titre : « Deutschland als Kreditgeber », la *Gazette de Francfort* calculait que, au cours des deux dernières semaines, l'Allemagne avait accordé à l'étranger des crédits pour près d'un quart de milliard de marks. Pour un Etat dont les caisses sont vides, c'est vraiment assez remarquable.

Il faudra que ces pays vendent beaucoup au Reich pour acquitter le prix de tant de livraisons et de travaux techniques. On va leur construire des ports de mer et des ports fluviaux, des chantiers de constructions navales et des centrales électriques qui dépasseront souvent le niveau de leurs besoins particuliers, mais qui répon-

dent aux exigences globales du système envisagé, des voies ferrées et des autostrades dont ils pourraient fort bien se passer mais que le Reich juge indispensables à l'exécution de ses desseins économiques ou... stratégiques. Bref, il faudra qu'ils se résignent à leur rôle de « facteurs complémentaires », d'agents subalternes de l'immense entreprise dont la portée les dépasse infiniment, mais qui ne peut réussir que grâce à leur concours.

En échange de ce concours nécessaire, qu'est-ce que l'Allemagne offre aux pays du Sud-Est ? D'abord des contrats de vente ferme pour un volume déterminé de leurs produits naturels : les contrats engagent l'acheteur, comme le vendeur, pour une durée de dix ou douze ans, les prix restent invariables durant toute la période envisagée. Mode de paiement : le troc expliqué ci-dessus. Au cas d'un solde actif en faveur des pays sud-orientaux, ce solde est apuré par les « créances de clearing sur la caisse de compensation ».

La revue *Der Wirtschaftler* du 26 août 1938, analyse un article publié par un journal yougoslave sur l'influence financière prise maintenant par l'Allemagne sur l'économie yougoslave. Jusqu'à l'Anschluss, la participation allemande dans l'industrie yougoslave était restée peu importante; le journal estime que les actions des sociétés anonymes yougoslaves détenues par des Allemands ne représentaient que 33,09 millions de dinars, sur une participation étrangère totale de 2.165,9 millions de dinars. Bien que le rôle de l'Autriche comme dispensatrice de crédits dans les Balkans ait fortement diminué depuis le krach du Crédit Anstalt, le rattachement de l'Autriche à l'Allemagne porte cependant la participation allemande au capital des sociétés anonymes you-

goslaves à 206 millions de dinars, somme à laquelle il faudrait ajouter 215 millions de dinars d'avance. Dans ces conditions, l'Allemagne prend la septième place parmi les bailleurs de fonds de la Yougoslavie. L'auteur de l'article du journal yougoslave fait encore remarquer en passant que la Grande Allemagne, dans le commerce extérieur de la Yougoslavie, est aussi importante à elle seule que la France, la Tchécoslovaquie, l'Angleterre, les Etats-Unis, l'Italie et la Suisse réunis.

L'analyse de cet article indique que les instituts autrichiens de crédit servaient surtout d'intermédiaires entre les capitalistes de l'Ouest de l'Europe et les Balkans, et que les titres détenus par eux servaient de garantie aux sommes avancées. Ainsi, la participation « allemande » aux entreprises yougoslaves ne serait pas autre chose que des paquets de titres réellement achetés avec des capitaux fournis par les grands pays de l'Ouest de l'Europe.

Il est intéressant de constater l'importance du nouveau canal Rhin-Main-Danube, pour le développement futur des échanges entre la Yougoslavie et la Grande Allemagne. La fin de la construction de ce canal est attendue avec impatience en Yougoslavie, où l'on parle déjà du jour où le premier navire chargé à Belgrade de blé yougoslave jettera l'ancre devant Hambourg. Les produits de la Yougoslavie, comme ceux de la Bulgarie, trouveront tout naturellement leur voie vers le grand port allemand.

L'Allemagne n'a pas seulement besoin de denrées agricoles. Elle veut recevoir aussi des matières premières. La Yougoslavie en possède des quantités appréciables, mais elle a toujours cherché à éviter de les vendre dans des pays avec lesquels elle avait un accord de clea-

ring. Elle entend réserver ses matières premières aux pays qui les paient en devises libres, devises dont elle a elle-même besoin pour acheter les matières premières qu'elle ne produit pas. C'est ainsi que l'Allemagne achète par exemple presque 100 % des exportations yougoslaves de viande, tandis que 6.600 tonnes de cuivre seulement ont été expédiées vers l'Allemagne en 1938, sur une exportation totale de 31.000 tonnes. Déjà on note des participations allemandes aux nouvelles mines de cuivre ou de bauxite.

Il faut également que l'agriculture yougoslave s'adapte aux besoins allemands, en augmentant les surfaces consacrées à la culture des fourrages ou des plantes industrielles, comme par exemple le soja.

On peut encore relever, avant d'en terminer avec la Yougoslavie, la nouvelle suivant laquelle une société au capital de 1,1 million de dinars, la « Cerial Export A.G. » vient d'être fondée à Belgrade, la majorité des actions de cette société se trouvant entre les mains d'Allemands.

Par ailleurs, l'Allemagne est le principal client comme le principal fournisseur de la Grèce et de la Hongrie et il est à remarquer que l'Allemagne achète surtout en Grèce des produits dont elle pourrait parfaitement se passer, et qui ne sont pas de première nécessité, comme du tabac, du vin, des fruits frais ou secs, de l'huile d'olive. Le principal concurrent de l'Allemagne comme fournisseur de la Grèce est les Etats-Unis, et la Grèce est d'autant plus intéressée à ses échanges avec ce pays qu'elle en retire des dollars et que sa balance commerciale avec les Etats-Unis présente un excédent d'exportations. Or, la Grèce (comme la Yougoslavie) a besoin de devises libres pour acheter des matières premières que l'Allemagne et les autres pays à clearing ne peuvent lui fournir.

D'autre part, des livraisons considérables d'huiles minérales et de produits agricoles sont faites quotidiennement de Roumanie à l'Allemagne.

Si nous considérons la Turquie, nous sommes obligés de constater l'intérêt qu'a le gouvernement turc à s'assurer, par une collaboration amicale avec l'Allemagne, le libre accès à la voie navigable vers le nord, que le Danube, les canaux et le Rhin constitueront prochainement. Les milieux turcs intéressés sont parfaitement conscients de l'importance des avantages offerts par l'Allemagne et de l'intérêt primordial qu'il y a pour la Turquie, comme pour les autres pays balkaniques, à conclure avec l'Allemagne un accord garantissant pour des années des échanges dont l'économie turque ne pourrait pas se passer.

En définitive, on peut dire que les conséquences de l'Anschluss furent purement négatives quant à l'équilibre de la balance commerciale.

Une des richesses du pays : le Tourisme, a pour ainsi dire disparu. Les Allemands qui autrefois avaient interdiction de se rendre en Autriche, ont, il est vrai, maintenant toutes facilités pour excursionner dans ce pays. Mais, par contre, tous les riches étrangers qui non seulement venaient séjourner à Vienne ou dans les stations de ski autrichiennes, mais qui encore étaient venus s'installer à Vienne ou à Salzbourg, ont maintenant abandonné totalement le pays. On peut juger de l'absence de tourisme en parcourant les halls des hôtels qui sont invariablement vides et en jetant un coup d'œil sur les numéros des voitures : uniquement des numéros allemands. Cette transformation du tourisme est véritablement désastreuse pour l'économie autrichienne : les grands hôtels sont obligés de fermer, les magasins de la

Kertnerstrasse renommés pour leur élégance ne trouvent plus aucun acheteur, car le touriste allemand disposant de moyens pécuniaires limités, dépense peu. Ainsi la branche du tourisme ne pourra plus, comme autrefois rendre créditrice la balance commerciale et cet aspect du commerce intérieur ne laisse pas d'être assez inquiétant. Dans le commerce extérieur, vis-à-vis des Etats balkaniques, les conséquences économiques ne se feront sentir que dans la suite.

Pour remédier à ce déficit croissant, les Allemands envisagent d'organiser rigoureusement à l'avenir la production et la consommation. Prenons comme exemple l'organisation du commerce dans la région du Salzgit-ter, c'est-à-dire dans la nouvelle région industrielle créée par les Aciéries Hermann Goering, pour l'exploitation des minerais de fer à faible teneur, dits du Salzgit-ter. Sur ce terrain vierge, les autorités nationales-socialistes vont se livrer à une véritable orgie d'économie dirigée, afin de démontrer que les méthodes qu'elles préconisent sont bonnes, et afin de les étendre ensuite au reste de l'Allemagne.

Dans cette région en voie d'industrialisation, les commerçants détaillants ne pourront pas s'installer librement. On a renoncé d'autre part à créer, suivant l'exemple de l'Ouest de l'Allemagne, des coopératives de consommation gérées par des délégués de l'entreprise industrielle.

Des enquêtes sont faites actuellement pour déterminer de façon scientifique combien de clients sont nécessaires pour assurer l'existence d'un magasin dans un commerce donné. On a déjà pu déterminer qu'un magasin de produits alimentaires a besoin de 1.000 consommateurs, tandis que 3.000 à 4.000 clients sont nécessaires pour un

magasin de textiles, et qu'un marchand de chapeaux doit avoir 15.000 à 18.000 personnes à coiffer. On admettra dans la région du Salzgitter exactement le nombre de détaillants nécessaires, en les plaçant de la façon la plus judicieuse.

Le commerce de gros sera lui-même groupé en une Société, et les détaillants seront contraints de s'approvisionner chez cette société. Les prix d'achat, les prix de vente seront taxés autant que possible, et en tout cas la marge de bénéfice sera fixe. Les organisateurs de ce système qui apparaît naturellement idéal aux techniciens nationaux-socialistes, estiment que la marge de profit laissée aux grossistes et aux détaillants pourra ne pas dépasser, au total, 25 %, résultat qui, déclarent-ils, ne pourrait pas être obtenu par la coopérative de consommation la mieux administrée.

Bien entendu, ces fonctions de « répartiteurs de marchandises » ne seront confiées qu'à des gens présentant toutes les garanties désirables. Le *Tagblatt* reconnaît cependant qu'il faudra que tous les détaillants soient à peu près d'égale force, qu'ils exercent sur la clientèle un pouvoir d'attraction à peu près équivalent, car tout le système s'écroulerait si les clients abandonnaient l'une des boutiques pour s'adresser de préférence à une autre. Il n'ajoute pas qu'il suffirait dans ce cas de faire un pas de plus dans la voie de la réglementation en obligeant les consommateurs à se fournir chez un répartiteur donné.

L'expérience du Salzgitter démontrera ou non la possibilité d'étendre ces méthodes nouvelles à toute l'Allemagne. En somme, nous revenons 2.000 ans en arrière : Hitler va devenir l'Empereur des Incas.

CONCLUSION

En abordant la conclusion de cette étude, il nous a paru intéressant et utile de citer quelques réflexions du Professeur Henri Laufenburger, tirés d'un article remarquable paru dans le numéro de mars 1938 de la revue « Politique Extérieure ».

« On a beaucoup insisté sur le côté politique de l'annexion de l'Autriche. Sans doute l'opération était nécessaire pour maintenir ou augmenter le prestige national-socialiste à l'intérieur du Reich; sans doute aussi le moment choisi pour réaliser une opération à laquelle tout le monde s'attendait à terme depuis des années a été des plus favorables. Mais l'Anschluss n'aurait pas pu se réaliser avec cette facilité malgré tout étonnante, si au point de vue économique il n'avait pas été à la fois mûr et nécessaire pour le Reich.

« Comment, a-t-on dit, l'Autriche avec ses 6 millions d'habitants ne vivrait-elle pas au même titre que la Belgique qui en compte autant? La situation n'est pas comparable. Notre voisin du Nord dispose d'une économie organisée depuis un siècle sur des bases très solides dont le libre-échange agricole relatif d'une part, la force de production industrielle d'autre part, étaient les pivots. L'économie belge disposant d'un important marché intérieur et aussi — ne l'oublions pas — d'un empire colo-

nial, ne dépendait jamais autant que l'Autriche de la capacité et de la volonté d'absorption des marchés extérieurs. L'Autriche au contraire ne comprenait plus, en 1919, que des tronçons : ateliers textiles dont le complément se trouvait en Tchécoslovaquie ; économie laitière dont les débouchés étaient coupés par quatre frontières nouvelles ; métallurgie et mécanique trop lourdes pour un marché rétréci ; cœur financier (représenté par les banques de l'ancien Empire) auquel manquait désormais la circulation du sang. Et surtout, l'Autriche n'a jamais eu un marché intérieur suffisant ; en dehors de Vienne et des bassins industriels plutôt clairsemés, nous rencontrons une population paysanne et montagnarde qui consomme peu. Or, toute économie qui, faute de débouchés intérieurs suffisants, doit s'appuyer sur les marchés extérieurs, est essentiellement vulnérable. L'Autriche en particulier, a dû payer cet appui par 1.977 millions de schillings d'emprunts extérieurs dont les Allemands semblent hésiter à assurer désormais le service. D'où deux solutions : soit la reconstitution d'une économie danubienne, soit l'Anschluss.

Voilà pour l'Autriche et voici maintenant pour l'Allemagne. Le national-socialisme a construit un vaste édifice autarcique dont les succédanés sont les pièces maîtresses. Or, l'ersatz repose essentiellement sur deux matières : le charbon et le bois d'où sortent l'essence, le caoutchouc et le textile synthétique. L'Allemagne manque de bois. Il faut en plus équiper les industries appelées à fabriquer le succédané, et, à cet effet, le pays autarcique a besoin de fer : l'Allemagne n'extrayait des mines de son ancien territoire que 9 millions de tonnes de minerai pauvre ; elle se procurait deux fois autant par l'importation.

Il semble donc que le deuxième plan quadriennal auquel le Maréchal Goering a attaché son nom, manquait de deux pieds essentiels : le bois et le fer. L'Autriche les fournit après coup. Mais en même temps elle permet, par l'élargissement de l'économie allemande, d'atténuer la pression autarcique qui pesait sur elle. L'Allemagne a grandi, elle s'est constituée l'ersatz d'un Empire. Bien plus, l'Autriche lui permet d'élargir ses contacts avec le commerce extérieur, surtout dans la direction « Donauraum » de l'espace danubien.

Si donc l'autarcie produit l'effet d'une chaîne, l'Autriche n'a-t-elle pas permis à l'Allemagne de l'élargir et d'en éviter la rupture. Voilà en quoi consiste, à notre avis, l'essentiel de l'apport autrichien au Reich, en face duquel l'apport inverse est plutôt maigre ».

Il apparaît donc que l'Autriche apporte à l'Allemagne, bien qu'en quantité insuffisante, des produits qui pour elle sont de première nécessité, tels que le bois, le minerai de fer. Elle lui apporte en outre d'énormes réserves d'énergie hydraulique, qu'elle pourra mettre en valeur. Dans le domaine alimentaire, c'est tout un excédent de lait, de beurre et de fromage qui revient au Reich. De plus, l'absorption totale de la Banque Nationale d'Autriche par la Reichsbank constitue probablement l'appoint le plus intéressant qui résulte de l'Anschluss, appoint qui se concrétise par un gain net total pour l'Allemagne de 300 millions de R.M.. Enfin, il ne faut pas négliger la main-d'œuvre que reçoit ainsi le Reich, à tel point que certains ouvriers autrichiens envoyés en Allemagne n'ont absolument pas le droit de revenir.

En compensation, l'Allemagne apporte à l'Autriche des capitaux pour organiser sa production, pour moderniser son outillage technique, et pour étendre son outil-

lage public, du travail pour faire vivre un nombre considérable de chômeurs, son talent d'organisation pour mettre en valeur toute la capacité productive du pays. Enfin, elle va donner un nouvel élan à l'industrie autrichienne; mais dans ce domaine, il est nécessaire de donner quelques précisions. Dans son bulletin du mois d'avril 1939, l'« Institut Viennois pour la prévision des fluctuations économiques » reconnaît que l'industrie autrichienne, qui a subi immédiatement après l'Anschluss une formidable impulsion, est arrivée actuellement à un maximum d'activité, qui ne pourra plus être dépassé, sans augmenter la puissance de production, par la construction de nouvelles usines, par l'appoint de main-d'œuvre supplémentaire, et par la modernisation du matériel. Ce sont les commandes du Reich ou des administrations publiques allemandes, déclare l'Institut, qui ont permis d'obtenir aussi rapidement une reprise de l'activité industrielle. Pendant la première année écoulée depuis l'Anschluss, ces commandes officielles ont atteint environ 500 millions de marks. Cependant, le Reich, et les administrations allemandes n'ont pas été seuls à combler de commandes les entreprises autrichiennes. Les industriels et les commerçants du Reich, souvent privés de marchandises, se sont empressés de mettre à profit l'occasion qui leur était offerte de s'adresser à de nouveaux fournisseurs. L'augmentation des échanges entre le Reich et l'Autriche ne ressort pas des statistiques officielles, puisque ni les douanes autrichiennes, ni les douanes allemandes n'ont publié de telles statistiques. On peut cependant en avoir une idée d'après les prestations des Chemins de fer d'Empire. Pendant l'année écoulée, les quantités de marchandises transportées par rapport aux chiffres de l'année précédente, ont tri-

plé dans le sens Autriche-Allemagne et ont quintuplé dans le sens Allemagne-Autriche.

Depuis l'hiver dernier, les commandes officielles à l'industrie autrichienne se sont ralenties, les entreprises autrichiennes ne pouvant plus livrer dans des délais suffisamment courts. Dès le troisième trimestre de 1938, l'industrie autrichienne a commencé à demander des délais de livraison beaucoup plus longs, et elle s'est trouvée dans l'impossibilité d'accepter toutes les commandes qui lui parvenaient, la main-d'œuvre se faisant rare et les matières premières manquant souvent. Pourtant, le maximum de commandes officielles allemandes en Autriche a été atteint pendant ce troisième trimestre. L'Institut estime que les dites commandes, pour le troisième trimestre, ont dépassé de 61 % celles du trimestre précédent. Le chiffre du quatrième trimestre a été le même que celui du deuxième, et celui du premier trimestre 1939 ne fait apparaître qu'une augmentation très légère (environ 3 %).

Malgré ce ralentissement des commandes du Reich, de l'armée, etc., certains groupes de l'industrie autrichienne sont de plus en plus surchargés d'ordres. C'est ainsi que l'industrie sidérurgique a vu ses commandes doubler de janvier à février, et que celles qu'elle a actuellement à exécuter représentent quatre fois la moyenne de l'année 1929. Le bâtiment a aussi des commandes pour environ 800 millions de marks à exécuter en 1939 contre 500 millions environ en 1938. Ce sont là des résultats appréciables, déclare l'Institut, mais ils ne doivent pas faire oublier que toutes les difficultés de l'adaptation de l'économie autrichienne ne sont pas encore surmontées. De nombreux groupes de l'industrie devront encore faire de gros efforts pour arriver à travailler dans des con-

ditions satisfaisantes, en concurrence libre avec les puissants concurrents allemands.

L'Institut est d'avis que les commandes du Reich ont terminé en Autriche leur rôle en donnant à l'industrie l'impulsion rapide dont elle avait besoin. Maintenant, l'importance de ces commandes ne sera plus déterminée que par les besoins réels des administrations allemandes et par les possibilités de production de l'industrie autrichienne. (Bericht des Wiener Institutes für Wirtschafts- und Konjunkturforschung, 19 avril).

Si nous regardons maintenant le côté négatif de la question, nous constatons tout d'abord qu'en Allemagne le problème du ravitaillement, quant aux matières premières autres que le bois et le minerai de fer, se trouve aggravé du fait que l'Autriche ne possède ni caoutchouc, ni laine, ni coton, peu de métaux non ferreux et peu de pétrole. Au point de vue agricole, l'annexion de l'Autriche a accru les difficultés de l'Allemagne, la pénurie de céréales en Autriche viendra s'ajouter au souci de l'approvisionnement du Reich en denrées essentielles telles que le froment et le maïs. Au point de vue céréales, l'Autriche a toujours été un pays d'importation, elle a importé en 1937 pour 312 millions de schillings, 40 % de ses besoins en blé, 20 % de ses besoins en seigle, une grande partie du fourrage et de la viande devaient être couverts par ses achats à l'étranger, ce qui signifie pour l'Allemagne une augmentation d'importation de céréales de l'ordre de 4 millions de tonnes. Il ne faut pas oublier en effet que sa consommation augmentera considérablement par suite de l'absorption de plus de 6 millions d'habitants. Enfin, troisième point négatif pour l'Allemagne : l'annexion de l'Autriche n'a pas amélioré sa balance commerciale. Certes, l'Autriche a exporté pour

1.217 milliards de schillings en 1937, mais de ce montant sont déjà à déduire 364 millions de schillings pour l'exportation des matières premières, prises par le Reich pour sa propre production. Enfin, l'Autriche a dû accepter la monnaie allemande, le mark au lieu du schilling, ce qui a imposé à l'Autriche des frais de production beaucoup plus élevés, ce qui a diminué ainsi considérablement sa capacité de concurrence sur le marché mondial. Depuis l'annexion de l'Autriche, le déficit de la balance commerciale du Reich ne fait que s'aggraver; de janvier à avril 1938, il a atteint, pour le Reich seul, 48 millions de marks ; pour avril seul, l'Autriche l'aggrave de 19 millions. Il est en effet impossible de sortir de ce fait que la base du ravitaillement allemand ne peut devenir autarcique. Avant la guerre, et même après la guerre, l'exportation allemande était la source de la richesse du Reich ; aujourd'hui, elle est devenue la source de ses pertes. Le travail allemand est devenu trop cher et ne peut plus concurrencer les produits étrangers sur le marché mondial. D'autre part, les produits fabriqués allemands ne sont plus de première qualité, étant donné que les industriels allemands sont forcés de prendre les matières premières dans n'importe quel coin du monde, au lieu de pouvoir les choisir d'après leurs qualités. Tant qu'existera l'hypertrophie du secteur des armements, c'est-à-dire du secteur improductif, l'exportation allemande ne sera qu'un moyen désespéré de se procurer des devises pour l'importation des matières premières nécessaires aux armements et accessoirement, à la vie matérielle du peuple allemand. Pour environ 50 % de ses besoins de matières premières, l'importation s'impose.

Si maintenant nous jetons un coup d'œil sur l'aspect

négalif de l'Anschluss vis-à-vis de l'Autriche, nous constatons que l'Autrichien trouve un standard de vie considérablement diminué, le coût de la vie plus que doublé. En outre, on connaît l'importance de la répercussion des contributions et taxes sur les prix. Quelle est à cet égard la situation comparée de l'incidence fiscale en Allemagne et en Autriche ? 163 marks par tête, dit-on dans le Reich, et 149 marks seulement dans « l'Ostmark ». Pour enrayer l'augmentation constante des prix, on a empêché la hausse des salaires. Avec sa maigre rémunération, l'Autrichien ne peut pas toujours satisfaire ses désirs, ni même parfois ses besoins alimentaires. En dehors de l'industrie de guerre ou des industries annexes, l'industrie de transformation tombe de plus en plus. Vienne n'est plus la grande ville commerçante qu'elle était auparavant : l'industrie de luxe n'existe plus, les touristes étrangers ne venant plus ; quant au commerce courant, il est, notoirement insuffisant : les stocks sont épuisés, si bien qu'il est impossible à l'heure actuelle de trouver ce que l'on veut au moment où on le désire.

En définitive, l'Autriche semble avoir plus perdu qu'elle n'a gagné dans le changement de régime. Quant à l'Allemagne, elle peut actuellement retirer de sa nouvelle position sur la carte de l'Europe, des avantages d'ordre politique beaucoup plus grands que ce que l'Autriche peut lui donner d'un point de vue purement économique.

Cependant, dans un avenir un peu plus éloigné, lorsque tout le programme de construction de canaux, d'autostrades et de voies ferrées sera exécuté, il apparaît que l'annexion de l'Autriche ouvrira à l'Allemagne tous les marchés de l'Orient.

BIBLIOGRAPHIE

- Loms (R.). — *L'Usine*, 17 mars 1938. — L'Annexion de l'Autriche et ses conséquences économiques.
- Le Réveil Economique*, 23 mars 1938. — Que signifie l'Anschluss au point de vue économique ?
- Deutsche Wirtschaftszeitung*, 7 et 21 avril 1938. — Der Weg der Wirtschaft zum gross-deutschen Volksreich.
- L'Exportateur Français*, 7 avril 1938. — L'Anschluss économique.
- Bulletin du Comité des Houillères de France*, 10 avril 1938. — L'Anschluss et l'économie allemande.
- Il Sole*, 10 avril 1938. — Le Conseguenze economiche de l'Anschluss.
- FISHER (W.-A.). — *Der Deutsche Volkswirt*, 18 mars 1938. — Österreichs Produktion in der deutschen Wirtschaft.
- MAUPAS (J.). — *Le Capital*, 23 mars 1938. — Le renforcement de l'Allemagne par l'Anschluss.
- Wirtschaft und Statistik*. — Österreich, ein Land des Deutschen Reiches.
- PEYRET (H.). — *La Journée Industrielle*, 29 mars 1938. — Ce que l'Autriche apporte au III^e Reich.
- Le Bulletin Quotidien*, 17 mars 1938. — La signification économique de l'annexion de l'Autriche.
- Le Deutsche Bergwerkszeitung*, 22 mars 1938. — Verheiterung der deutschen Erz und Eisengrundlage.
- KALLBRUMMER (H.). — *Die Österreichische*, 30 avril 1938. — Neugestaltung der deutsch österreichischen Forstwirtschaftspolitik.
- BISCHOFF (H.). — *Wirtschaftsblatt der ind. und H. Kammer zu Berlin*, 27 mars 1938. — Zur Wirtschaft und Aussehandslage Deutschösterreichs.

- Chronique des Transports*, 10 avril 1938. — Les chemins de fer autrichiens et l'Anschluss.
- KNOTH (G.). — *Der Österreichische Volkswirt*, 19 mars 1938. — Probleme der österreichischen Wohnungswirtschaft.
- Statistische Nachrichten*. — Der Rückgang der Arbeitslosigkeit in der Ostmark.
- Die Deutsche Fertigware*, septembre-octobre 1938. — Österreichs Wirtschaft im Grossdeutschen Raum.
- L'Allemagne Contemporaine*. — L'intégration de l'Autriche.
- BLONDEL. — *Les Echos*, 1^{er} juin 1938. — Les conséquences de l'Anschluss sur les relations commerciales de l'Allemagne avec les pays d'Europe Centrale.
- Bulletin de la Statistique Générale de la France*, avril-juin 1938.
- Le Journal des Economistes*, mars-avril 1938. — La réalisation de l'Anschluss ; l'annexion de l'Autriche par l'Allemagne.
- Le Bulletin des Archives économiques universelles de Hambourg*, mai 1938. — Problèmes économiques soulevés par l'Anschluss.
- STEELE (J.). — *L'Actualité Economique*, mai 1938. — Les conséquences économiques du rattachement de l'Autriche à l'Allemagne.
- Le Bulletin du Comité des Forges de France*. — Statistique du commerce extérieur des produits sidérurgiques, minerais, ferraille, combustibles.
- L'Année Politique*, février 1939.
- Politique extérieure*, mars 1938.
- Monatsberichte des Wiener Institutes für Wirtschafts-und Konjunkturforschung*, 2 mars 1939.
-

TABLE DES MATIÈRES

	Pages
AVANT-PROPOS.	1
INTRODUCTION : L'ÉCONOMIE AUTRICHIENNE	3
PREMIÈRE PARTIE. — LA POPULATION	9
SECTION I. — <i>Les salaires et le travail</i>	9
SECTION II. — <i>Le logement</i>	18
SECTION III. — <i>Le coût de la vie et les prix</i>	25
DEUXIÈME PARTIE. — LE CAPITAL	43
SECTION I. — <i>Le capital financier</i>	43
SECTION II. — <i>L'outillage public</i>	48
1) Les routes	48
2) Les canaux	51
3) Les chemins d'efer	58
TROISIÈME PARTIE. — LA PRODUCTION	63
SECTION I. — <i>L'agriculture</i>	63
1° La production agricole	63
2° Problèmes agricoles	69
SECTION II. — <i>L'industrie minière</i>	87
SECTION III. — <i>L'industrie de transformation</i>	96
QUATRIÈME PARTIE. — LE COMMERCE	109
SECTION I. — <i>Répercussions générales sur le commerce.</i>	109
SECTION II. — <i>La poussée économique vers l'Est</i> ..	127
CONCLUSION	142
BIBLIOGRAPHIE.	151

Georgette BAZE, Imprimeur, LA BAULE (Loire-Inf.).
